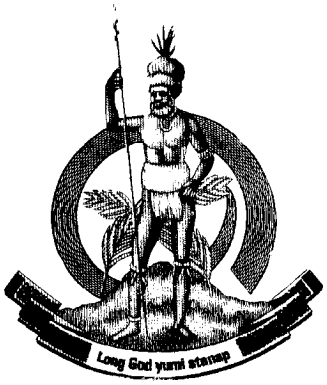


Gouvernement

De la

République du Vanuatu

BUDGET 2026

TOME 1

RAPPORT DE STRATÉGIE FISCALE

INCORPORANT L'ACTUALISATION ÉCONOMIQUE ET FISCALE DE LA DÉCLARATION DE POLITIQUE BUDGETAIRE

Avant-propos du Ministre

Le budget de l'exercice 2026 a été établi en conformité avec la loi sur les finances publiques et la gestion économique (FPGE) [CAP 244] alors que l'économie se remet encore des effets du tremblement de terre dévastateur qui a frappé Port-Vila en décembre 2024. Malgré ces défis, le gouvernement est voué à rehausser la prestation de services tout en privilégiant les efforts de secours, de réponse et de rétablissement pour favoriser la croissance économique sur le moyen terme. Ces initiatives sont complétées par le soutien que les partenaires au développement continuent de nous apporter et nous leur sommes énormément reconnaissants pour leurs contributions au financement du budget 2026.

La croissance du PIB telle qu'estimée globalement pour 2025 a été révisée à la hausse par le Comité macro-économique (CME) au T2 de 2025, avec le taux de croissance réel du PIB en 2025 redressé de 3,6 pour cent à 3,7 pour cent, pour monter à 3,9 pour cent en 2026 et tourner en moyenne autour de 4,0 pour cent sur la période 2027-2030. Cette perspective reflète les efforts de rétablissement après le tremblement de terre du 17 décembre 2024 et le rebond du nombre de visiteurs à l'arrivée, en dépit du recul initial de la confiance des consommateurs, grâce à des initiatives du gouvernement et de donateurs. La croissance dans l'agriculture est stimulée par une forte performance des jardins potagers et l'absence de cyclones en 2024-2025, bien que ce soit contre-balancé par une diminution des cultures d'exportation et de la production animale. Le secteur de l'industrie est entraîné par les activités de reconstruction et les envois d'argent, aidé par des projets financés par le gouvernement et des donateurs, tandis que le secteur des services, qui se remet encore de la liquidation d'Air Vanuatu en 2024, bénéficie de mesures de stimulation, du relogement des maisons d'affaires et de services professionnels liés à la reconstruction.

Les affectations budgétaires pour 2026 ont été guidées par les politiques, les priorités et les objectifs majeurs du gouvernement énoncés dans la Déclaration de politique budgétaire. Le gouvernement est voué à rehausser le secteur productif et le secteur social tout à la fois pour une croissance économique inclusive et durable, tout en relevant la prestation de services. En 2026, les recettes prévisionnelles de l'Etat (hors financement de donateurs) s'élèvent au total à VT 50.140,9 millions, ce qui représente une hausse de 11,0 pour cent par rapport aux VT 45.178,6 millions de recettes prévisionnelles en 2025. Cela s'explique principalement par une hausse anticipée des rentrées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du programme de citoyenneté à titre honorifique. De plus, le gouvernement escompte recevoir un soutien budgétaire de VT 3.670,0 millions au total, provenant de la Banque Mondiale (VT 1.700,0 millions), du gouvernement australien (VT 766,0 millions), de la Banque Asiatique de Développement (VT 616,0 millions), du programme Chaîne de valeur Europe Vanuatu (VT 449,0 millions) et du gouvernement néo-zélandais (VT 139,0 millions). L'Etat va émettre de nouveaux bons intérieurs pour un montant de VT 3.300,0 millions et reconduire des bons déjà émis d'une valeur de VT 1.030,6 millions, pour aboutir à une émission totale de bons de VT 4.330,6 millions. Ainsi, le montant total des rentrées d'argent de l'Etat tel qu'estimé (hors financement de donateurs) pour 2026 (soutiens budgétaires et émission de bons sur le marché intérieur) s'élève à VT 54.878,0 millions qui servira à financer les affectations budgétaires du gouvernement (exclusion faite de financements de donateurs) de VT 54.878,0 millions. Cela représentes une augmentation de 10,3 pour cent par rapport aux affectations budgétaires initiales de VT 49.772,5 millions en 2025. Cette augmentation significative démontre l'engagement du gouvernement à rehausser la prestation de services, renforcer la croissance économique et en même temps, améliorer le bien-être de tous les habitants au Vanuatu.

Outre le financement de l'Etat, il y a lieu de noter avec reconnaissance les contributions des principaux partenaires au développement qui cadrent avec les priorités directrices du budget de l'Etat visant à rehausser le développement économique et améliorer le bien-être de tous les habitants au Vanuatu. En 2026, le gouvernement escompte dépenser VT 9.270,1 millions au total au titre de l'aide des partenaires au développement (soutien budget non compris), financement composé à la fois de subventions (VT 2.475,0 millions) et d'aide en nature (VT 6.795,0 millions)

Ainsi, le montant total des rentrées provenant à la fois de financements du gouvernement et des donateurs en 2026 est estimé à VT 64.148,0 millions, qui servira à financer le montant total des affectations budgétaires en 2026 soit VT 64.148,0 millions, ce qui cadre avec l'objectif de parvenir à équilibrer le budget comme indiqué dans la Déclaration de politique budgétaire pour 2026.

La soutenabilité de la dette du Vanuatu est évaluée à présent comme étant à un risque modéré de détresse de la dette extérieure. Toutefois, le risque général de détresse de la dette est encore considéré comme élevé. Il est essentiel que le soutien de l'Etat, des partenaires multilatéraux et bilatéraux, des agences de développement et des participants du marché intérieur continue. D'après le rapport préliminaire sur l'endettement, la masse de la dette s'élève actuellement à VT 59.755,89 millions, ce qui équivaut à 41,0 pour cent du PIB, bien inférieur au seuil de 55,0 pour cent. La masse de la dette est composée à 28,0 pour cent de dette extérieure et 13,0 pour cent de dette intérieure. La masse de la dette prévisionnelle pour 2026 se situe à VT 63.187,0 millions, restant toujours à 41,0 pour cent du PIB et encore inférieur au seuil du ratio d'endettement au PIB.

La stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) pour 2025-2028 indique l'engagement du gouvernement et sa planification basée sur les emprunts et sources de financement pour satisfaire à ses obligations de paiement au coût le plus bas possible tout en maintenant des niveaux de risques qui soient acceptables.

Au peuple du Vanuatu et aux estimés députés, j'ai le très grand honneur d'annoncer que la préparation et l'établissement du budget final pour 2026 est compatible avec les principes de gestion financière responsable comme stipulé dans la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [CAP 244]. J'ai ainsi le plaisir de vous présenter le budget 2026.



Hon. Johnny Koanapo Nies RASOU (MP)
Minister of Finance and Economic Management
Ministry of Finance and Economic Management

Table des matières

1. Déclaration de responsabilité fiscal 1
2. Présentation sommaire du budget 2
3. Actualisation économique et perspectives à moyen terme 5
   - 3.1. Perspectives économiques dans le monde (PEM) 5
   - 3.2. Perspectives économiques dans la région (PER) 6
   - 3.3. Perspectives économiques au Vanuatu (PEV) 7
   - 3.4. Evolution du secteur monétaire 12
   - 3.5. Inflation 13
   - 3.6. Balance des paiements 14
   - 3.7. Evolution des taux de change 14
4. Actualisation financière et predictions 15
   - 4.1. Balance budgétaire 15
   - 4.2. Recettes de l'Etat – Janvier à août 2025 16
   - 4.3. Etat prévisionnel des recettes dans le budget national intégré de l'exercice 2026 17
   - 4.4. Dépenses – De janvier à août 2025 20
   - 4.5. Etat prévisionnel des dépenses dans le budget national intégré pour l'exercice 2026 21
   - 4.6. Dette publique 24
5. Déclaration de politique budgétaire 2026 38
   1. Déclaration de responsabilité 38
   2. Politiques économiques et financières 39
   3. Politiques budgétaires 40
      - A. Les priorités de la politique budgétaire pour 2026 40
      - B. Politiques financières 54
      - C. Actualisation économique de l'année 2025 54
      - D. Gestion budgétaire 65
      - E. Dette publique et financement du gouvernement 65
      - F. Recettes et Taxes 67
      - G. Programmes et politiques des dépenses 70
   4. Nouvelles propositions de politique (NPP) 70
   5. Cibles économiques et financières pour l'exercice 2026 70
   6. Conclusion 71
6. Annexe 1: Details des affectations de crédits complémentaires dans le budget 2025 72

1 Déclaration de responsabilité fiscale

La présente déclaration de responsabilité affirme que le budget 2026 a été mis au point en conformité avec les dispositions de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [CAP 244]. Celle-ci dispose en plus que les rapports de stratégie fiscale, d'actualisation économique et financière pour l'exercice 2025, y compris les prévisions à moyen terme, seront présentés au Parlement en même temps que la première loi de finances pour l'exercice financier de 2026.

Déclaration de responsabilité

Le gouvernement s'engage à veiller à ce que le budget 2026 soit mis en œuvre et appliqué en conformité avec la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [CAP 244] et la loi sur l'adjudication des contrats et marchés publics. Qui plus est, le gouvernement va continuer à poursuivre des réformes financières, de gérer les recettes et dépenses publiques de manière responsable et d'administrer la dette de l'Etat de manière prudente, conformément à la meilleure pratique internationale. Grâce à ces mesures, le gouvernement va s'assurer qu'il dispose de financement suffisant pour financer les programmes et activités de dépenses publiques destinés à améliorer la prestation de services et à favoriser la croissance économique, rehaussant ainsi un bien-être général pour tous les habitants au Vanuatu.

En tant que Ministre et Directeur général du Ministère des Finances et de la Gestion économique, nous avons l'honneur de confirmer que le budget 2026 a été mis au point en conformité avec la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [CAP 244] et qu'il reflète les objectifs de développement, les priorités directrices et les intentions du gouvernement qui ont été énoncés dans la Déclaration de politique budgétaire 2026 et qui visent à relever la prestation de services, stimuler la croissance économique et améliorer le bien-être de tous les habitants au Vanuatu. La présente déclaration confirme également qu'il sera de notre responsabilité, au final, de veiller à percevoir suffisamment de revenus, à gérer la dette de l'Etat et à dépenser dans les limites des affectations dans le budget 2026.



Hon. Johnny Koanapo Rasou (MP)
Minister of Finance and Economic Management
Ministry of Finance and Economic Management



Mr. Roan Lester SUNGHK
Director General
Ministry of Finance and Economic Management

2 Présentation sommaire du budget

Les prévisions de croissance du PIB réel du Vanuatu pour 2025 ont été révisées à la hausse, de 3,6 pour cent à 3,7 pour cent, reflétant les gros efforts de rétablissement après le tremblement de terre au mois de décembre 2024. Le secteur de l'agriculture est estimé croître de 2,9 pour cent, entraîné par une forte performance des jardins potagers, bien que les cultures d'exportation telles que le kava et le coprah connaissent des défis. Le secteur de l'industrie est en tête avec 8,1 pour cent de croissance, alimenté par les activités de reconstruction après le tremblement de terre et des projets d'infrastructure, même s'il y a eu une légère dégradation par rapport aux 8,9 pour cent prévus initialement. Le secteur des services, le plus gros de l'économie, se maintient à une croissance de 3,9 pour cent, grâce à un rebond du tourisme, bien que des problématiques entourant les liaisons aériennes intérieures modèrent les acquis. On s'attend à ce que la croissance monte à 3,9 pour cent en 2026 et atteigne une moyenne de 4,0 pour cent sur la période 2027-2030, entraînée par une reconstruction soutenue et une reprise du tourisme.

Dans le budget de l'Etat pour 2026 (exclusion faite des financements de donateurs), il est prévu de réaliser un excédent d'exploitation net de VT 5.069,8 millions et de percevoir une recette estimée à VT 54.878,0 millions (exclusion faite des financements de donateurs) qui servira à financer les affectations budgétaires pour un montant de VT 54.878,0 millions. Cela représente une augmentation de 10,2 pour cent par rapport aux affectations budgétaires de VT 49.772,5 millions en 2025.

De plus, le gouvernement anticipe de dépenser VT 9.270,1 millions qui seront financés par des partenaires au développement par des subventions (VT 2.475,0 millions) et des aides en nature (VT 6.795,1 millions).

En 2026, le montant total estimé de rentrées d'Etat et de financement extérieur (donateurs) s'élève à VT 64.148,1 millions, qui seront affectés à financer entièrement le montant total des affectations budgétaires de l'Etat (financements du gouvernement et de donateurs compris) VT 64.148,1 millions.

Le tableau 1 ci-dessous affiche les indicateurs économiques et monétaires essentiels pour le budget 2026.

Tableau 1. Indicateurs économiques et monétaires essentiels pour le Budget 2026

Indicateur	Année			
	Réel 2023	Réel/Prévision. 2024 [(a)]	Réel/Prévision. 2025 [(a)]	Prévisions Budget 2026
(1) Croissance réelle du PIB (%) (b)	5.8	3.8	3.7	3.9
(2) PIB nominal (VT milliards) (b)	141.5	154.7	-	-
(3) PIB nominal par habitant (VT) (b) & (c)	442,988	473,262	-	-
(4) Inflation annuelle IPC (%) (d)	7.0	-0.7	2.3	-
(5) Solde en compte courant (VT milliards)	-1.7	-22.3	-	-
(6) Niveau des réserves devises étrangères (VT milliards)	74.98	76.07	75.8	-
(7) Niveau des réserves devises étrangères (mois d'importation couverts)	7.2	8.0	8.0	-

Notes

(a) Le chiffre pour l'inflation annuelle IPC est réelle pour 2024 et 2025; les chiffres pour la croissance réelle du PIB et les réserves en devises étrangères sont réels pour 2024 et des prévisions pour 2025; les chiffres pour le PIB nominal et le PIB nominal par habitant sont réels pour 2024; le chiffre pour le solde en compte courant est réelle pour 2024.

(b) Le niveau du PIB réel et le PIB réel par habitant ne sont pas indiqués parce qu'ils n'ont pas d'incidence en tant que variables économiques publiées. Ceci, parce qu'ils montrent le PIB à des prix historiques, lorsque les prix étaient inférieurs. Les niveaux réels

du PIB, par contre, sont un intrant crucial pour estimer la croissance réelle du PIB. Le PIB réel s'entend à prix constants – en d'autres termes, en enlevant les changements des prix (inflation) pour ne montrer que les changements dans les volumes de production (c-à-d changements "réels") sur une année. C'est pour cette raison que la croissance réelle du PIB est une variable économique essentielle ici (par opposition à la croissance nominale du PIB).

Ainsi, pour indiquer les niveaux du PIB à n'importe quel moment, les derniers niveaux (actuels) des prix sont publiés – c'est-à-dire au niveau nominal. Pour la croissance du PIB, en revanche, l'intérêt est d'exclure les fluctuations de prix et de se focaliser uniquement sur les changements de volume – c'est-à-dire des changements réels. C'est pourquoi la croissance réelle du PIB est la variable publiée.

(c) Les chiffres pour la population résidente (mi-année) sont 319,470 (2023) et 326,818 (2024).

(d) Les chiffres pour l'inflation annuelle de l'IPC en 2023 et 2024 correspondent aux fluctuations d'une année à l'autre telles qu'arrêtées en décembre de chaque année ; le chiffre pour l'inflation annuelle de l'PIC en 2025 correspond à l'évolution d'une année à l'autre telle qu'arrêtée en septembre.

Sources

(1) (i) 2023 & 2024 - la Banque de Réserve du Vanuatu, Croissance réelle du PIB (Real GDP Growth)
https://www.rbv.gov.vu/index.php/en/gdp-real-growth
(ii) 2025 & 2026 – Estimations du Comité macro-économique (CME) 2 2025
https://www.rbv.gov.vu/index.php/en/gdp-real-growth
(2) Bureau des Statistiques du Vanuatu, Communiqué de presse du PIB 2024 (GDP 2024 Press Release) (14 novembre 2025)
https://vbos.gov.vu/images/Public_Documents/Gross_Domestic_Product/Current_Report/2024_GDP/Gross_Domestic%20Product_2024_Preliminary_.pdf
(3) ibid.
(4) (i) 2023 & 2024 - Publication du taux d'inflation par la Banque de Réserve du Vanuatu ; fluctuation à décembre d'une année à l'autre
https://www.rbv.gov.vu/index.php/en/inflation
(ii) 2025 - Bureau des Statistiques du Vanuatu, Note de synthèse: Le taux d'inflation au troisième trimestre de 2025 (Brief Note: Consumer Price Index – September Quarter 2025) (17 décembre 2025)
vbos.gov.vu/images/KPI_Cards/ConsumerPriceIndexSeptember25.pdf
(5) (i) 2023 – Bilan économique trimestriel de la Banque de Réserve du Vanuatu, décembre 2024
https://www.rbv.gov.vu/images/Quarterly-Economic-Reviews/2024/FinalDec2024QER_13%20June%202025.pdf
(ii) 2024 - la Banque de Réserve du Vanuatu, Rapport annuel 2024 (23 octobre 2025)
https://www.rbv.gov.vu/images/Annual_Reports/2024/Final%20ANNUAL%20REPORT%202024%2007%20Nov.pdf
(6) (i) 2023 & 2024 – la Banque de Réserve du Vanuatu, Rapport annuel 2024 (23 octobre 2025)
https://www.rbv.gov.vu/images/Annual_Reports/2024/Final%20ANNUAL%20REPORT%202024%2007%20Nov.pdf
(ii) 2025 - Outil de prévision macro-économique [Macro-economic Projection Tool (MPT)] 2025, document interne SFT/ BRV
(7) (i) 2023 & 2024 – la Banque de Réserve du Vanuatu, Rapport annuel 2024 (23 octobre 2025)
https://www.rbv.gov.vu/images/Annual_Reports/2024/Final%20ANNUAL%20REPORT%202024%2007%20Nov.pdf
(ii) 2025 - Outil de prévision macro-économique [Macro-economic Projection Tool (MPT)] 2025, document interne SFT/ BRV

Les tableaux 2 et 3 affichent la situation financière sous forme de récapitulatif. Le tableau 2 montre la situation financière pour le budget de fonctionnement – c'est-à-dire exclusion faite des donateurs. Le tableau 3 est un récapitulatif de la situation financière, financement de fonctionnement et de donateurs compris. Les tableaux des statistiques financières du gouvernement (SFG) qui sont joints aux pages 28, 29 et 30, apportent plus de détails.

Tableau 2. Récapitulatif de la situation financière, Budget 2026 (en VT millions) (donateurs exclus)

Indicateur	Année			
	Réel 2023	Réel 2024	Réel 2025 (à fin août)	Prévisions bud. 2026
(1) Recettes	36,035.3	43,266.7	34,809.3	50,140.9
(2) Dépenses	35,060.2	38,793.0	27,962.6	45,071.2
(3) Excédent / Déficit budgétaire actuel 1) – 2) = 3)	975.1	4,473.7	6,846.7	5,069.7
(4) Dépenses de capital	2,032.3	4,669.3	2,429.9	5,918.7
(5) Nouveaux investissements financiers dans ECE	0.0	0.0	0.0	0.0
(6) Prêts / Emprunts nets: (3) – (4) – (5) = (6)	(1,057.2)	(195.6)	4,416.8	(849.0)
Balance financières financée par				
(7) Changement dans les soldes bancaires	(1,194.4)	2,225.6	4,808.9	0.0
(8) Nouveaux prêts aux ECE	(111.2)	0.0	0.0	0.0
(9) Changement dans la dette intérieure	2,186.6	3,882.7	1,287.9	3,300.0
(10) Changement dans la dette extérieure	(2,434.9)	(1,461.4)	(895.8)	(2,451.0)
(11) Financement total: (9) + (10) - (7) - (8) = (11)	1,057.3	195.7	(4,416.8)	849.0

Notes

(a) A proprement parler, (7) Changement dans les soldes bancaires est le changement au niveau des soldes sur tous les comptes, plus la valeur des chèques éventuellement non présentés.

(b) (3) Excédent budgétaire et (6) Prêts nets sont représentés par des valeurs positives ; (3) Déficit budgétaire et (6) Emprunts nets sont représentés par des valeurs négatives (mises entre parenthèses).

(c) Une augmentation en (7) Soldes bancaires est représentée par une valeur positive ; une diminution en (7) Soldes bancaires est représentée par une valeur négative (chiffre entre parenthèses).

(d) Une augmentation de (9) Dette intérieure / (10) Dette extérieure est représentée par une valeur positive ; une diminution de (9) Dette intérieure / (10) Dette extérieure est représentée par une valeur négative (chiffre entre parenthèses).

(e) (11) Financement Total est égal à (6) Prêts / Emprunts nets, sauf là où il y a des différences d'arrondi, mais il est de signe contraire.

Tableau 3. Récapitulatif de la situation financières, Budget 2026 (en VT millions) (donateurs compris)

Indicateur	Année			
	Réel 2023	Réel 2024	Réel 2025 (à fin août)	Prévisions bud. 2026
(1) Recettes	46,046.0	52,209.2	39,000.0	52,616.0
(2) Dépenses	37,663.7	43,094.8	30,078.8	47,546.2
(3) Excédent / Déficit budgétaire actuel 1) – 2) = 3)	8,382.3	9,114.4	8,921.2	5,069.8
(4) Dépenses de capital	7,439.2	10,315.1	3,040.0	5,918.7
(5) Nouveaux investissements financiers dans ECE	0.0	0.0	0.0	0.0
(6) Prêts/Emprunts nets: (3) – (4) – (5) = (6)	943.1	(1,200.7)	5,881.2	(848.9)
Balance financière financée par				
(7) Changement dans les soldes bancaires	806.0	1,220.6	6,273.2	0.0
(8) Nouveaux prêts aux ECE	(111.2)	0.0	0.0	0.0
(9) Changement dans la dette intérieure	2,186.6	3,882.7	1,287.9	3,300.0
(10) Changement dans la dette extérieure	(2,434.9)	(1,461.4)	(895.8)	(2,451.0)
(11) Financement Total: (9) + (10) - (7) - (8) = (11)	(943.1)	1,200.7	(5,881.1)	849.0

Notes – se reporter aux notes pour le tableau 2 ci-dessus.

3 Actualisation économique et perspectives à moyen terme

3.1 Perspectives économiques dans le monde (PEM)

L'économie mondiale est face à un paysage complexe. Les marchés émergents et les économies en développement, surtout en Asie, affichent de la résilience, avec la Chine devant connaître une croissance prévisionnelle de 4,6 pour cent en 2025, stimulée par l'élan depuis 2024 et un train de mesures financières introduit sur la fin de l'année. A l'opposé, les économies avancées rencontrent des difficultés. Les Etats-Unis escompent parvenir à une croissance de 2,7 pour cent en 2025, grâce à de fortes dépenses de consommation et une politique monétaire plus accommodante, bien que cela représente une révision à la baisse de prévisions antérieures. La zone euro anticipe une accélération modique, pourtant la croissance continue d'être terne à 1,0 pour cent en 2025, entravée par des tensions géopolitiques persistantes et une faible production manufacturière. Généralement parlant, la mise à jour des PEM par le FMI en juillet 2025 révise la croissance mondiale du PIB à 3,0 pour cent pour 2025 et 3,1 pour cent pour 2026 (contre des prévisions de 2,8 et 3,0 pour cent respectivement en avril), reflétant des redressements pour tenir compte de la tendance accrue à gonfler les stocks par anticipation, de la baisse des tarifs US et d'expansions financières.

Tableau 4. Perspectives économiques dans le monde, PIB réel (croissance annuelle en pourcentage)

Perspectives économiques dans le monde								
	2022	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**
Production mondiale	**3.4**	**3.5**	**3.3**	**3.0**	**3.1**	**3.1**	**3.1**	**3.1**
Economies avancées	**3.2**	**1.8**	**1.8**	**1.5**	**1.6**	**1.7**	**1.7**	**1.7**
Economie US	**5.9**	**2.9**	**2.8**	**1.9**	**2.0**	**2.1**	**2.1**	**2.1**
Zone euro	**3.5**	**0.5**	**0.9**	**1.0**	**1.2**	**1.3**	**1.3**	**1.2**
Japon	**1.7**	**1.4**	**-0.2**	**0.7**	**0.5**	**0.6**	**0.6**	**0.4**
Marchés émergents et économies en dévelop.	**4.0**	**4.7**	**4.3**	**4.1**	**4.0**	**4.0**	**3.9**	**3.9**
Chine	**3.0**	**5.4**	**5.0**	**4.8**	**4.2**	**3.6**	**3.4**	**3.3**

Source : Fonds monétaire international, Perspectives économiques dans le monde (PEM), juillet 2025

Selon les prévisions, les économies avancées réaliseraient une croissance modeste de 1,5 pour cent en 2025, en légère hausse par rapport à des estimations antérieures, avec les Etats-Unis en tête à 1,9 pour cent, alimentée par une forte demande de consommation et des conditions financières favorables. Par contre, la zone euro croîtrait prévisionnellement plus lentement, à 1,0 pour cent, sous la contrainte de tensions géopolitiques et l'incertitude de la politique. Malgré des avancées dans certaines régions, les perspectives de croissance restent inégales, influencées par divers défis intérieurs et extérieurs dans l'ensemble des économies avancées.

On s'attend à ce que les marchés émergents et les économies en développement (MEED) maintiennent un taux de croissance stable à environ 4,1 pour cent en 2025 et 4,0 pour cent en 2026, démontrant de la résilience face aux incertitudes dans le monde. On anticipe que la croissance de la Chine atteindra 4,8 pour cent en 2025, soutenir par des mesures financières et une reprise progressive de la demande de consommation, tandis que l'Inde affiche une croissance robuste à 6,4 pour cent. Néanmoins, des risques persistent, dus à une incertitude accrue concernant la politique commerciale et aux tensions géopolitiques, notamment dans des régions comme l'Amérique Latine et l'Asie Centrale, où les modèles de croissance varient considérable. De manière générale, le potentiel de croissance des MEED est influencé à la fois par des dynamiques internes et par la conjoncture mondiale.

L'inflation dans le monde devrait diminuer progressivement, selon les prévisions, pour atteindre 4,2 pour cent en 2025 et 3,6 pour cent en 2026 au fur et à mesure que les économies règlent les pressions inflationnistes qui subsistent encore. Cette

désinflation reflète une convergence vers les niveaux ciblés dans les économies avancées, bien que les MEED puissent rencontrer des défis plus persistants. Un assouplissement des prix des produits de base et une modération de l'augmentation des salaires contribuent à cette tendance, alors qu'une inflation élevée continue de peser sur des secteurs comme celui des services. Les banques centrales demeurent vigilantes, certaines maintenant des politiques serrées pour contrer des risques inflationnistes résiduels, soulignant la tâche délicate que de gérer l'inflation à travers des contextes économiques très divers.

Les perspectives de croissance dans le monde pèsent les risques côté positif et les risques côté négatif, ce qui présente des défis pour les décideurs de politique. Du côté positif, une performance économique plus solide qu'escomptée aux USA, favorisée par des incitations financières efficaces, pourrait rehausser l'activité mondiale. Or, du côté négatif, de sérieux risques se profilent, notamment une incertitude croissante concernant la politique, les tensions géopolitiques et des perturbations commerciales possibles qui pourraient ébranler l'investissement et la stabilité des marchés. Des pressions inflationnistes persistantes pourraient aussi conduire à des politiques monétaires plus restrictives, compliquant encore davantage la voie de la croissance. La balance des risques est penchée du côté négatif, ce qui va nécessiter une surveillance rigoureuse et des réponses flexibles au plan des politiques pour naviguer dans cet environnement complexe.

3.2 Perspectives économiques dans la région (PER)

La croissance moyenne prévisionnelle des pays insulaires du Pacifique (PIP) est de 3,1 pour cent ent 2025, ralentissant légèrement à 2,7 pour cent en 2026 en raison de perturbations du commerce mondial, surtout des tarifs US qui impactent le tourisme, les envois d'argent et les exportations. Des économies qui dépendent du tourisme, comme Fidji, font face à des prévisions en baisse (2,8 pour cent en 2026), une demande mondiale faible touchant le nombre des visiteurs. On escompte que la Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG) se démarquera avec une croissance de 4,6 pour cent en 2025, entraînée par la réouverture de la mine d'or de Porgera, suivie d'un ralentissement à 3,5 pour cent en 2026.

On s'attend à ce que l'inflation dans la région se modère à 4,1 pour cent en 2025 et 3,3 pour cent en 2026, reflétant les tendances mondiales. L'effet de la répercussion des tarifs et la volatilité des cours mondiaux des produits de base continuent d'affecter les prix à l'importation, en particulier en PNG, affichant 5,5 pour cent en 2025 et à Nauru, 7,3 pour cent en 2025.

En Australie, la croissance économique prévisionnelle est de 1,6 pour cent en 2025, se renforçant à 2,1 pour cent en 2026. En attendant, la croissance prévisionnelle en Nouvelle-Zélande atteint 1,4 pour cent en 2025, avec une nouvelle progression à 2,7 pour cent en 2026.

Des risques et des vulnérabilités peuvent créer des obstacles pour les économies des PIP, dont les tensions commerciales croissantes entre les USA et la Chine, l'augmentation des tarifs et un changement de la politique mondiale qui menacent le commerce, le tourisme et les finances publiques dans les PIP. Le climat et les catastrophes naturelles constituent des menaces structurelles persistantes, surtout pour des petits états insulaires comme le Vanuatu, Tuvalu et Kiribati.

Tableau 5. Perspectives économiques dans la région, PIB réel (croissance annuelle en pourcentage)

Pays	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Pacifique (Aus&NZ excl.)	***2.1***	***3.0***	***3.6***	***3.1***	***2.7***	***2.3***	***2.2***	***2.0***	***2.0***
Fidji	19.8	7.5	3.7	2.6	2.8	3.2	3.2	2.1	2.1
Kiribati	4.6	2.7	5.3	3.9	3.2	2.5	2.2	1.8	1.6
Iles Marshall	-1.1	-3.9	2.8	2.5	4.1	2.4	1.9	0.7	0.7
Micronésie	-2.9	0.5	0.7	1.1	1.5	0.8	0.7	1.8	1.8
Nauru	3.0	0.6	1.8	2.0	1.6	1.7	1.8	2.2	2.2
Palau	-0.8	1.4	7.1	5.7	3.5	2.7	2.3	2.2	2.2
Papouasie Nlle-Guinée	5.7	3.8	3.7	4.6	3.5	3.1	3.1	3.1	3.1
Samoa	-5.4	9.2	9.4	5.4	2.6	2.0	2.0	2.0	2.0
Iles Salomon	2.4	2.7	2.5	2.7	2.8	2.9	3.0	3.0	3.0
Tonga	-2.3	2.1	2.1	2.7	2.3	1.8	1.6	1.2	1.2
Tuvalu	-2.4	7.9	3.3	2.8	2.3	2.2	2.0	1.9	1.7
Vanuatu	5.2	2.1	0.9	1.4	2.1	2.5	2.2	2.2	2.2
Australie	4.1	2.1	1.0	1.6	2.1	2.3	2.3	2.3	2.3
Nouvelles-Zélande	2.9	1.8	-0.5	1.4	2.7	2.7	2.3	3.2	3.2

Source : FMI et calculs du personnel

3.3 Perspectives économiques au Vanuatu (PEV)

L'économie du Vanuatu fait preuve de résilience devant des défis tant intérieurs qu'internationaux. Au deuxième trimestre de 2025, les prévisions de croissance du PIB réel pour l'année ont été révisées à la hausse de 3,6 pour cent au premier trimestre de 2025 à 3,7 pour cent, indiquant une croissance similaire à la croissance de 3,8 pour cent enregistrée en 2024. Les perspectives économiques ont été sensiblement touchées par des développements de la situation depuis le tremblement de terre au mois de décembre 2024. Malgré une baisse initiale de la confiance immédiatement après, les efforts de rétablissement menés par le gouvernement et des partenaires donateurs, accompagnés d'une hausse des visiteurs dans le pays, ont stimulé l'activité économique durant la seconde moitié de 2025.

Le secteur des services continue d'être le plus gros secteur de l'économie du Vanuatu et, selon les prévisions, connaîtrait une croissance accrue en 2025 au fur et à mesure qu'il se remet de la liquidation d'Air Vanuatu en 2024 et le remplacement de ses services internationaux par des compagnies aériennes étrangères. On s'attend aussi à ce que le secteur bénéficie du lancement du train de mesures de stimulation par le gouvernement, ce qui aidera à soutenir la consommation dans l'économie intérieure. Par exemple, l'Office du tourisme du Vanuatu (OTV) s'est vu attribuer un financement additionnel considérable pour soutenir ses initiatives de marketing et activités de relance. Qui plus est, on s'attend à ce que le déménagement de maisons d'affaires après le tremblement de terre en dehors du centre-ville de Port-Vila donne un coup de pouce au secteur de l'immobilier, pendant que les services professionnels tels qu'architecture et bureaux d'études tireront parti des activités d'évaluation des bâtiments et de reconstruction.

La performance du secteur de l'industrie a elle aussi été révisée à la hausse au T2 de 2025 pour refléter les efforts de démolition et de reconstruction après le tremblement de terre, les envois d'argent en augmentation et les dépenses d'infrastructure dans le cadre de la mise en oeuvre du budget d'investissement en capital 2024 du gouvernement.

Le secteur de l'agriculture demeure un moteur clé de l'économie, avec une forte performance prévisionnelle de la production de cultures de subsistance du fait de l'absence de cyclones durant la saison 2024-2025. La croissance dans ce sous-secteur est en partie contre-balancée par une faible productivité des principales cultures d'exportation comme le kava, le cacao et le café, de même que dans la production animale par manque d'exportation de viande.

On a réussi à juguler l'inflation, elle est tombée de 14,4 pour cent en 2023 à 0,1 pour cent au trimestre à fin juin 2025, ce qui est dans la fourchette de 0-4 pour cent ciblée par la Banque de Réserve de Vanuatu. Le fait d'avoir su contrôler l'inflation apporte un environnement stable pour les affaires et les consommateurs, favorisant l'activité économique.

Les perspectives à moyen terme demeurent optimistes, avec une croissance qui devrait, selon toute attente, augmenter à 3,9 pour cent en 2026 avant de se stabiliser à 4,0 pour cent en moyenne sur la période 2027-2030. Cette trajectoire positive reflète la confiance dans les principes de base économiques du Vanuatu et sa capacité à tirer parti des opportunités qui se présentent à travers divers secteurs.

Tableau 6. Perspectives économiques dans le pays, PIB réel (croissance annuelle en pourcentage)

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Secteur de l'agriculture, la pêche et la sylviculture	2.3	4.0	2.3	3.9	2.9	3.1	3.4	3.5	3.2	3.3
Secteur de l'industrie	-0.4	-0.8	14.9	11.0	8.1	9.2	6.3	3.9	4.1	4.0
Secteur des services	0.2	5.8	6.8	2.6	3.9	3.7	3.9	3.7	3.9	4.3
Croissance du PIB réel*	-1.2	5.6	5.8	3.8	3.7	3.9	4.0	3.9	4.1	4.2

Source: *Bureau des statistiques du Vanuatu et estimations du Comité macro-économique (CME) 2 2025*

Note : Les chiffres mis en relief en bleu représentent des statistiques de croissance du PIB réel telles que publiées, les chiffres mis en relief en orange représentent des estimations de croissance du PIB réel de la part du MEC et les chiffres à partir de 2026 sont des prévisions du MEC arrêtées lors de sa 2e réunion en 2025.

***** Les statistiques relatives à la croissance du PIB réel pour la période 2021-2024 s'écarteront de celles publiées dans les versions précédentes du budget en raison d'un changement méthodologique consistant à adopter le chaînage des indices (« chain-linking ») plutôt que d'utiliser comme base l'année 2006 afin de calculer les chiffres du PIB réel. Les prévisions de croissance du PIB réel du MEC 2 2025 ont été convenues avant la mise en œuvre de ce changement de méthode. Cela signifie que les estimations pour 2025 ainsi que les prévisions pour la période 2026-2030 sont soumises à un examen méthodologique et à l'approbation du MEC.

3.3.1 Secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Selon les prévisions, le secteur de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture devrait croître de 2,9 pour cent en 2025, une révision à la hausse par rapport aux prévisions initiales de 2,4 pour cent. Ce secteur reste un pivot dans le paysage économique du Vanuatu, contribuant considérablement aux activités de subsistance et commerciales à la fois. Malgré les multiples défis auxquels il est confronté, notamment la menace de l'oryctère rhinocéros, la pénurie de main-d'œuvre et les risques de catastrophe naturelle, le secteur se montre résilient, avec des résultats mitigés mais généralement positifs à travers des sous-secteurs.

La production de cultures à des fins commerciales continue d'être confronté à des défis divers et des opportunités dans différentes denrées de base. La production de kava pour le secteur commercial devrait croître de 3,0 pour cent en 2025, selon les prévisions, en baisse par rapport aux prévisions initiales de 3,5 pour cent, reflétant une dégradation de la qualité et les impacts des tarifs douaniers des Etats-Unis. La production de cacao affiche une performance solide avec une croissance prévisionnelle de 15,0 pour cent en 2025, même si le tonnage exporté a diminué, tant d'une année à l'autre que d'un trimestre à l'autre. Ce sous-secteur bénéficie d'efforts de réhabilitation en permanence et de l'installation de greffons.

La production de noix de coco pour le secteur commercial devrait parvenir à une croissance modeste de 1,0 pour cent, soutenue par une demande solide sur les marchés asiatiques, malgré des baisses antérieures. La production de coprah continue de faire face à des défis, avec une réduction prévisionnelle de la production réelle de 1,5 pour cent, bien que les prix se soient améliorés de 0,1 pour cent à 0,5 pour cent après ajustements déflationnistes. Le volume exporté demeure faible malgré l'amélioration des prix.

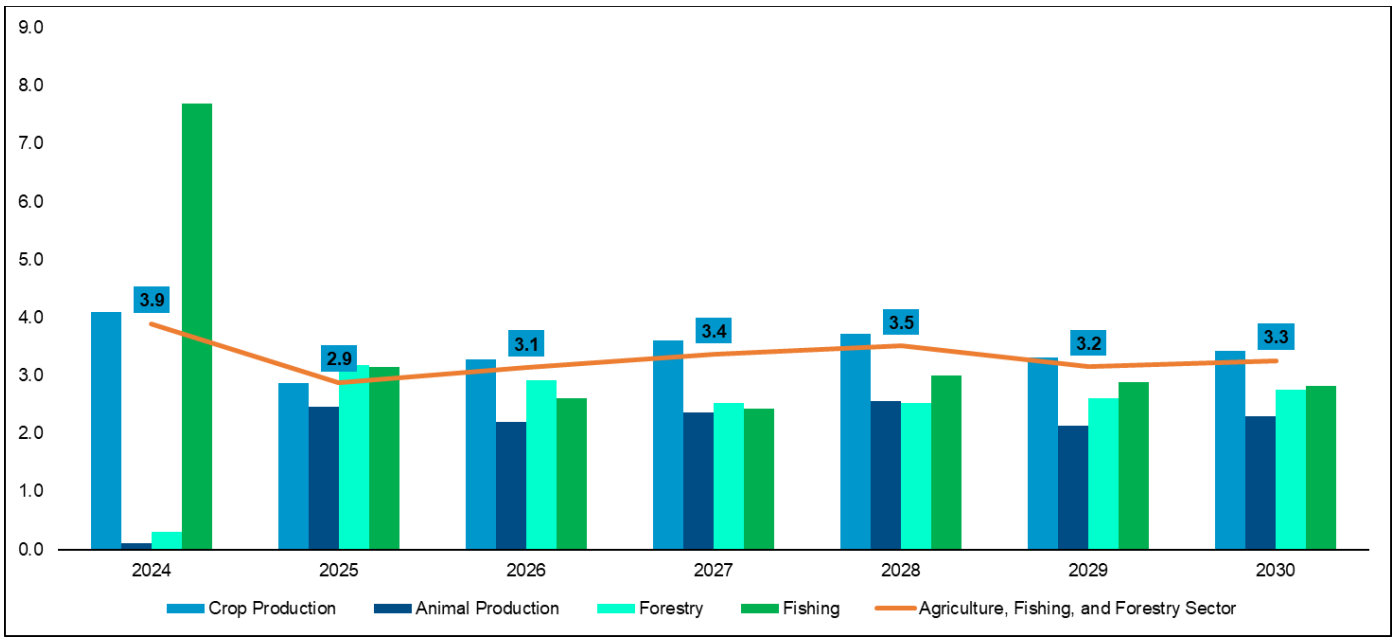
La production de cultures de subsistance affiche une performance exceptionnelle, avec les cultures de jardin et alimentaires atteignant 2,9 pour cent de croissance, ayant profité de l'absence de cyclones depuis 2023. Cette forte performance démontre la résilience de ce secteur lorsqu'il n'est pas touché par des catastrophes naturelles.

La production animale affiche une performance constante, avec une croissance de la production de viande de 2,5 pour cent, en dépit des problèmes causés par des pannes de machines à l'abattoir qui ont entravé les exportations et limité la production à l'approvisionnement intérieur uniquement. Le gouvernement continue de soutenir le secteur par des programmes d'amélioration des pâturages, le restockage du cheptel et des initiatives d'élevage de petits ruminants.

Le sous-secteur de la sylviculture bénéficie d'une demande intérieure solide, accompagnée d'un regain de main-d'œuvre grâce au retour de travailleurs saisonniers, avec une croissance prévisionnelle de 3,2 pour cent en 2025. Cette performance reflète la capacité du secteur à s'adapter aux changements des conditions de marché et de la disponibilité de travailleurs.

Le sous-secteur de la pêche maintient une croissance de 3,1 pour cent malgré les défis posés par les coûts élevés du carburant, ce qui rend le poisson frais inabordable pour les ménages à faible revenu. Les prix du poisson sur le marché local ont augmenté de 1.200 vatu à 1.500 vatu le kilo, avec des ajustements déflationnistes de 1 pour cent à 1,5 pour cent reflétant ces changements de prix sur le marché local.

Figure 1 : Croissance du secteur agriculture, sylviculture et pêche par sous-secteur en pourcent



Source : *Estimations du Comité macro-économique (CME)*

3.3.2 Secteur de l'industrie

Le secteur de l'industrie continue d'être le secteur qui connait la croissance la plus rapide de l'économie avec une croissance prévisionnelle de 8,1 pour cent pour 2025, révisée à la baisse par rapport aux prévisions initiales de 8,9 pour cent. Cette forte performance est entraînée par des activités de reconstruction après le tremblement de terre et le lancement de projets d'investissement en capital du gouvernement pour une valeur de plus 10 milliards de vatu qui ont été reconduits de 2024.

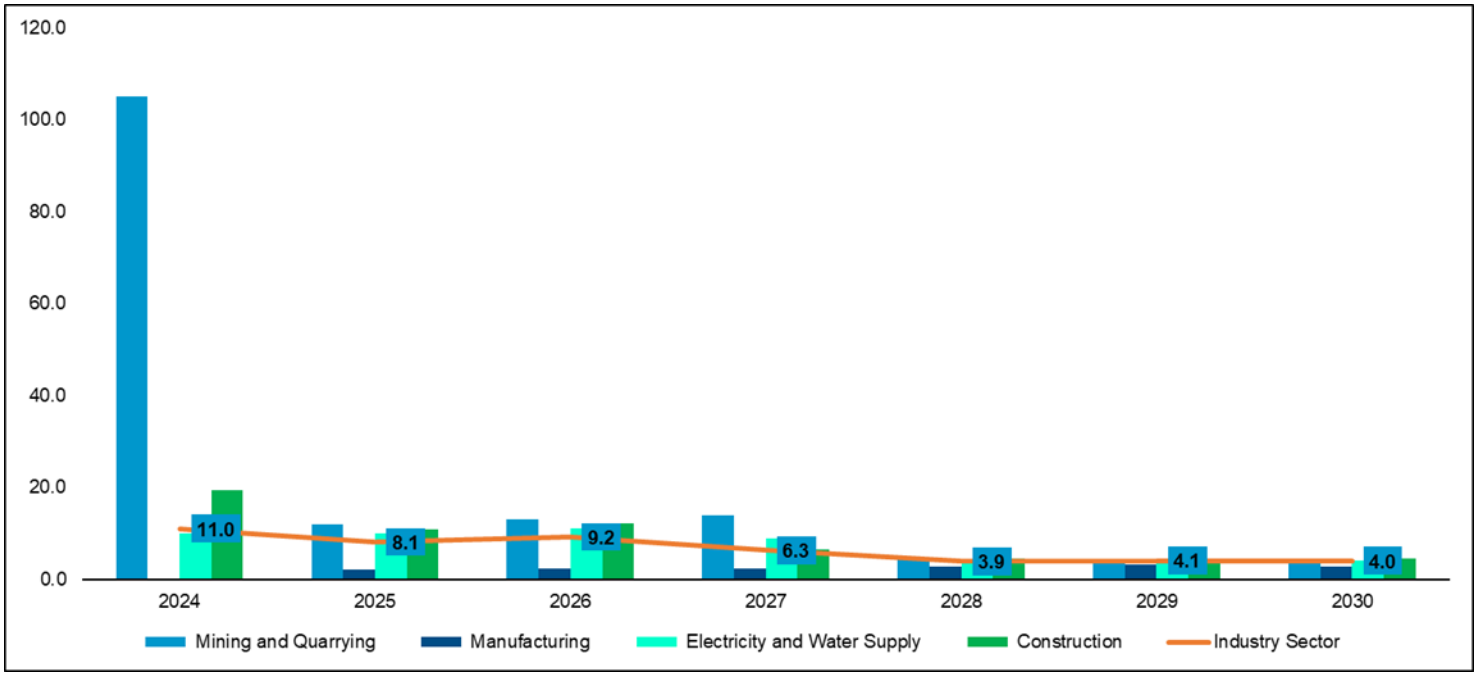
Les activités de construction montrent un solide élan avec 10,8 pour cent de croissance prévisionnelle pour 2025, révisée à la baisse par rapport aux prévisions initiales de 13,2 pour cent au T1 2025. Vu l'incertitude quant à savoir quand les assurances vont commencer à débloquer des paiements, on anticipe que les travaux de reconstruction après le tremblement de terre dans le centre-ville seront reportés à 2026 et 2027. Néanmoins, on escompte que le sous-secteur du bâtiment connaîtra une croissance de 11,0 pour cent, compte tenu des projets allant au-delà du budget d'investissement en capital 2024 et de la croissance relevée au premier trimestre dans les crédits au secteur privé pour soutenir des projets de construction. Les activités de rénovation et réparation montrent une croissance exceptionnelle à 13,0 pour cent, principalement entraînée par les efforts de rétablissement après le tremblement de terre et les réparations nécessaires à l'infrastructure endommagée. Cela reflète les besoins immédiats en termes de démolition et de reconstruction après le tremblement de terre de décembre 2024, avec l'engagement tant du gouvernement que du secteur privé pour reconstruire les structures endommagées.

Les gros projets d'infrastructure entraînant la croissance incluent les routes à Pentecôte, la phase 2 du projet de transport résilient au climat du Vanuatu (route de Sud Santo) et la phase 3 des routes à Tanna. Le projet de remise en état de la route autour d'Efate et les projets de routes à Ambae ont démarré récemment, au deuxième trimestre de 2025, donnant un élan de plus à la croissance du secteur de la construction. Les activités d'exploitation de carrières affichent aussi une forte croissance à 12,0 pour cent en 2025, soutenues par les projets de construction en cours et les besoins termes de développement des infrastructures.

Dans le sous-secteur de la fabrication, la croissance prévisionnelle est de 2,2 pour cent en 2025, une révision à la baisse par rapport aux prévisions initiales de 2,4 pour cent, reflétant une performance mitigée à travers différentes activités de fabrication. Les prévisions de croissance dans l'agro-alimentaire ont été ramenées de 3,0 pour cent à 2,5 pour cent, traduisant le ralentissement de la capacité de production à Vanuatu Brewing Limited (VBL) du fait des dégâts matériels causés par le tremblement de terre. La croissance de la production artisanale a été révisée à 8,5 pour cent en raison de l'interruption des escales de paquebots à Port-Vila et de la fermeture de Malampa Handicraft Centre.

Le sous-secteur de l'eau et électricité montre une croissance robuste de 10,0 pour cent en 2025, une révision à la hausse par rapport aux prévisions initiales de 9,0 pour cent. Cette croissance est entraînée par une demande accrue résultant des activités de démolition et de reconstruction, d'une reprise progressive du tourisme et d'une demande croissante des ménages pour l'énergie solaire, tout particulièrement dans les zones rurales, une tendance qui s'étend aux zones urbaines.

Figure 2: Croissance du secteur de l'industrie par sous-secteurs en pourcent



Source : *Comité macro-économique (CME)*

Note: Les fortes fluctuations des taux de croissance du PIB réel dans le secteur des Mines et Carrières s'expliquent par la petite taille de ce secteur dans l'économie du Vanuatu, de sorte que de faibles variations de niveaux entrainent des taux de croissances volatils.

3.3.3 Secteur des services

Le secteur des services maintient les prévisions de croissance à 3,9 pour cent en 2025, marquant de la résilience compte tenu des impacts du tremblement de terre en décembre 2024. Il bénéficie d'un nombre de visiteurs plus important qu'attendu, de mesures de relance de la part du gouvernement, d'une période de grâce sur les prêts jusqu'en juin et d'une reprise graduelle des activités commerciales suite à la réouverture du centre-ville de Port-Vila. Le rétablissement de la connectivité en ligne intérieure devient urgent pour rehausser les activités touristiques dans les îles éloignées.

Le nombre de visiteurs à l'arrivée a sensiblement dépassé les attentes, les mois de février et de mars 2025 enregistrant des taux de croissance annuelle exceptionnels de 58,5 et 23,5 pour cent, respectivement. Cette forte performance reflète le succès de l'entrée de nouvelles compagnies aériennes sur le marché, notamment Qantas et Jetstar, les initiatives de marketing du tourisme par le gouvernement financées par le biais du train de mesures de relance et l'arrivée de travailleurs dans le cadre du rétablissement après le tremblement de terre.

La croissance dans le secteur de l'hébergement et de la restauration a été révisée à la baisse à 11,2 pour cent en 2025 par rapport aux prévisions initiales de 14,7 pour cent, essentiellement à cause des problématiques de connectivité aérienne intérieure qui continuent d'affecter le tourisme à destination de Santo, Tanna et d'autres îles du large.

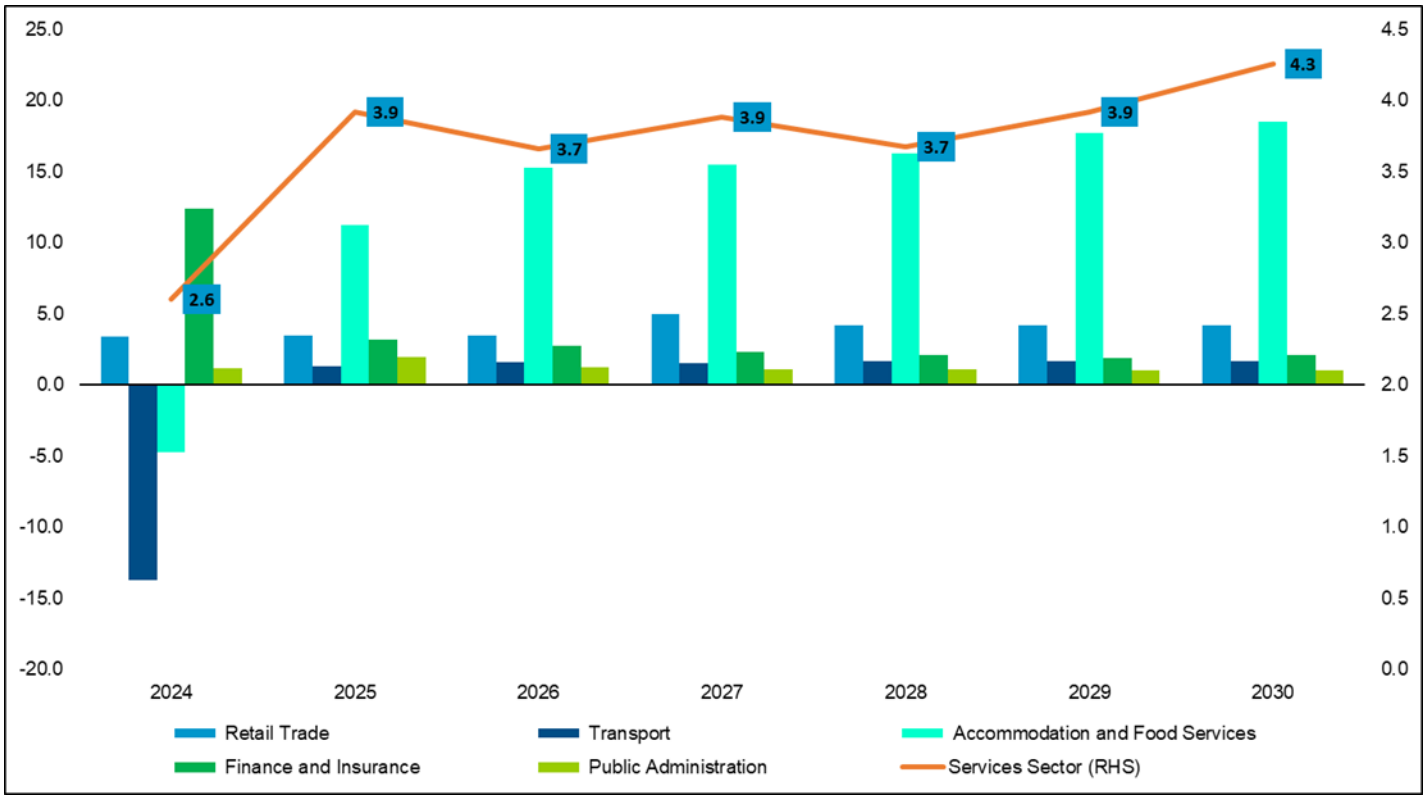
Les activités de commerce de gros et de détail affichent une forte performance grâce à l'appui des mesures de relance du gouvernement et de l'amélioration de la conjoncture. La croissance prévisionnelle dans le secteur conjugué du commerce de gros et de détail est de 3,3 pour cent en 2025, soutenue par le crédit au secteur privé, des activités liées au tourisme et les envois d'argent, ainsi que le lancement des mesures de relance, produisant ainsi une forte perception de TVA.

Le sous-secteur des transports maintient sa trajectoire de croissance prévisionnelle à 1,3 pour cent en 2025, bien que des sous-secteurs particuliers affichent des tendances de performance différenes. Le transport aérien est prévu croître de 0,5 pour cent en 2026, avec des redressements déflationnistes de 2,2 pour cent à 3,5 pour cent, reflétant l'acquisition de nouveaux appareils Twin Otter et l'augmentation des tarifs des vols intérieurs.

Les activités dans l'immobilier continuent de montrer une forte performance, reflétant de nouvelles subdivisions à North Efate en partie associées au projet croisiériste de Lelepa, et l'impact de la relocalisation après le tremblement de terre. Pour les services professionnels, scientifiques et techniques, la croissance prévisionnelle est solide à 7,3 pour cent pour 2025, une révision à la hausse par rapport aux prévisions initiales de 6,5 pour cent. Cette croissance est entraînée par une demande accrue pour des ingénieurs, des géomètres et des spécialistes nécessaires pour les activités de reconstruction et le démarrage, en 2025 et 2026, de projets d'investissement en capital reportés. Le secteur bénéficie des besoins de rétablissement après le tremblement de terre et du développement de l'infrastructure tel que prévu.

L'administration publique affiche une croissance de 2,0 pour cent, grâce à l'amélioration de la situation financière du gouvernement et au soutien accru de la part de donateurs suite au tremblement de terre.

Figure 3 : Croissance du secteur des services par sous-secteur en pourcent



Source : *Comité macro-économique (CME)*

3.4 Evolution du secteur monétaire

La Banque de Réserve du Vanuatu (BRV) a maintenu sa position de politique de resserrement monétaire depuis mars 2025 en laissant le taux directeur à 2,75 pour cent. Cela s'explique par l'engagement de la BRV à restreindre les pressions inflationnistes, protéger les réserves officielles en devises étrangères et soutenir la stabilité macro-économique dans la foulée de chocs extérieurs et intérieurs. Par conséquent, le ratio de suffisance de capital (RSC), le ratio des dépôts de

réserve obligatoires (DRO) et le ratio d'actifs liquides (RAL) sont restés à 12,0 pour cent, 5,50 pour cent et 5,0 pour cent respectivement. Qui plus est, le montant des billets de la BRV émis dans les opérations de marché ouvert (OMO) est resté à VT 1,9 milliards par mois. La facilité de financement de la substitution des importations et de l'export (FFSIE) de la Banque et la facilité de crédit à la reconstruction après une catastrophe (FCRC) sont restées en place.

En termes de cibles de la politique monétaire, les réserves officielles en devises étrangères restent bien au-dessus du seuil minimum de 4 mois de la BRV. A la fin juin 2025, le niveau de ces réserves suffisait à couvrir 8,0 mois d'importations. L'inflation annuelle reste dans la fourchette de 0-4 pour cent ciblée par la BRV, avec 0,1 pour cent relevé au deuxième trimestre de 2025.

L'amplification annuelle de la masse monétaire au cours de la première moitié de 2025 a atteint 13,7 pour cent, résultant des tendances à la hausse tant des avoirs nets étrangers (ANE) (+19,7%) que du crédit intérieur (+6,1%). L'augmentation des ANE a été entraînée principalement par des rentrées nettes de réserves officielles en devises étrangères enregistrées par la BRV comme par les banques commerciales. La majorité de ces réserves en devises étrangères provient de rentrées de donateurs et de revenu net de placement enregistré par la BRV. L'augmentation annuelle du crédit intérieur est attribué à une expansion des crédits au secteur privé (+8,7) destinés à soutenir la relance économique. Ceci est contrebalancé par la diminution (-25,8%) de la situation de crédit nette de l'Etat vis-à-vis le système bancaire. L'amélioration de la situation de crédit nette de l'Etat vient de l'accumulation de dépôts du gouvernement et du ralentissement des emprunts intérieurs via la BRV et les banques commerciales durant la première moitié de 2025. L'amplification de la masse monétaire devrait prévisionnellement rester ferme jusqu'à la fin de 2025 afin de soutenir la reprise économique.

Les banques commerciales au Vanuatu continuent d'être bien capitalisées, profitables, hautement liquides et solvables. A la fin du trimestre en juin 2025, le ratio de suffisance de capital (RSC) avait atteint 21,4 pour cent, bien au-dessus du seuil minimum de 12,0 pour cent. Le secteur bancaire a enregistré un bénéfice de VT3,0 milliards (avant taxes et dotations aux provisions) ; cela représente une augmentation de 19,6 pour cent par rapport au trimestre à fin juin 2024. La majorité (88,3%) des portefeuilles de prêts des banques commerciales affiche une situation saine. Le nombre de prêts défaillants a diminué (-22,6%) comparé au trimestre à fin juin 2024, ceci grâce au fait que les banques perfectionnent constamment leurs stratégies de recouvrement. Le ratio d'actifs liquides (RAL) s'élevait à 47,7 pour cent à la fin juillet 2025, bien au-dessus du seuil minimum de 5,0 pour cent. Cela indique que le secteur bancaire dispose de fonds suffisants pour financer des activités économiques, sauf que le niveau de liquidité continue d'être réparti inégalement au sein du secteur. La viabilité et la stabilité du secteur financier devraient se maintenir, selon toute attente, à court et moyen terme.

3.5 Inflation

L'inflation annuelle a été ramenée à la fourchette de 0-4 pour cent ciblée par la BRV, avec 0,1 pour cent relevé durant le trimestre à fin juin 2025. Cela vient à la suite de baisses consécutives au cours des trois derniers trimestres, au trimestre à fin septembre 2024 (-1,9%), celui de décembre 2024 (-0,7%) et mars 2025 (-0,6%). La déflation durant les deux derniers trimestres de 2024 et jusqu'au deuxième trimestre de 2025 reflète les pointes élevées connues en 2023, l'effet à retardement de la diminution des cours mondiaux des produits de base, la baisse de l'inflation chez les principaux partenaires commerciaux du Vanuatu, l'absence de chocs sur l'approvisionnement intérieur (cyclones) en 2024 et l'appréciation du vatu par rapport au dollar US. Les articles ayant principalement contribué à la hausse annuelle des prix sont : les produits alimentaires (+0,7%), la santé (+8,2%), l'éducation (+0,9%), les transports (0,7%) et les biens et services divers (+1,8%). Ces changements, à leur tour, viennent avant tout de prix plus élevés pour : les repas et les plats à emporter, les fruits et légumes, les analyses médicales, les frais de scolarité d'établissements privés, la réparation et la révision de véhicules et les accessoires personnnels.

Au plan des perspectives, on anticipe que l'inflation va remonter progressivement tout en restant dans la fourchette de 0-4 pour cent ciblée par la BRV jusqu'à la fin de 2025. Les hypothèses principales sont : le rétablissement après le tremblement de terre va probablement stimuler l'activité économique et contribuer à une hausse des prix, les coûts d'importation plus élevés en lien avec les incertitudes entourant le commerce mondial et d'autres facteurs internes qui pourraient aussi influencer la dynamique inflationniste. Ces autres facteurs internes sont le lancement des projets d'investissement en capital du gouvernement, une inflation émergente provenant du secteur social (en particulier services de santé et d'enseignement privés), des contraintes sur le marché du travail intérieur et des retards dans la reprise des services aériens intérieurs.

3.6 Balance des paiements

Suite à la dégradation du solde en compte courant (SCC) en 2024, à cause de la liquidation volontaire d'Air Vanuatu, du coût croissant des importations et des retards dans les projets d'infrastructure, on s'attend à ce que le déficit du SCC se soit légèrement amélioré dans la première moitié de 2025 grâce à la reprise dans le tourisme, aux envois d'argent, à des rentrées d'argent pour le rétablissement après le tremblement de terre et les projets d'infrastructure et à des rentrées de fonds via le programme de citoyenneté par investissement. Le déficit du SCC devrait continuer à être comblé jusqu'à la fin de 2025, bien que l'on s'attende à ce que ce soit contrebalancé en partie par des importations en masse pour la reconstruction après le tremblement de terre. Les réserves officielles en devises étrangères de la BRV ont atteint VT 75.872 millions en juin 2025, en hausse de 8,0 pour cent comparé à il y a un an. La majorité de ces rentrées d'argent est attribuable à l'aide au développement du gouvernement et aux recettes perçues de l'étranger de la BRV. Les sorties de fonds des réserves officielles en devises étrangères ont servi principalement au remboursement de prêts extérieurs par le gouvernement, à des sorties vers les banques commerciales et à des paiements de la BRV à l'étranger. On estime que le niveau actuel des réserves officielles en devises étrangères suffit à couvrir au moins 8,0 mois d'importations en juin 2025 et on s'attend à ce qu'il couvre environ 8,0 mois d'importations à la fin de 2025. Toutefois, il continue d'y avoir des risques côté négatif, tels paiements élevés persistants pour les importations, fluctuations des taux de change et des remboursements imprévus pour des dettes extérieures.

3.7 Evolution des taux de change

Le vatu s'est apprécié par rapport au dollar US tout au long de la période de février à juin 2025, parce que les changements dans les politiques commerciales des USA (droits de douane) ont entraîné une chute vertigineuse de la demande pour des dollars US qui se sont dépréciés par rapport aux principales monnaies, y compris au vatu. A la fin de juin 2025 comparé à juin 2024, le vatu s'était apprécié par rapport à l'USD, l'AUD et au NZD, de 0,8 pour cent, 2,4 pour cent et 1,2 pour cent respectivement, mais s'était déprécié par rapport à l'euro de 8,7 pour cent. En moyenne, le vatu s'est apprécié par rapport à l'USD et l'AUD de 0,1 pour cent et 2,3 pour cent respectivement. Certes, l'appréciation du vatu peut aider à contrôler l'inflation et réduire le coût des importations, mais on s'attend à ce que les rentrées d'argent provenant du tourisme, des envois d'argent et des exportation diminuent. De manière générale, l'indice du taux de change du Vanuatu a aidé à apporter un ancrage nominal et à atténuer l'inflation importée.

4. Actualisation financière et prédictions

4.1 Balance budgétaire

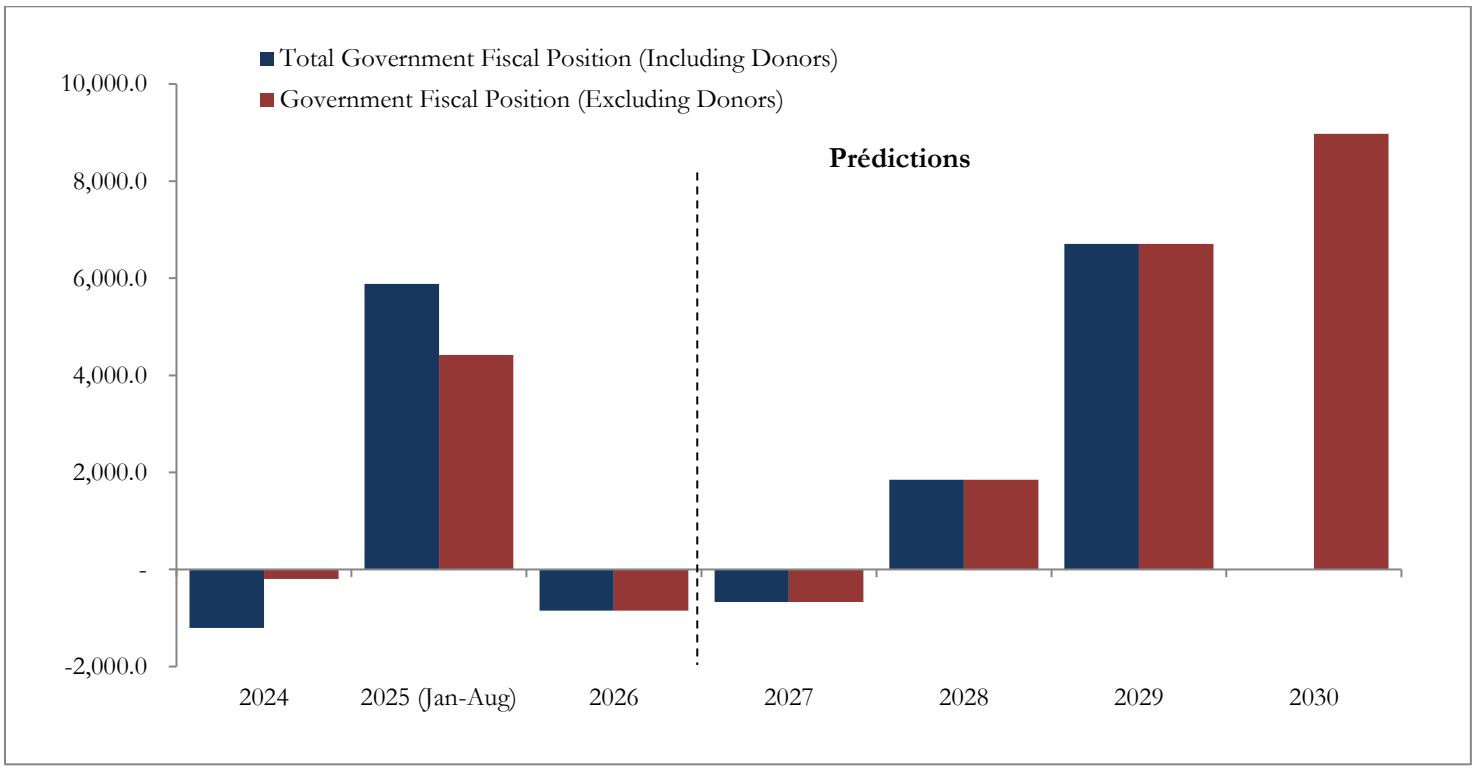
La situation d'exploitation nette du gouvernement, hors financement de donateurs, affiche un excédent net de VT 6.846,8 millions à la fin du mois d'août de l'exercice financier 2025. Si l'on prend en compte l'acquisition nette d'actifs non-financiers de VT 2.429,9 millions, le gouvernement a enregistré un excédent financier total de VT 4.416,9 millions à la fin août 2025.

Pour 2026, on estime que la situation d'exploitation nette du gouvernement, hors financement de donateurs, affichera un excédent de VT 5.069,8 millions et restera positive avec un excédent sur le moyen terme. En revanche, le financement du développement devrait, selon les estimations, fonctionner sur la base d'un budget d'exploitation net équilibré sans affectation pour des retraits sur des emprunts extérieurs dans l'exercice 2026.

Au total, on estime que la position de recette de l'Etat (financements de donateurs compris) se situera à VT 64.148,1 millions, qui financera les affectations budgétaires pour un montant total de VT 64.148,1 millions, de façon à parvenir à un budget équilibré en 2026. L'objectif d'équilibre budgétaire sera maintenu sur le moyen terme par mesure de gestion financière prudente.

A ce propos, le gouvernement va continuer de veiller à ce que la discipline et la responsabilité financières soient maintenues en vue de renforcer une bonne gestion des finances publiques tout en améliorant la prestation de services et le développement économique.

Figure 4 : Balance budgétaire globale (en VT millions)



Source : *Ministère des Finances et de la Gestion économique*

4.2 Recettes de l'Etat – Janvier à août 2025

La perception des recettes (hors financement de donateurs) telle qu'arrêtée à la fin du mois d'août a dépassé de loin les prévisions budgétaires de VT 28.897,9 millions, enregistrant VT 34.809,3 millions[1]. Cela représente 77,0 pour cent de la cible budgétaire de VT 45.178,6 millions et correspond à 34,0 pour cent de plus que les VT 25.977,1 millions perçus au cours de la même période l'année dernière.

Les taxes continuent d'être une source considérable de recettes pour l'Etat, enregistrant VT 19.188,9 millions à la fin août. La TVA, la plus grande source individuelle de recettes fiscales, a rapporté VT 10.680,1 millions au titre des recettes à la fin août. Cela représente 77,8 pour cent de la cible annuelle de VT 13.730,0 millions[2] et correspond à 9,3 pour cent de plus que les VT 9.771,1 millions perçus au cours de la même période en 2024.

Les taxes sur le commerce international et les transactions internationales, composées de droits de douane à l'importation et l'exportation, ont enregistré VT 2.808,4 millions au total à la fin août. Cela correspond à 56,9 pour cent de la cible budgétaire de VT 4.937,8 millions et à 4,4 pour cent de plus que les VT 2.689,8 millions au cours de la même période l'année dernière.

L'accise est la troisième grande source de recettes fiscales pour l'Etat rapportant VT 2.206,6 millions au total à la fin août, ce qui est 58,9 pour cent de la cible de VT 3.747,2 millions. Cela correspond à 1,3 pour cent de moins que les VT 2.236,1 millions perçus au cours de la même période l'année dernière.

Les recettes provenant des taxes immobilières se sont élevées à VT 577,1 millions au total à la fin août, soit 81,2 pour cent de la cible budgétaire de VT 710,3 millions pour 2025.

A la fin août, la perception d'autres recettes d'Etat (en majeure partie des droits et frais) s'est élevée à VT 11.635,9 millions au total, soit 93,2 pour cent de la cible budgétaire de VT 12.489,1 millions. Les composants principaux de cette catégorie sont les programmes de citoyenneté honorifique (PCH), comprenant le Programme de soutien au développement de Vanuatu (PSDV) et le Programme de contribution au Vanuatu (PCV) et le plan d'immigration par investissement en capital (PIIC), qui, collectivement, ont rentré VT 10.303,0 millions à la fin du mois d'août, représentant 135,0 pour cent de la cible budgétaire de VT 7.629,5 millions. Les rentrées provenant du PCH sont de 96,4 pour cent supérieures[3] aux VT 5.244,7 millions perçus au cours de la même période l'année dernière.

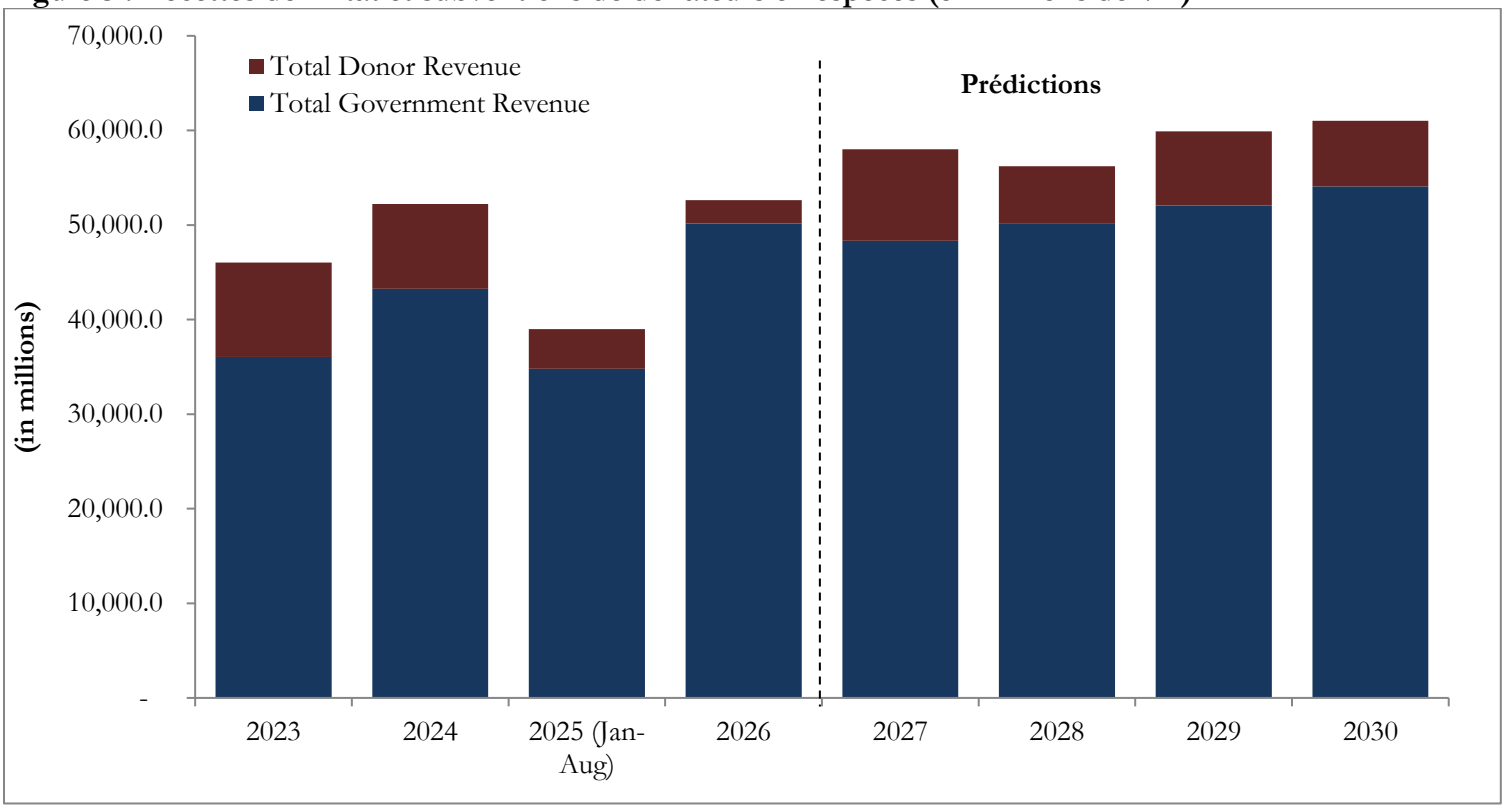
Le Vanuatu a aussi bénéficié d'un soutien budgétaire de la part de ses partenaires au développement pour un montant total de VT 3,984,5 millions, dont les principales contributions pour un montant total de VT 2.443,0 proviennent de la Banque Mondiale et VT 769,2 millions provenant du gouvernement australien (DFAT).

A la fin du mois d'août, le gouvernement avait reçu l'équivalent de VT 4.190,7 millions au titre de subventions pour des projets de la part de partenaires au développement, représentant 22,5 pour cent de la cible budgétaire révisée de VT 18.647,5 millions[4]. Les principaux donateurs qui ont contribué jusqu'à présent sont l'Australie (VT 2.428,7 millions), la

[1] Le montant total des recettes perçues à la fin du mois d'août, à savoir VT 34.809,3 millions, inclut le soutien budgétaire de la Banque Mondiale de VT 2.443,0 millions reçu en février.
[2] Le budget de VT 13.730,0 millions au titre de la TVA nette perçue correspond à la TVA que le gouvernement escompte recevoir (VT 14.137,5 millions) moins la TVA que le gouvernement doit payer (VT 407,5 millions).
[3] Rentrées accrues principalement grâce à l'application d'un système de facturation directe à l'Agent entré en vigueur en mai 2025.
[4] Le budget original des donateurs en 2025, de VT 16.845,4 millions a été augmenté de VT 1.802,2 millions par le biais du budget complémentaire habituel.

Banque Mondiale (VT 360,0 millions) et la Banque Asiatique de Développement (VT 348,3 millions). Le gouvernement du Vanuatu continue d'exprimer sa reconnaissance à ses partenaires au développement pour leur soutien.

Figure 5 : Recettes de l'Etat et subventions de donateurs en espèces (en millions de VT)



Source : *Ministère des Finances et de la Gestion économique*

Cela porte le total des rentrées pour le gouvernement (financement de donateurs compris) à VT 39.000,0 millions à la fin du mois d'août. Cela représente 61,1 pour cent de la cible budgétaire révisée de VT 63.826,1 millions et 26,4 pour cent de plus que les VT 30.844,9 millions enregistrés au cours de la même période l'année dernière.

4.3 Etat prévisionnel des recettes dans le budget national intégré de l'exercice 2026

4.3.1 Prédictions de recettes pour 2026

L'état prévisionnel des recettes de l'Etat (hors financement de donateurs) est en hausse de 11,0 pour cent par rapport à celui de 2025 avec VT 45.178,6 millions pour passer à VT 50.140,9 millions en 2026, qui s'explique principalement par une augmentation estimée des rentrées provenant de la TVA et du Programme de citoyenneté honorifique tout à la fois. En revanche, le gouvernement va continuer de s'appuyer sur le régime fiscal en vigueur, en mettant davantage l'accent sur la mise en conformité avec la politique et l'administration fiscales.

Il est estimé que la perception de la TVA, principale source de recettes fiscales, augmentera de 14,7 pour cent par rapport aux VT 13.730,0 millions en 2025 pour passer à VT 15.748,0 millions[5] en 2026. De plus, le programme de citoyenneté honorifique devrait aussi, selon les estimations, augmenter de 62,2 pour cent par rapport aux VT 7.629,5 millions en 2025 pour passer à VT 12.374,7 millions en 2026. Par contre, il est estimé que les taxes sur le commerce international vont diminuer de 6,4 pour cent par rapport aux VT 4.937,8 millions en 2025 pour passer à VT 4.622,1 millions en 2026. De

[5]Le budget de VT 15.748,0 millions au titre de la TVA nette perçue correspond à la TVA que le gouvernement escompte recevoir (VT 16.144,3 millions) moins la TVA que le gouvernement doit payer (VT 396,3 millions).

même, il est estimé que l'accise va diminuer de 1,0 pour cent à VT 3.737,3 millions en 2026 contre VT 3.747,2 millions en 2025.

En 2026, le gouvernement va continuer à renforcer ses mécanismes en termes de dialogue de politique et de mobilisation de soutien au budget auprès de partenaires au développement essentiels – dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Banque Asiatique de Développement (BAD) et la Banque Mondiale – en reconduisant le groupe mixte de réforme des politiques (GMRP). Grâce à ce mécanisme, le gouvernement escompte recevoir l'équivalent de VT 3.670,0 millions au titre du soutien budgétaire en 2026. Le soutien budgétaire 2026 se compose de VT 1.700,0 millions de la part de la Banque Mondiale, VT 766,0 millions de l'Australie, VT 616,0 millions de la BAD, VT 449.0 millions dans le cadre du programme Chaîne de Valeur UE Vanuatu [EU Vanuatu Value Chain programme (VaVaC 2)], et VT 139,0 millions de la Nouvelle-Zélande.[6]

Outre les estimations de perception de recettes pour un montant de VT 50.140,9 millions, on estime obtenir VT 10,1 millions de la vente d'immobilisations, VT 396,3 millions au titre de la TVA payés par les départements et VT 4.330,6 millions de l'émission de bons du Trésor. Tout cela ajouté amène le total à VT 54.877,9 millions qui seront utilisés pour financer les affectations budgétaires de VT 54.877,9 millions.

En 2026, l'Etat estime recevoir l'équivalent de VT 9.270,1 millions au total au titre des financements de donateurs, comprenant des subventions aux projets (VT 2.475,0 millions) et des aides en nature (VT 6.795,1 millions). Il n'y aura pas de déblocage de prêts provenant des principaux partenaires au développement. Les affectations au titre de financement de donateurs représentent une diminution de 65,8 pour cent par rapport au budget original de VT 27.093,7 millions en 2025.

Le montant total des recettes tel qu'estimé (Etat et financement de donateurs) pour 2026 s'élève à VT 64.148,1 millions. Cela représente une diminution de 16,5 pour cent par rapport au montant prévisionnel total des recettes de VT 76.866,2 millions dans le budget d'origine de 2025.

4.3.2 Mesures concernant les recettes en 2026

Les besoins du gouvernement au plan des dépenses mettent en relief la nécessité de relever la perception de recettes pour financer le plan national de développement durable (PNDD). Vu les difficultés que le pays a rencontrées récemment à cause de catastrophes naturelles et de défis dans l'arène de la finance internationale qui ont conduit à des problématiques de LBA-FT et de correspondants bancaires, le gouvernement a fort à faire pour augmenter sa base de recettes. Il compte lourdement sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et les régimes de recettes non fiscales, essentiellement la citoyenneté, pour financer les dépenses publiques qui sont nécessaires. Il est important de noter que le gouvernement dépense plus qu'il ne peut percevoir, entraînant des emprunts pour financer le déficit.

Dans le cadre de sa stratégie pour les recettes, le gouvernement compte se lancer dans une stratégie de réforme nationale de la taxation et des recettes pour le Vanuatu. Un bilan holistique des initiatives relatives aux recettes fiscales et non fiscales actuelles permettra d'examiner : i) les domaines qu'il faut améliorer ; ii) de nouvelles politiques éventuelles ; et iii) des changements éventuellement nécessaires à la législation, la réglementation ou aux processus. L'étendue du bilan incluera des réformes de taxation directe, des réformes de taxation indirecte, des réformes non fiscales et des réformes de l'administration fiscale.

[6] VT 660,0 millions ont été reçus au titre de la première tranche du EU VaVaC 2, mais seulement VT 449,0 millions ont été affectés au Budget 2026. Il reste donc un montant de VT 211,0 millions disponible de la première tranche pour la prochaine affectation du gouvernement.

Des réformes de l'administration fiscale se poursuivront en 2026. Suite à l'arrêté nº 153 de 2025 portant réglementation du système de surveillance des ventes du Vanuatu (SSVV) [Vanuatu Sales Monitoring System (VSMS)] il est prévu de pleinement mettre en œuvre le système en 2026. Le SSVV est destiné à rendre la publication d'information sur les vente plus exacte, opportune et transparente, améliorant ainsi la conformité fiscale, réduisant l'économie informelle dite 'grise' et rehaussant la perception de recettes.

Les recettes non fiscales continueront d'être une source importante de recettes au cours de l'exercice 2026. Le programme de citoyenneté, dont les rentrées devaient diminuer en 2025 selon les prévisions, a permis de percevoir davantage de recettes qu'escompté. On s'attend à que cette tendance continue en 2026 avec l'amélioration de la procédure de paiement normalisée qu'applique le bureau de la Commission de la citoyenneté. Le gouvernement s'attend à réaliser le potentiel de recettes en provenance de la pêche en 2026, y compris par l'introduction d'initiatives directrices lancées par le ministère de la Pêche, des Océans et des Affaires maritimes. Dans le cadre de la stratégie de réforme nationale de la taxation et des recettes, il faut s'attendre à d'autres réformes dans les initiatives de recettes non fiscales de l'Etat en 2026.

Le ministre responsable des Finances et de la Gestion économique a établi un Comité de gouvernance des recettes et un Comité technique des recettes pour aider le gouvernement dans ses efforts d'expansion de sa base de recettes intérieures. On s'attend à ce que ces comités deviennent opérationnels en 2026 et, dans leurs attributions, ils ont pour mission de travailler en étroite collaboration avec les divers ministères et agences qui engendrent des recettes pour identifier d'éventuelles initiatives de génération de recettes qui pourraient être introduites en vue de rapporter des recettes bien nécessaires. Les ministères sont invités aussi à constituer leurs propres comités de gouvernance des recettes pour assurer l'appropriation et la réussite de l'application de nouvelles initiatives de recettes.

Il a été rappelé à toutes les agences génératrices de recettes pour l'Etat de veiller à ce que leurs stratégies de mise en conformité soient effectives et efficaces. Elles doivent consulter le ministère des Finances et de la Gestion économique au sujet de tout changement de politique qui aura un impact sur leurs recettes annuelles prévisionnelles.

Les engagements du Vanuatu à l'égard du Forum Mondial de l'OCDE et du Groupe Code de conduite de l'UE

Le Vanuatu poursuit ses efforts pour se conformer aux normes internationales de bonnes pratiques fiscales, y compris celles fixées par le Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange d'information à des fins fiscales (Forum mondial) et le Groupe Code de conduite de l'Union Européenne (GCC UE). Le Vanuatu est sur la liste des juridictions non coopératives en matière fiscale de l'UE, l'Annexe 1 (dénommée 'liste noire'), parce qu'il facilite des structures et des dispositifs délocalisés qui engendrent des bénéfices sans substance économique réelle.

Dans ses efforts pour satisfaire ces normes internationales, le Vanuatu a introduit deux projets de loi qui sont en attente d'être adoptés au Parlement, à savoir :

- le projet de loi sur les entités résidentes (substance économique) et
- le projet de loi sur les entités résidentes (modifications en conséquence).

S'ils sont adoptés par le Parlement, ces projets de loi devraient permettre de rayer le Vanuatu de l'Annexe 1 de la liste de l'UE.

Finalement le Vanuatu a procédé à sa deuxième évaluation complémentaire conformément à ses obligations envers le Forum mondial de l'OCDE. L'examen a débuté en mars 2025, avec une visite sur place menée en avril 2025. A présent, le Vanuatu communique des informations supplémentaires aux assesseurs du Forum mondial qui devraient aider à la

formulation anticipée de meilleures notations pour différents éléments à l'Annexe 1 de la liste de l'UE. Le Vanuatu ose espérer que, cette fois-ci, il réussira à améliorer son standing dans l'arène fiscale internationale.

4.4 Dépenses – De janvier à août 2025

Les dépenses d'Etat (financement de donateurs exclu) s'élevaient à VT 27.962,6 millions à la fin août 2025, pour une cible budgétaire annuelle révisée de VT 43.444,5 millions[7]. Cela correspond à 64,4 pour cent de la cible budgétaire révisée pour 2025 et à 1,3 pour cent de plus que les VT 27.608,9 millions dépensés pendant la même période en 2024.

En 2025, une enveloppe complémentaire de VT 5.618,0 millions au total a été autorisée en application de l'article 34 de la loi FPGE [CAP 244]. Elle a été financée et par l'Etat et par ses partenaires au développement comme détaillé à l'annexe 1 au tableau 17. Cette enveloppe complémentaire comprend le budget complémentaire habituel pour un montant de VT 3.119,2 millions et un budget complémentaire d'urgence financière de VT 2.498,9 millions destiné principalement aux efforts de réponse et de rétablissement après le tremblement de terre.

La rémunération des employés continue d'être le plus gros poste de dépenses de l'Etat, s'élevant à VT 14.808,3 millions à la fin août. Cela représente 63,1 pour cent de la cible budgétaire annuelle révisée de VT 23.453,1 millions et correspond à 16,5 pour cent de plus que les VT 12.714,7 millions dépensés au cours de la même période en 2024.

Le plus gros poste de dépenses suivant est l'utilisation de biens et services, qui s'est élevé à VT 5.193,5 millions au total à la fin du mois d'août. Cela représente 57,4 pour cent de la cible budgétaire telle que révisée de VT 9.052,6 millions et correspond à 21,4 pour cent de moins que les VT 6.607,6 millions dépensés dans la même période en 2024.

Les subventions, troisième plus gros poste de dépenses d'Etat, s'élevaient à VT 4.892,2 millions à la fin août, soit 68,4 pour cent de la cible budgétaire de VT 7.150,6 millions et 19,1 pour cent de moins que les VT 6.049,3 millions qui ont été dépensés au titre des subventions au cours de la même période en 2024.

Les autres catégories de dépenses de l'Etat comprennent les intérêts, les prestations sociales, les subsides et les dépenses diverses. Jusqu'à la fin août, les dépenses au titre des intérêts ont atteint VT 716,9 millions, représentant 47,3 pour cent de la cible budgétaire annuelle de VT 1.515,7 millions. Cela correspond à 32,1 pour cent de plus que les VT 542,8 millions dépensés durant la même période en 2024. Les dépenses au titre des prestations sociales jusqu'à la fin du mois d'août s'élevaient à VT 850,7 millions, représentant 100,2 pour cent de la cible budgétaire annuelle de VT 849,1 millions et 40,0 pour cent de plus que les VT 607,7 millions qui furent dépensés au cours de la même période en 2024.

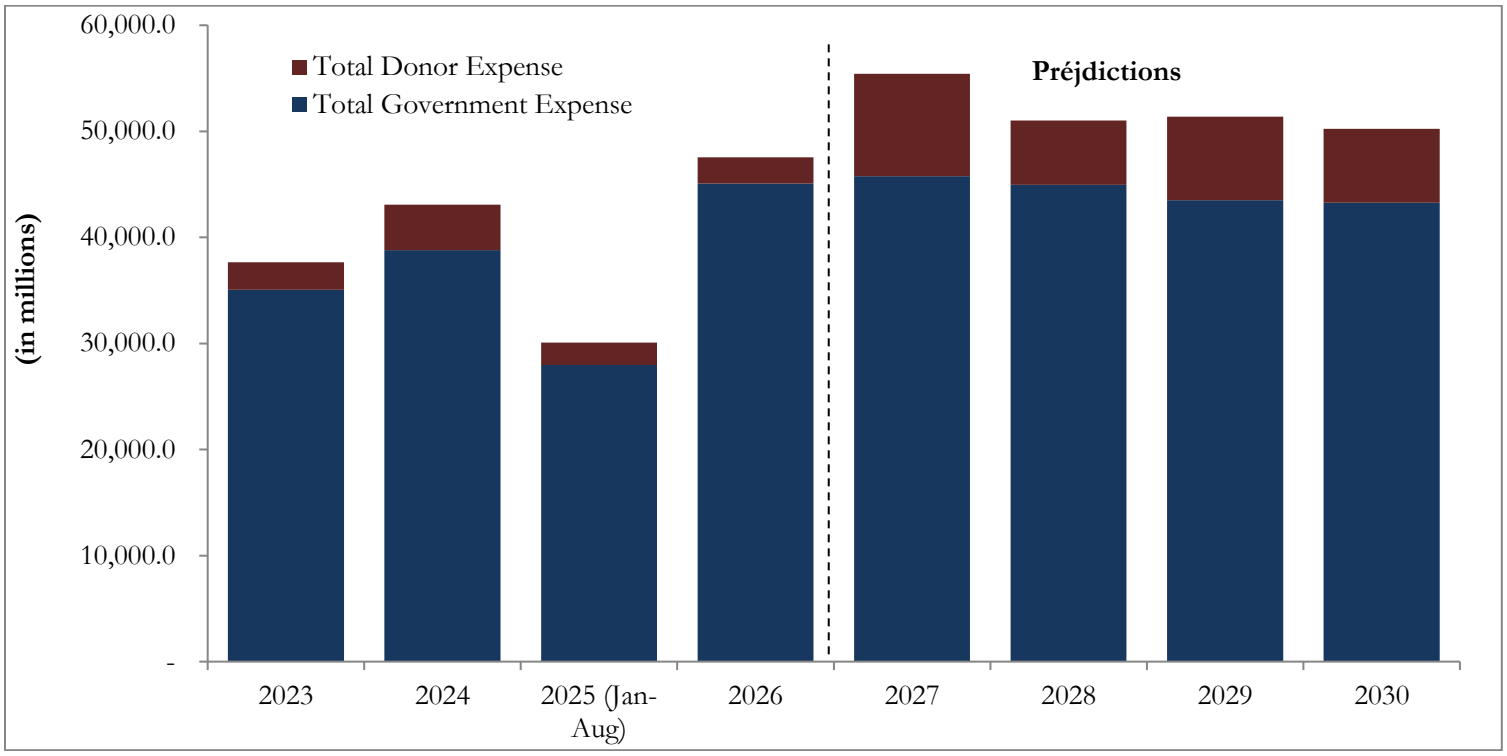
Le montant total des dépenses pour les subsides s'est élevé à VT 231,2 millions, ce qui représente 75,8 pour cent de la cible budgétaire de VT 305,0 millions et correspond à 178,2 pour cent de plus que les VT 83,1 millions relevés pour la même période en 2024. Les dépenses diverses ont atteint un total de VT 1.269,7 millions jusqu'à la fin août, ce qui représente 113,5 pour cent de la cible budgétaire annuelle de VT 1.118,5 millions et 26,5 pour cent de plus que les VT 1.003,7 millions qui ont été dépensés durant la même période en 2024 (en raison de dépenses au-dessus des contributions d'Etat).

[7] Le budget des dépenses initial pour 2025 de VT 42.137,6 millions a été augmenté de VT 1.306,9 millions (VT 364,5 millions au titre du report à nouveau de fonds non dépensés en 2024, VT 779,6 millions pour le budget complémentaire habituel et VT 162,8 millions pour le budget complémentaire d'urgence financière).

L'acquisition nette d'actifs non financiers s'est montée à VT 2.429,9 millions à la fin du mois d'août, ce qui représente 27,2 pour cent de la cible budgétaire révisée de VT 8.921,6 millions[8] et correspond à 25,0 pour cent de moins que les VT 3.240,3 millions qui ont été dépensés au titre d'acquisition nette d'avoirs non financiers au cours de la même période en 2024.

Dans le cadre du financement du développement, les dépenses au titre de subventions pour des projets à la fin août ont atteint VT 2.116,2 millions. Cela représente 11,3 pour cent de la cible budgétaire révisée de VT 18.647,5 millions[9] et correspond à 15,6 pour cent de moins que les VT 2.506,9 millions qui furent dépensés pour des projets jusqu'à la fin août en 2024.

Figure 6 : ***Dépenses du gouvernement et des donateurs (en millions de VT)***



Source : *Ministère des Finances et de la Gestion économique*

Ainsi les dépenses totales de l'Etat, financement du développement compris, se sont élevées à VT 30.078,8 millions à la fin du mois d'août. Cela représente 48,4 pour cent de la cible budgétaire révisée de VT 62.092,0 millions et correspond à 0,3 pour cent de plus que les VT 29.985,3 millions dépensés durant la même période en 2024.

4.5 Etat prévisionnel des dépenses dans le budget national intégré pour l'exercice 2026

Le gouvernement va continuer à rehausser la prestation de services et en même temps relever la croissance économique en 2026 afin d'améliorer le bien-être de tous les habitants au Vanuatu. A ce propos, les dépenses prévisionnelles de l'Etat (financement de donateurs exclu) vont augmenter de 3,7 pour cent par rapport à la cible budgétaire révisée de VT 43.444,5 millions à 2025 pour s'élever à VT 45.071,2 millions en 2026. Cette augmentation s'explique principalement par des

[8] Le budget d'origine pour l'acquisition d'actifs non financiers en 2025 était de VT 4.048,8 millions et fut augmenté à VT 4.872,8 millions (VT 3.803,0 millions provenant du report à nouveau de fonds non dépensés en 2024, VT 401,0 millions du budget complémentaire normal et VT 688,8 millions du budget complémentaire d'urgence financière).

[9] Le budget d'origine des dépenses de donateurs en 2025 de VT 16.845,4 millions a été augmenté de VT 1.802,2 millions pour refléter les subventions pour des projets de la part de partenaires au développement dans le cadre du budget complémentaire normal.

dépenses prévisionnelles plus élevées au titre de l'utilisation des biens et services, des subventions, de la rémunération des employés, des subsides et des prestations sociales.

Toutefois, en plus du budget des dépenses de VT 45.071,2 millions pour l'exercice 2026, il y a l'acquisition d'immobilisations, estimée à VT 5.918,7 millions, ce qui représente une diminution de 33,7 pour cent par rapport à la cible du budget révisé de VT 8.921,6 millions en 2025. En attendant, le remboursement de prêts extérieurs et de bons est estimé augmenter de 11,8 pour cent par rapport aux VT 3.113,2 millions en 2025 pour passer à VT 3.481,7 millions en 2026.

Ainsi, l'état prévisionnel des dépenses d'Etat en 2026 de VT 45.071,2 millions, plus l'acquisition d'actifs immobilisés et non produits (VT 5.928,8 millions), les remboursements de prêts (VT 3.481,7 millions) et de TVA (VT 396,3 millions), se monte à VT 54.877,9 millions[10] au total et correspond aux affectations budgétaires totales du gouvernement pour 2026 (financement de donateurs exclu). Ce montant total des affectations de VT 54.877,9 millions inclut l'équivalent de VT 9.235,5 millions au titre de nouvelles propositions de politique (NPP) qui seront affectés par le gouvernement aux dix résultats prioritaires énoncés dans la Déclaration de politique budgétaire pour 2026. Cette Déclaration est jointe à titre de référence à la fin de ce rapport.

Donc, le budget total des dépenses, incluant financement du gouvernement et du développement, est de VT 47.546,2 millions. Cela représente une diminution de 23,4 pour cent par rapport à la cible du budget révisé de VT 62.092,0 millions de l'exercice 2025.

Résultat prioritaire 1 : Croissance économique durable et résilience souligne l'engagement du gouvernement à améliorer la prestation de services par les secteurs productifs pour relever la production de biens et services, l'ajout de valeur (fabrication) et le commerce de biens et services en vue de rehausser la croissance économique et la résilience. Ce résultat prioritaire s'est vu attribuer un budget total de VT 1.455,7 millions et inclut, entre autres, VT 300,0 millions pour remplacer le système de gestion des recettes (SGR) par le nouveau système d'administration des taxes (SAT), VT 215,0 millions pour l'achat de livrets de passeport, VT 200,0 millions pour la facilité bancaire d'ajout de valeur à la production agricole, VT 200,0 millions pour la facilité bancaire au secteur productif, VT 200,0 millions pour la facilité bancaire d'ajout de valeur à l'industrie et au commerce, VT 100,0 millions pour le système de suivi des ventes, VT 50,0 millions pour la gestion aisée et durable de l'oryctère rhinocéros à l'aide d'agents de lutte biologiques, VT 46,0 millions pour Vanuatu en tant que plaque tournante régionale du Pacifique pour l'agrotourisme régénératif et la gastronomie et VT 35,0 millions pour révolutionner l'élevage bovin par le sylvopâturage.

Résultat prioritaire 2 : Education, formation et développement des compétences : se voit attribuer un budget total de VT 1.236,4 millions. Ce résultat prioritaire est focalisé sur l'engagement du gouvernement à rehausser le capital humain dans la main-d'œuvre pour en relever la productivité, créer des opportunités et la technologie, ainsi qu'augmenter la production de biens et services en vue de rehausser la croissance économique. Il y a deux NPP sous ce résultat prioritaire qui comporte VT 1.000,0 millions pour les prestations légales des enseignants et VT 236,4 millions pour le recrutement de professionnels à l'Université nationale du Vanuatu qui aideront à développer des programmes de formation universitaires et professionnels.

Résultat prioritaire 3 : Soins de santé et adaptation climatique : est focalisé sur l'engagement du gouvernement à améliorer la prestation de services par des infrastructures et des services climatiques de santé. La santé est si importante

[10] Les chiffres des dépenses sont ventilés par programme, activité et agence au Tableau 11 dans le tome 2 du livre budgétaire 2026.

pour renforcer une main-d'œuvre en bonne santé afin de relever les investissements, la production, la fabrication, le commerce et le marketing et la croissance économique. Ce résultat prioritaire se voit attribuer un budget total de VT 515,2 millions. Parmi d'autres NPP, il comporte VT 150,2 millions pour les soins spécialisés de dialyse à l'hôpital central de Port-Vila, un système de TDM ou CT-Scan, un laboratoire de prothèse dentaire, VT 79,2 millions pour le budget de remplaçants pour les spécialistes techniques, VT 50,0 millions pour le dispensaire de Yorien, VT 50,0 millions pour la modernisation du centre de soins de santé de Port-Olry et VT 50,0 millions pour le centre de soins de santé de Liro, VT 49,2 millions pour la création d'une Caisse de promotion de la santé et VT 47,7 millions pour le service des soins rénaux à l'hôpital central de Port-Vila.

Résultat prioritaire 4 : Infrastructure et développement adapté au climat : l'accent est mis sur l'engagement du gouvernement à améliorer l'infrastructure pour augmenter la production, la fabrication, le commerce et le marketing de biens et services et la connectivité entre zones urbaines et îles éloignées où vit la majorité des gens, pratiquant une agriculture de subsistance et commerciale. C'est pourquoi le gouvernement a affecté à ce service essentiel un montant total de crédits budgétaires pour NPP de VT 4.224,7 millions. Ces affectations, dans le cadre du résultat prioritaire de l'infrastructure, incluent aussi, entre autres, VT 1.680,8 millions au titre des créances impayées pour les projets de routes à Tanna et Malekula, VT 887,9 millions au titre des créances impayées pour l'aéroport de Norsup, VT 540,4 millions pour les activités d'entretien et de réparation courants (y compris routes, aéroports et parcs automobiles), VT 400,0 millions pour l'entretien routier de projets d'investissement en capital, VT 265,8 millions pour les travaux de réparation au bâtiment administratif du ministère des Finances et de la Gestion économique (MFGE) à Port-Vila, VT 102,6 millions pour le bâtiment du MFGE de Tafea, VT 95,1 millions pour les archives du MFGE et l'entreposage, VT 66,2 millions pour le matériel d'étude géophysique des eaux souterraines, VT 59,6 millions pour le réseau électrique basse tension et tension mineure à Santo Est et Nord Est Malekula, VT 35,0 millions pour l'entretien du slipway pour la flotte de bateaux à Port-Vila et VT 16,3 millions pour la réactivation des stations de surveillance sismique en temps presque réel à Efate.

Résultat prioritaire 5 : Décentralisation et gouvernance locale : essentielle pour rehausser la prestation de services partout dans les zones urbaines, rurales et isolées du Vanuatu. Ce résultat prioritaire s'est vu attribuer un budget total de VT 165,8 millions et, parmi d'autres NPP, il inclut VT 77,1 millions au titre du soutien au renforcement infrastructurel et institutionnel du CARTV, VT 42,0 millions pour le renforcement institutionnels des conseils de district et VT 7,0 millions pour renforcer et équiper cinq conseils de district dans la province de Tafea et cinq conseils de district dans la province de Malampa d'imprimantes de cartes d'identité et de certificats d'enregistrement.

Résultat prioritaire 6 : Renforcer les relations étrangères et la coopération internationale : s'est vu attribuer un budget total de VT 40,0 millions focalisé sur l'engagement du gouvernement à renforcer son service à l'étranger et ses relations extérieures en vue d'améliorer le commerce et les investissements. Le montant de VT 40,0 millions est affecté spécifiquement à l'établissement d'une nouvelle ambassade à Tokyo, Japan.

Résultat prioritaire 7 : Sécurité nationale : est doté d'un budget total de VT 353,9 millions pour améliorer la sécurité nationale**.** Parmi d'autres NPP, il comporte VT 130,6 millions pour les licences de logiciel Microsoft M365, VT 85,0 millions pour la licence de logiciel TrendMicro et VT 50,0 millions pour des recrutements à la police.

Résultat prioritaire 8 : Economie bleue durable : se focalise sur l'engagement du gouvernement à renforcer le nouveau ministère de la Pêche, des Océans et des Affaires maritimes pour qu'il propose de nouvelles initiatives d'économie bleue. A ce propos, VT 46.1 millions ont été affectés au recrutement et au renforcement institutionnel.

Résultat prioritaire 9 : Jeunesse, Justice et Services sociaux : s'est vu attribuer un budget de VT 188,2 millions au total pour s'assurer que notre société est inclusive, que la dignité humaine est respectée, pour protéger et défendre tous les droits de tous les Ni-Vanuatu, y compris les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les groupes vulnérables**.** Parmi d'autres NPP, VT 50,0 millions ont été affectés à la création de la ligue de football professionnel du Vanuatu, VT 50,0 millions pour la restructuration du Bureau de l'Attorney Général, VT 20,6 millions pour la participation du Vanuatu au MACFEST à Fidji en 2026 et VT 9,3 millions pour recruter du personnel pour renforcer la prestation de services de protection de l'enfance et des droits de l'enfant.

Résultat prioritaire 10 : Poursuivre la mise en œuvre des réformes et maintenir les services essentiels et les engagements du gouvernement : s'est vu doter d'un budget de VT 1.009,5 millions au total. Parmi d'autres NPP, VT 500,0 millions ont été affectés à un budget additionnel pour indemnités d'ancienneté, VT 200,0 millions au titre du Fonds de Compensation foncière, VT 100,0 millions pour le nouveau système information de gestion intégrée des finances (SIGIF), VT 80,0 millions pour le système information de gestion des ressources humaines (SIGRH), VT 25,2 millions pour la cellule de gestion de projets dans le cadre du financement pour le climat, VT 20,0 millions pour le budget d'exploitation de la cellule des investissements commerciaux et VT 15,0 millions pour le budget d'exploitation additionnel du département de l'Energie.

4.6 Dette publique

L'Etat du Vanuatu demeure engagé à équilibrer ses besoins de financement pour le développement et le maintien de la dette à un niveau soutenable. Cet engagement est guidé par la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SGDMT) 2025–2028, qui met l'accent sur une gestion prudente des risques et la transparence dans la comptabilisation de la dette publique. Tel qu'arrêté à septembre 2025, le montant total de la dette publique, d'après les rapports préliminaires, se s'élevait à VT 59.755,9 millions, soit 41% du PIB.

Elle composée :

- de la dette extérieure : VT 40.653,0 millions (28% du PIB)
- de la dette intérieure : VT 19.103,0 millions (13% du PIB)

En 2026, il est prévu que la dette publique totale se creuse pour monter à VT 63.187,0 millions, maintenant le ratio d'endettement au PIB à 41%. Cela cadre avec l'engagement du gouvernement à l'égard de la décentralisation et de l'investissement dans des projets d'infrastructure. La structure et la composition de la dette publique à présent montrent une dépendance modérée à des financements extérieurs, provenant principalement de partenaires multilatéraux et bilatéraux, et une dépendance croissante au financement par emprunt sur le marché intérieur. Bien que le niveau d'endettement reste à des seuils gérables, il n'en demeure pas moins qu'il existe encore des défis associés à la profondeur du marché, au développement d'un second marché et à la viabilité de la dette au long terme, surtout compte tenu des vulnérabilités liées au climat et des risques de chocs économiques.

Tableau 7. Etat de la masse de la dette et composition (VT millions)

	Actual 2022	Acutal 2023	Actual 2024	Preliminary 2025	Estimates 2026	Forecast 2027	Forecast 2028
External Debt							
Bilateral							
Exim Bank of China	15,958.40	16,783.00	17,530.13	17,018.47	16,266.70	13,449.29	11,367.28
JICA	7,124.10	6,233.60	4,757.35	4,585.48	5,487.40	5,280.80	5,280.77
Bilateral Government Guarantees	844.80	844.80	868.50	847.80	822.90	754.70	727.80
Total Bilateral Debt	**23,927.30**	**23,861.40**	**23,155.98**	**22,451.75**	**22,577.00**	**19,484.79**	**17,375.85**
Multilateral							
Asian Development Bank	**6,204.60**	**6,502.20**	**6,954.60**	**6,393.60**	**8,190.50**	**8,524.10**	**8,943.00**
Internal Development Association (World Bank)	11,330.70	11,269.60	11,190.69	11,772.10	11,236.50	11,836.50	12,236.50
Multilaterial Government Guarantees	63.00	56.10	49.30	35.50	28.70	21.80	14.90
Total Multilateral Debt	**17,661.30**	**17,884.00**	**18,243.89**	**18,201.20**	**19,455.70**	**20,382.40**	**21,194.40**
Total External Debt	**41,588.60**	**41,745.40**	**41,399.87**	**40,652.95**	**42,032.70**	**39,867.19**	**38,570.25**
Domestic Debt							
Treasury Bills					1,300.00	2,000.00	3,000.00
Domestic Bond	10,523.20	12,709.80	16,592.40	17,880.34	19,880.34	20,180.30	19,180.30
Domestic Government Guarantees	996.70	1,047.60	1,120.00	1,222.60	1,273.90	1,273.90	1,273.90
Total Domestic Debt	**11,519.90**	**13,757.40**	**17,712.40**	**19,102.94**	**21,154.24**	**21,454.20**	**20,454.20**
Total Stock of Debt	**53,108.50**	**55,502.80**	**59,112.27**	**59,755.89**	**63,186.94**	**61,321.39**	**59,024.45**
Total Debt-To-GDP Ratio	45	42	43	41	41	37	34
External Debt-To-GDP Ratio	35	31	30	28	27	24	22
Domestic Debt-To-GDP Ratio	9	10	13	13	14	13	12

Source : SFT et Bureau des statistiques du Vanuatu.

4.6.1 Sources de financement

1. Financement extérieur

Les principales sources de financement extérieur incluent des partenaires multilatéraux comme l'Association internationale pour le développement (AID) de la Banque Mondiale et la Banque asiatique de développement (BAD), essentiellement par le biais de subventions basées sur les politiques, des amalgames de prêts et des financements de prévoyance pour parer à des catastrophes qui sont constitués en majeure partie de subventions. Des partenaires bilatéraux, en particulier la banque Exim Bank of China et le Japon, fournissent le plus gros des financements pour des projets. Tous les nouveaux emprunts extérieurs auxquels il a été souscrit satisfont à la condition d'un composant de subvention à 35% minimum, conformément à l'article 54 de la loi FPGE.

2. Financement intérieur

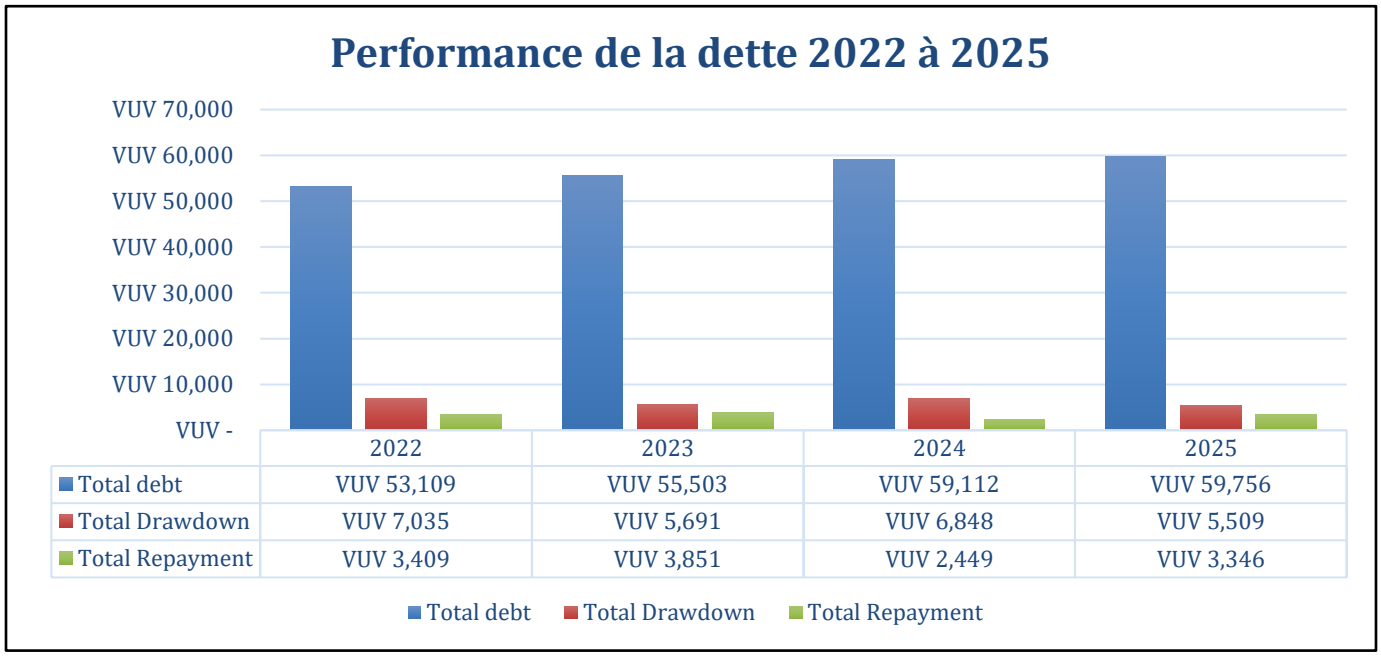
Sur le plan intérieur, l'Etat lève des fonds essentiellement par l'intermédiaire de bons intérieurs. Or, il existe une demande croissante pour des valeurs à courte échéance, ce qui a conduit à prévoir l'introduction de bons du Trésor (à court terme). Le gouvernement étudie aussi la possibilité d'émettre des instruments thématiques tels que des bons bleus et verts en vue de diversifier les sources de financement et soutenir les objectifs de développement durable (ODD). Alors que le développement du marché intérieur reste une priorité, l'absence d'un second marché continue de présenter un défi pour la liquidité du marché et la participation d'investisseurs.

C'est ainsi que l'état prévisionnel des dépenses pour 2026 met en relief un besoin de financement net de VT 63.187,0 millions au total. Sur ce montant, VT 3.300 millions seront financés par des emprunts intérieurs, dont l'émission de bons du Trésor et d'obligations.

4.6.2 Performance de la dette publique

La performance de la dette publique totale entre 2022 et 2025 montre une augmentation constante des emprunts, passant de plus de VUV 53.109 millions en 2022 à VT 59.756 millions tels qu'arrêtés à septembre 2025 (soit une augmentation de 12,5 pour cent). Le niveau des remboursements a varié au fil des ans, avec le plus gros remboursement enregistré en 2023. Malgré ces fluctuations, le ratio de remboursement au retrait est resté constant, en moyenne de 0,53 sur la période. Cela traduit l'engagement du gouvernement à gérer efficacement le remboursement des prêts.

Figure 7. Performance de la dette 2022 à 2025.



4.6.3 Perspectives quant à la viabilité de la dette

D'après la dernière analyse de la viabilité de la dette (AVD) du FMI, le risque de détresse de la dette extérieure du pays a été révisé à modéré, bien que le risque de détresse de la dette totale reste élevé. Une des raisons pour lesquelles la situation d'ensemble reste celle de risque élevé de détresse de la dette vient de ce que, lorsque le FMI a effectué de multiples 'tests de détresse', il a constaté que la viabilité de la dette avait été rompue. Qui plus est, alors que le niveau actuel reste en-deçà des seuils critiques, les prédictions indiquent que le ratio d'endettement au PIB va dépasser le point de référence de 55% d'ici 2032, un an avant ce qui avait été estimé précédemment dans l'analyse de juillet 2024. Le risque essentiel pour ce qui concerne la viabilité inclut une diversification économique limitée, l'exposition à des chocs liés au climat et l'absence d'un second marché compte tenu des contraintes de liquidité sur le marché des emprunts intérieur. C'est pourquoi le gouvernement a l'intention de :

1. **Privilégier le financement à des conditions de faveur**
    - Solliciter des prêts à des conditions de faveur auprès de partenaires multilatéraux et bilatéraux pour financer les priorités de développement.
    - S'assurer que tout nouvel emprunt est compatible avec l'analyse de la viabilité de la dette (AVD) et favorise des investissements propices à la croissance.

- Renforcer la coordination avec des partenaires au développement de façon à aligner les financements sur les priorités nationales.

2. **Développer le marché de l'emprunt intérieur**
   - Approfondir et diversifier la base d'investisseurs intérieurs pour réduire la dépendance à quelques institutions.
   - Introduire un second marché pour des titres d'Etat en vue d'améliorer la liquidité et la publication des prix.
   - Rehausser la transparence et la prévisibilité par des calendriers d'émission d'obligations régulièrement et par la communication avec les investisseurs.
   - Développer la capacité au sein du ministère des Finances et de la Banque de Réserve pour bien gérer des instruments d'emprunt intérieurs.
3. **Renforcer la gestion des risques et des coûts**
   - Appliquer la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SGDMT) 2025 – 2028 pour renseigner les décisions concernant des emprunts sur la base de compromis entre coût et risque.
   - Développer et publier un plan d'emprunt annuel (PEA) pour améliorer la prévisibilité et la responsabilisation.
   - Surveiller et gérer le refinancement, les taux d'intérêts et les risques de change à l'aide d'outils et d'indicateurs adaptés.

Il est important de souligner que la situation d'endettement public est confrontée à des risques qui penchent plutôt du côté négatif. C'est pour cette raison que le gouvernement maintient une forte préférence pour des subventions plutôt que des prêts. On s'attend donc à ce que la transition récente vers des subventions à la place des prêts se poursuivra en 2026. Le gouvernement remerci ses partenaires au développement pour leur soutien à cette prise de position.

Tableau 8. Compte d'exploitation du gouvernement, hors donateurs, en appliquant la classification SFG14, en VT millions

GFS Code	GFS Description	Actual 2023	Actual 2024	Revised Budget 2025	Actual (Jan - Aug) 2025	Budget 2026	Forecast 2027	Forecast 2028	Forecast 2029	Forecast 2030
	TRANSACTIONS AFFECTING NET WORTH:									
A1	Revenue	36,035.3	43,266.7	45,178.6	34,809.3	50,140.9	48,343.9	50,128.2	52,043.7	54,066.5
A11	Taxes	23,354.5	25,795.1	26,564.7	*19,188.9*	*29,138.6*	30,268.0	31,347.3	32,506.0	33,728.7
A111	*Taxes on income, profits, and capital gains*	*0.0*	*0.0*	0.0	*0.0*	*0.0*	0.0	0.0	0.0	0.0
A112	*Taxes on payroll and workforce*	*0.0*	*0.0*	0.0	*0.0*	*0.0*	0.0	0.0	0.0	0.0
A113	*Taxes on property*	*489.4*	*723.1*	710.3	*577.1*	*723.0*	754.0	783.4	815.0	848.4
A114	*Taxes on goods and services*	*17,963.2*	*20,995.9*	20,916.5	*15,803.4*	*23,793.5*	24,693.6	25,555.5	26,480.8	27,456.7
A115	*Taxes on international trade and transactions*	*4,902.0*	*4,076.1*	4,937.8	*2,808.4*	*4,622.1*	4,820.4	5,008.4	5,210.2	5,423.6
A116	*Other taxes*	*0.0*	*0.0*	0.0	*0.0*	*0.0*	0.0	0.0	0.0	0.0
A12	Social contributions	0.0	*0.0*	0.0	0.0	*0.0*	0.0	0.0	0.0	0.0
A132	Grants	1,837.4	3,394.0	6,124.8	3,984.5	*3,670.0*	0.0	0.0	0.0	0.0
A14	Other revenue	10,843.4	14,077.6	12,489.1	11,635.9	*17,332.3*	18,075.9	18,780.8	19,537.7	20,337.8
A2	Expense	35,060.2	38,793.0	43,444.5	27,962.6	45,071.2	45,762.2	44,955.2	43,510.5	43,266.3
A21	Compensation of employees	17,069.9	18,995.4	23,453.1	14,808.3	24,993.0	25,079.4	25,024.1	25,004.1	25,004.1
A22	Use of goods and services	9,122.2	8,670.2	9,052.6	5,193.5	10,712.6	11,205.8	10,443.9	9,732.6	9,732.6
A23	Consumption of fixed capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A24	Interest	1,114.3	1,169.1	1,515.7	716.9	1,537.7	1,025.8	1,016.1	962.6	718.4
A25	Subsidies	83.0	146.2	305.0	231.2	857.6	619.6	619.6	219.6	219.6
A26	Grants	5,193.0	6,994.1	7,150.6	4,892.2	4,575.6	4,322.3	4,342.3	4,282.3	4,282.3
A27	Social benefits	1,213.5	866.6	849.1	850.7	1,238.5	1,132.1	1,132.1	1,132.1	1,132.1
A28	Other expense	1,264.2	1,951.5	1,118.5	1,269.7	1,156.3	2,377.3	2,377.3	2,177.3	2,177.3
GOB	*Gross operating balance (1-2+23+NOBz)*	975.2	4,473.6	1,734.1	6,846.8	5,069.8	2,581.7	5,173.0	8,533.2	10,800.1
NOB	*Net operating balance (1-2+NOBz)*	975.2	4,473.6	1,734.1	6,846.8	5,069.8	2,581.7	5,173.0	8,533.2	10,800.1
	TRANSACTIONS IN NONFINANCIAL ASSETS:									
A31	Net investment in nonfinancial assets	2,032.3	4,669.3	8,921.6	2,429.9	5,918.7	3,253.2	3,324.2	1,827.1	1,827.1
A311	Fixed assets	1,526.6	4,143.5	8,110.6	1,943.3	4,907.7	3,253.2	3,324.2	1,827.1	1,827.1
A312	Inventories	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A313	Valuables	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A314	Nonproduced assets	505.7	525.8	811.0	486.5	1,011.0	0.0	0.0	0.0	0.0
NLB	*Net lending / borrowing (1-2+NOBz-31)*	(1,057.2)	(195.7)	(7,187.5)	4,416.9	(849.0)	(671.5)	1,848.9	6,706.1	8,973.0
	TRANSACTIONS IN FINANCIAL ASSETS AND LIABILITIES (FINANCING):									
A32	Net acquisition of financial assets	(1,305.5)	2,225.6	(6,162.2)	4,808.9	0.0	(3,541.7)	(1,057.4)	3,828.2	6,090.8
A321	Domestic	(1,305.5)	2,225.6	*(6,162.2)*	*4,808.9*	0.0	(3,541.7)	(1,057.4)	3,828.2	6,090.8
A3212	*Currency and deposits*	*(1,194.4)*	2,225.6	*(6,162.2)*	*4,808.9*	0.0	*(3,541.7)*	*(1,057.4)*	*3,828.2*	*6,090.8*
A3214	*Loans*	*(111.2)*	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A322	External	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A33	Net incurrence of liabilities	(248.3)	2,421.3	1,025.3	392.0	849.0	(2,870.2)	(2,906.2)	(2,877.9)	(2,882.2)
A331	Domestic	2,186.6	3,882.7	3,426.4	1,287.9	3,300.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A332	External	(2,434.9)	(1,461.4)	(2,401.1)	(895.8)	(2,451.0)	*(2,870.2)*	*(2,906.2)*	*(2,877.9)*	*(2,882.2)*

Source : *Ministère des Finances et de la Gestion économique*

Tableau 9. Compte d'exploitation de donateurs en appliquant la classification SFG14, en VT millions

GFS Code	GFS Description	Actual 2023	Actual 2024	Revised Budget 2025	Actual (Jan - Aug) 2025	Budget 2026	Forecast 2027	Forecast 2028	Forecast 2029	Forecast 2030
	TRANSACTIONS AFFECTING NET WORTH:									
A1	Revenue	10,010.7	8,942.6	18,647.5	4,190.7	2,475.0	9,660.2	6,067.6	7,863.9	6,965.8
A11	Taxes	0.0	0.0	*0.0*	*0.0*	*0.0*	0.0	0.0	0.0	0.0
A111	*Taxes on income, profits, and capital gains*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*
A112	*Taxes on payroll and workforce*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*
A113	*Taxes on property*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*
A114	*Taxes on goods and services*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*
A115	*Taxes on international trade and transactions*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*
A116	*Other taxes*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	0.0	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*
A12	Social contributions	0.0	*0.0*	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A13	Grants	10,010.7	8,942.6	18,647.5	4,190.7	2,475.0	9,660.2	6,067.6	7,863.9	6,965.8
A14	Other revenue	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A2	Expense	2,603.5	4,301.8	18,647.5	2,116.2	2,475.0	9,660.2	6,067.6	7,863.9	6,965.8
A21	Compensation of employees	276.4	235.5	1,023.7	263.7	150.4	587.0	368.7	477.9	423.3
A22	Use of goods and services	2,096.3	2,638.5	12,341.6	1,541.3	1,813.3	7,077.5	4,445.4	5,761.4	5,103.4
A23	Consumption of fixed capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A24	Interest	2.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A25	Subsidies	4.8	0.7	32.1	0.0	4.7	18.4	11.5	15.0	13.3
A26	Grants	191.6	1,353.5	4,300.3	190.5	367.0	1,432.6	899.8	1,166.2	1,033.0
A27	Social benefits	22.3	28.0	925.3	8.6	135.9	530.6	333.3	431.9	382.6
A28	Other expense	9.9	45.5	24.6	112.2	3.6	14.1	8.9	11.5	10.2
GOB	*Gross operating balance (1-2+23+NOBz)*	7,407.2	4,640.8	-	2,074.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
NOB	*Net operating balance (1-2+NOBz)*	7,407.2	4,640.8	0.0	2,074.5	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	TRANSACTIONS IN NONFINANCIAL ASSETS:									
A31	Net investment in nonfinancial assets	5,406.8	5,645.8	4,300.0	610.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A311	Fixed assets	5,405.6	5,645.8	4,300.0	610.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A312	Inventories	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A313	Valuables	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A314	Nonproduced assets	1.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
NLB	*Net lending / borrowing (1-2+NOBz-31)*	2,000.3	(1,005.0)	(4,300.0)	1,464.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
	TRANSACTIONS IN FINANCIAL ASSETS AND LIABILITIES (FINANCING):									
A32	Net acquisition of financial assets	2,000.3	(1,005.0)	0.0	1,464.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A321	Domestic	2,000.3	(1,005.0)	*0.0*	1,464.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A3212	*Currency and deposits*	*2,000.3*	*(1,005.0)*	*0.0*	1,464.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A3214	*Loans*	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A322	External	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A33	Net incurrence of liabilities	0.0	0.0	4,300.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A331	Domestic	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A332	External	0.0	0.0	4,300.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

Source : *Ministère des Finances et de la Gestion économique. Les chiffres pour 2027 et au-delà sont des estimations basées sur des chiffres historiques des subventions, aucune confirmation formelle de la part de donateurs n'ayant été reçue à ce jour.*

Tableau 10. Compte d'exploitation consolidé en appliquant la classification SFG14, en VT millions

GFS Code	GFS Description	Actual 2023	Actual 2024	Revised Budget 2025	Actual (Jan - Aug) 2025	Budget 2026	Forecast 2027	Forecast 2028	Forecast 2029	Forecast 2030
	TRANSACTIONS AFFECTING NET WORTH:									
A1	Revenue	46,046.0	52,209.2	63,826.1	39,000.0	52,616.0	58,004.1	56,195.8	59,907.6	61,032.2
A11	*Taxes*	23,354.5	25,795.1	26,564.7	19,188.9	29,138.6	30,268.0	31,347.3	32,506.0	33,728.7
A111	*Taxes on income, profits, and capital gains*	*0.0*	*0.0*	0.0	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*
A112	*Taxes on payroll and workforce*	*0.0*	*0.0*	0.0	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*
A113	*Taxes on property*	*489.4*	*723.1*	710.3	*577.1*	*723.0*	*754.0*	*783.4*	*815.0*	*848.4*
A114	*Taxes on goods and services*	*17,963.2*	*20,995.9*	20,916.5	*15,803.4*	*23,793.5*	*24,693.6*	*25,555.5*	*26,480.8*	*27,456.7*
A115	*Taxes on international trade and transaction*	*4,902.0*	*4,076.1*	4,937.8	*2,808.4*	*4,622.1*	*4,820.4*	*5,008.4*	*5,210.2*	*5,423.6*
A116	Other taxes	*0.0*	*0.0*	0.0	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*	*0.0*
A12	Social contributions	*0.0*	*0.0*	0.0	*0.0*	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A13	Grants	*11,848.1*	*12,336.5*	24,772.3	8,175.2	6,145.0	9,660.2	6,067.6	7,863.9	6,965.8
A14	Other revenue	*10,843.4*	*14,077.6*	12,489.1	11,635.9	17,332.3	18,075.9	18,780.8	19,537.7	20,337.8
A2	Expense	37,663.7	43,094.8	62,092.0	30,078.8	47,546.2	55,422.4	51,022.8	51,374.4	50,232.1
A21	Compensation of employees	17,346.3	19,230.9	24,476.7	15,072.1	25,143.4	25,666.5	25,392.8	25,481.9	25,427.4
A22	Use of goods and services	11,218.5	11,308.7	21,394.2	6,734.8	12,525.9	18,283.3	14,889.3	15,494.1	14,836.1
A23	Consumption of fixed capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A24	Interest	1,116.6	1,169.1	1,515.7	716.9	1,537.7	1,025.8	1,016.1	962.6	718.4
A25	Subsidies	87.8	146.9	337.1	231.2	862.3	637.9	631.1	234.5	232.8
A26	Grants	5,384.7	8,347.6	11,450.9	5,082.6	4,942.6	5,754.9	5,242.1	5,448.5	5,315.3
A27	Social benefits	1,235.8	894.6	1,774.3	859.2	1,374.4	1,662.7	1,465.4	1,564.0	1,514.7
A28	Other expense	1,274.1	1,997.0	1,143.1	1,382.0	1,159.9	2,391.4	2,386.2	2,188.8	2,187.5
GOB	*Gross operating balance (1-2+23+NOBz)*	8,382.3	9,114.4	1,734.1	8,921.2	5,069.8	2,581.7	5,173.0	8,533.2	10,800.1
NOB	*Net operating balance (1-2+NOBz)*	8,382.3	9,114.4	1,734.1	8,921.2	5,069.8	2,581.7	5,173.0	8,533.2	10,800.1
	TRANSACTIONS IN NONFINANCIAL ASSETS:									
A31	Net investment in nonfinancial assets	7,439.2	10,315.1	13,221.7	3,040.0	5,918.7	3,253.2	3,324.2	1,827.1	1,827.1
A311	Fixed assets	6,932.2	9,789.3	12,410.7	2,553.5	4,907.7	3,253.2	3,324.2	1,827.1	1,827.1
A312	Inventories	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A313	Valuables	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A314	Nonproduced assets	507.0	525.8	811.0	486.5	1,011.0	0.0	0.0	0.0	0.0
NLB	Net lending / borrowing (1-2+NOBz-31)	943.1	(1,200.7)	(11,487.6)	5,881.2	(849.0)	(671.5)	1,848.9	6,706.1	8,973.0
	TRANSACTIONS IN FINANCIAL ASSETS AND LIABILITIES (FINANCING):									
A32	Net acquisition of financial assets	694.8	1,220.6	(6,162.2)	6,273.2	0.0	(3,541.7)	(1,057.4)	3,828.2	6,090.8
A321	Domestic	694.8	1,220.6	(6,162.2)	6,273.2	0.0	(3,541.7)	(1,057.4)	3,828.2	6,090.8
A3212	*Currency and deposits*	*806.0*	*1,220.6*	(6,162.2)	6,273.2	0.0	(3,541.7)	(1,057.4)	3,828.2	6,090.8
A3214	Loans	*(111.2)*	*0.0*	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A322	External	*0.0*	*0.0*	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A33	Net incurrence of liabilities	(248.3)	2,421.3	5,325.4	392.0	849.0	(2,870.2)	(2,906.2)	(2,877.9)	(2,882.2)
A331	Domestic	2,186.6	3,882.7	3,426.4	1,287.9	3,300.0	0.0	0.0	0.0	0.0
A332	External	(2,434.9)	(1,461.4)	1,898.9	(895.8)	(2,451.0)	(2,870.2)	(2,906.2)	(2,877.9)	(2,882.2)

Source : *Ministère des Finances et de la Gestion économique*

Tableau 11. Budget et estimations à moyen terme par programme et agence, en VT millions

		Exercice	Prévis. à terme	Prévis. à terme	Prévis. à terme	Prévis. à terme
Ministère	**Programme**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**
Institutions constitutionnelles		**3,430.9**	**3,320.9**	**3,320.9**	**3,320.9**	**3,320.9**
Président de la République	Soutien présidentiel	125.9	125.9	125.9	125.9	125.9
Parlement	Services Généraux	377.4	377.4	377.4	377.4	377.4
	Comptes rendus des débats	32.4	32.4	32.4	32.4	32.4
	Procédure et Lois	745.1	745.1	745.1	745.1	745.1
	Commissions parlementaires	66.8	66.8	66.8	66.8	66.8
	Bureau des commissions permanentes	92.5	92.5	92.5	92.5	92.5
Judiciaire	Administration de la Justice	409.4	409.4	409.4	409.4	409.4
	Commission de la magistrature	1.9	1.9	1.9	1.9	1.9
Malvatumauri Conseil des Chefs	Préservation des coutumes, de la culture et des langues du Vanuatu	172.7	172.7	172.7	172.7	172.7
Cour des Comptes	Contrôle des comptes publics	109.3	109.3	109.3	109.3	109.3
Bureau du Médiateur	Planification, gestion et investigations	89.2	89.2	89.2	89.2	89.2
Procureur général	Activités	150.1	150.1	150.1	150.1	150.1
Avocat public	Services juridiques au public	119.6	111.5	111.5	111.5	111.5
Commission de la Fonction publique	Commission de la Fonction publique	462.7	382.7	382.7	382.7	382.7
Cabinet juridique de l'Etat	Conseil juridique et haute direction	308.8	308.8	308.8	308.8	308.8
Bureau de la citoyenneté	Commission de la citoyenneté	82.0	77.0	77.0	77.0	77.0
	Conduite des élections	12.0	12.0	12.0	12.0	12.0
	Conseil des élections	56.2	56.2	56.2	56.2	56.2
Bureau électoral	Conseil des élections et services généraux	17.0	-	-	-	-
Ministère du Premier ministre		**1,552.1**	**1,552.1**	**1,552.1**	**1,330.2**	**1,330.2**

	Bureau du Directeur Général	169.8	169.8	169.8	169.8	169.8
	Politique de l'ITC et administration	578.2	578.2	578.2	356.3	356.3
	Direction des services linguistiques	67.3	67.3	67.3	67.3	67.3
	Bureau du Premier ministre	130.8	130.8	130.8	130.8	130.8
	Gestion de projets	360.4	360.4	360.4	360.4	360.4
	Conseil de sécurité	32.5	32.5	32.5	32.5	32.5
	Commissions spéciales	36.1	36.1	36.1	36.1	36.1
	Gestion stratégique	177.0	177.0	177.0	177.0	177.0
Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage, de la Sylviculture et de la Biosécurité		**1,998.0**	**1,948.0**	**1,948.0**	**1,948.0**	**1,948.0**
	Améliorer la sécurité alimentaire	138.7	138.7	138.7	138.7	138.7
	Améliorer la qualité et la salubrité des produits agricoles	111.9	61.9	61.9	61.9	61.9
	Augmenter la production de denrées de base	251.1	251.1	251.1	251.1	251.1
	Résilience face au changement climatique et ressources naturelles SHEFA	1,143.9	1,143.9	1,143.9	1,143.9	1,143.9
	Soutenir la capacité institutionnelle, la politique, la communication et l'administration	340.0	340.0	340.0	340.0	340.0
	Gestion durable des ressources naturelles	12.5	12.5	12.5	12.5	12.5
Ministère du tourisme, de l'industrie, du commerce et de l'entreprise Ni-Vanuatu		**1,262.8**	**1,262.8**	**1,262.8**	**1,262.8**	**1,262.8**
	Coordination de l'aide au commerce	284.3	284.3	284.3	284.3	284.3
	Soutien au Cabinet	78.8	78.8	78.8	78.8	78.8
	Développement des Coopératives	178.9	178.9	178.9	178.9	178.9

	Haute direction et services généraux	175.0	175.0	175.0	175.0	175.0
	Développement de l'industrie	191.0	191.0	191.0	191.0	191.0
	Développement et protection de la propriété intellectuelle	43.7	43.7	43.7	43.7	43.7
	Développement de normes nationales	127.4	127.4	127.4	127.4	127.4
	Développement du tourisme	183.8	183.8	183.8	183.8	183.8
Ministère de l'éducation et de la formation		**13,327.6**	**13,327.6**	**13,327.6**	**13,327.6**	**13,327.6**
	Pilier accès	3,790.9	3,790.9	3,790.9	3,790.9	3,790.9
	Pilier gestion	9,267.2	9,267.2	9,267.2	9,267.2	9,267.2
	Pilier qualité	269.5	269.5	269.5	269.5	269.5
Ministère des finances et de la gestion économique		**12,914.5**	**11,539.5**	**12,498.5**	**11,574.9**	**13,158.7**
	Facilité bancaire	600.0	600.0	600.0	-	-
	Contrôle des frontières et exécution	185.7	185.7	185.7	185.7	185.7
	Soutien au Cabinet	94.2	94.2	94.2	94.2	94.2
	Haute direction et services généraux	1,784.1	1,115.6	1,115.6	915.6	915.6
	Gestion financière et économique	1,463.2	1,463.2	1,368.1	1,368.1	1,368.1
	Contributions de l'Etat aux organisations internationales	48.0	48.0	48.0	48.0	48.0
	Subventions aux institutions	1,255.9	1,198.8	1,218.8	1,158.8	1,158.8
	Statistiques nationales	172.9	172.9	172.9	172.9	172.9
	Paiements pour le compte de l'Etat	6,860.5	6,211.1	7,245.2	7,181.6	8,765.4
	Perception de recettes	449.9	449.9	449.9	449.9	449.9
Ministère des affaires étran-gères, de la coopération internationale et du commerce extérieur		**1,047.9**	**1,047.9**	**1,047.9**	**1,047.9**	**1,047.9**

	Soutien au Cabinet	168.4	168.4	168.4	168.4	168.4
	Dept des affaires étrangères	828.0	828.0	828.0	828.0	828.0
	Négociation et développement du commerce extérieur	51.4	51.4	51.4	51.4	51.4
Ministère de la santé		**5,185.7**	**4,996.7**	**4,996.7**	**4,996.7**	**4,996.7**
	Soutien au Cabinet	73.4	73.4	73.4	73.4	73.4
	Haute direction et services généraux	686.6	686.6	686.6	686.6	686.6
	Services de santé	4,425.7	4,236.7	4,236.7	4,236.7	4,236.7
Ministère de l'infrastructure et des services publics		**5,952.4**	**4,594.4**	**4,760.4**	**3,383.7**	**3,383.7**
	Autorité de l'aviation civile	157.9	157.9	157.9	157.9	157.9
	Haute direction et services généraux	119.3	119.3	119.3	119.3	119.3
	Soutien au Cabinet ministériel	90.9	90.9	90.9	90.9	90.9
	Opérations des ports et de la marine marchande	351.7	351.7	351.7	351.7	351.7
	Développement de l'infrastructure portuaire	62.9	62.9	62.9	62.9	62.9
	Travaux publics	5,169.8	3,811.7	3,977.8	2,601.0	2,601.0
Ministère des affaires intérieures		**4,479.6**	**4,521.6**	**4,563.6**	**4,393.6**	**4,393.6**
	Soutien au Cabinet	418.7	418.7	418.7	418.7	418.7
	Services de décentralisation	974.4	1,016.4	1,058.4	1,103.4	1,103.4
	Haute direction et services généraux	14.2	14.2	14.2	14.2	14.2
	Sécurité intérieure et exécution de la loi	2,535.7	2,535.7	2,535.7	2,320.7	2,320.7
	Services nationaux	336.3	336.3	336.3	336.3	336.3
	Commission du Corps de Police	18.8	18.8	18.8	18.8	18.8
	Urbanisme et développement urbain	181.6	181.6	181.6	181.6	181.6

Ministère des terres, mines et ressources hydriques		**699.2**	**679.9**	**679.9**	**679.9**	**679.9**
	Soutien au Cabinet	64.1	64.1	64.1	64.1	64.1
	Haute direction et services généraux	235.3	235.3	235.3	235.3	235.3
	Géologie et Mines	33.7	30.7	30.7	30.7	30.7
	Gestion foncière	132.8	132.8	132.8	132.8	132.8
	Bureau de l'expert principal	21.6	21.6	21.6	21.6	21.6
	Ressources hydriques	211.8	195.5	195.5	195.5	195.5
Ministère de la jeunesse, de la justice et des services sociaux		**1,080.7**	**1,060.1**	**1,060.1**	**1,060.1**	**1,060.1**
	Soutien au Cabinet	156.1	135.5	135.5	135.5	135.5
	Services correctionnels	386.8	386.8	386.8	386.8	386.8
	Subventions aux jeunes et organismes sportifs créés par loi	169.6	169.6	169.6	169.6	169.6
	Médiateur foncier	7.2	7.2	7.2	7.2	7.2
	Tribunal foncier	88.8	88.8	88.8	88.8	88.8
	Commission des lois	37.7	37.7	37.7	37.7	37.7
	Guichet national de l'enfance	33.5	33.5	33.5	33.5	33.5
	Guichet national des personnes handicapées	28.7	28.7	28.7	28.7	28.7
	Droits humains nationaux	12.4	12.4	12.4	12.4	12.4
	Condition féminine	45.2	45.2	45.2	45.2	45.2
	Jeunesse et emploi	30.0	30.0	30.0	30.0	30.0
	Développement des jeunes et sports	84.7	84.7	84.7	84.7	84.7
Ministère de la pêche, des océans et des affaires maritimes		**821.2**	**821.2**	**821.2**	**821.2**	**821.2**
	Soutien au Cabinet	66.0	66.0	66.0	66.0	66.0

	Haute direction et services généraux	146.1	146.1	146.1	146.1	146.1
	Pêche	464.6	464.6	464.6	464.6	464.6
	Autorité maritime	101.6	101.6	101.6	101.6	101.6
	Océans et affaires maritimes	42.9	42.9	42.9	42.9	42.9
Ministère de l'adaptation au changement climatique, des risques géologiques, de la météorologie et de l'énergie		**1,125.2**	**2,161.1**	**1,301.8**	**1,027.2**	**1,027.2**
	Soutien au Cabinet	72.0	72.0	72.0	72.0	72.0
	Changement climatique	59.5	44.5	44.5	44.5	44.5
	Energie	431.1	1,505.4	646.1	371.5	371.5
	Environnement	107.3	107.3	107.3	107.3	107.3
	Haute direction et services généraux	145.9	145.9	145.9	145.9	145.9
	Gestion nationale des catastrophes	73.4	70.3	70.3	70.3	70.3
	Services météorologi-ques du Vanuatu	236.1	215.7	215.7	215.7	215.7
Total général		**54,877.9**	**52,833.9**	**53,141.6**	**50,174.8**	**51,758.5**

Source : *Ministère des Finances et de la Gestion économique*

Tableau 12. Rapprochement des dépenses prévisionnelles en VT millions[11]

		Prévisions à terme			
Exercice	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**
Plafond des dépenses prévisionnelles du Budget de fonctionnement de base	**45,642.5**	**45,043.1**	**46,077.2**	**46,013.6**	**47,597.4**
Effet des variations de paramètres et autres	-	-	-	-	-
Effet des décisions de politique	9,235.5	7,790.8	7,064.4	4,161.2	4,161.2
Total plafond du budget de fonctionnem	**54,877.9**	**52,833.9**	**53,141.6**	**50,174.8**	**51,758.5**
Espace financier non attribué	-	(3,541.7)	(1,057.4)	3,828.2	6,090.8
Dépenses prévisionnelles dans Budget 2026 (espace financier compris)	**54,877.9**	**49,292.3**	**52,084.2**	**54,003.0**	**57,849.3**

Source : *Ministère des Finances et de la Gestion économique*

[11] Les prévisions pour le plafond des dépenses totales de fonctionnement dans ce tableau sont les mêmes que celles qui figurent sur la ligne du total général au Tableau 11, mais en y ajoutant l'espace financier non attribué. Cet espace financier ne figure pas au Tableau 11 pour 2026 et au-delà parce qu'il n'a pas encore été attribué à des programmes et des activités relevant d'un Ministère.

5. Déclaration de politique budgétaire 2026

1. Déclaration de responsabilité

La déclaration de politique budgétaire pour 2026 confirme l'engagement absolu du gouvernement à l'égard du rétablissement, de l'amplification de la prestation de services et de la croissance économique pour continuer à améliorer le bien-être de tous les habitants au Vanuatu. A ce propos, la présente déclaration de responsabilité confirme l'engagement du gouvernement concernant la préparation et la finalisation du budget de l'exercice 2026 qui sera soutenu par les politiques économiques et financières fondamentales concordant avec les exigences légales des article 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [CAP 244]. Ces politiques visent à réaliser les objectifs et cibles directeurs du gouvernement qui ont été énoncés dans le Plan national de Développement durable (PNDD) ou Plan du Peuple 2030 en vue de rehausser la croissance économique et d'améliorer la prestation de services dans la République de Vanuatu toute entière.

L'article 9 exige que le gouvernement :

- fasse état de ses politiques économiques et financières, notamment celles qui se rapportent à des variables économiques et fiscales essentielles ; et
- fasse état de la discipline qu'il observera dans ses transactions économiques et financières.

L'article 10 exige que le gouvernement :

- fasse état des objectifs à long terme de sa politique fiscale en termes des principales variables économiques et fiscales ;
- précise les priorités stratégiques essentielles du gouvernement qui orienteront la préparation du budget ;
- indique quelles sont les cibles du gouvernement en matière de variables économiques et fiscales ; et
- fournisse une assurance que les objectifs à long terme énoncés dans la déclaration sont :
    a. compatibles avec les principes de gestion fiscale responsable stipulés à l'article 22 de la loi FPGE ; et
    b. cohérents par rapport à la déclaration de politique budgétaire pour l'exercice antérieur – c'est-à-dire que les politiques sont restées constantes dans le temps, ou, dans le cas contraire, que des justifications ont été apportées à l'appui des divergences.

Nous, en tant que Ministre et Directeur Général responsables de décider de la politique économique, financière et fiscale du gouvernement et de la mettre en œuvre, nous avons l'honneur de confirmer que la Déclaration de politique budgétaire pour 2026 cadre avec les articles 9 et 10 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [CAP. 244].



Hon. Johnny Koanapo Rasou (MP)
Ministre des Finances et de la Gestion économique
Ministère des Finances et de la Gestion économique

Mr. Roan Lester SUNGHIK
Directeur Général
Ministère des Finances et
de la Gestion économique

2. Politiques économiques et financières

Les politiques économiques et financières du gouvernement vont continuer de mettre davantage l'accent sur le renforcement du secteur productif comme du secteur social afin de stimuler la croissance économique du pays, rehausser la prestation de services et améliorer le bien-être de toute la population du Vanuatu. Pour ce faire, le gouvernement va continuer à lever suffisamment de recettes et affecter ses ressources financières au secteur productif et au secteur social tout à la fois en 2026 suivant les résultats prioritaires prévus dans cette déclaration de politique budgétaire.

Les principes qui guident la finalisation et la mise en œuvre du budget 2026 sont ceux de gestion fiscale responsable énoncés à l'article 22 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique (FPGE) [CAP 244], qui sont cités dans l'encadré ci-dessous et qui exigent que le gouvernement poursuive les objectifs de sa politique budgétaire.

Article 22 dela loi PFGE : Principes de gestion fiscale responsable

1. Réduire, puis gérer la dette publique à des niveaux prudents, de façon à aménager un système tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur le montant total de la dette publique à l'avenir en veillant à ce que les dépenses globales totales de l'Etat au cours de chaque exercice soient inférieures aux recettes globales totales du même exercice si ces niveaux ne sont pas atteints ;
2. Réaliser et maintenir une valeur nette publique à des niveaux qui permettent d'interposer une zone tampon en prévision de facteurs qui pourraient avoir un effet néfaste sur cette valeur à l'avenir ;
3. Gérer avec prudence les risques fiscaux auxquels l'Etat est exposé ; et
4. Pousuivre des politiques qui soient compatibles avec un degré de prédiction raisonnable quant au niveau et à la stabilité des taux d'imposition dans les années à venir.

3. Politiques budgétaires

Les politiques budgétaires pour 2026 ont été établies en conformité avec les articles 9, 10 et 22 de la loi FPGE [CAP. 244]. Les politiques, objectifs et cibles budgétaires sont cruciaux pour le processus de préparation et d'établissement du budget 2026.

Les politiques budgétaires 2026 comprennent :

1. les priorités de la politique budgétaire pour 2026 ;
2. les cibles économiques et financières pour 2026 ; et
3. les objectifs de la politique économique à long terme.

A. Les priorités de la politique budgétaire pour 2026

Contexte

Comme le stipule la loi sur le Pouvoir exécutif, le Premier ministre (PM) fixe les priorités stratégiques de la politique et la planification et des décisions administratives significatives pour la République de Vanuatu. Cette mission confiée par la loi permet de développer les priorités de la politique du gouvernement en 2026 focalisées sur les piliers Environnement et Société du PNDD. L'article 9 de la loi FPGE veille à ce que l'affectation des ressources financières concorde avec ces priorités du gouvernement.

Le PNDD, aussi appelé Vanuatu 2030 : Le Plan du Peuple, constitue le document directeur pour le gouvernement dans l'élaboration des priorités des politiques pour 2026 en vue de réaliser la vision du peuple. Comme il ne reste plus que quatre ans restant à courir jusqu'à la fin du Plan du Peuple, les priorités de 2026 vont servir à établir une nouvelle plateforme pour permettre aux parties prenantes de renouveler leur engagement à mettre en œuvre notre agenda de développement.

L'année 2026 est une année pivotale car elle correspond à une décennie depuis l'instauration de la notion de 'développement durable' comme but commun à l'échelon national et international. Le PNDD s'est révélé être un cadre complet pour le développement national, formé à partir de consultations étendues entre agences publiques, organisations non gouvernementales, représentants du secteur privé, organisations communautaires, société civile et partenaires au développement. Il cadre également avec les objectifs mondiaux de développement durable.

Les évaluations récentes indiquant que 50% des objectifs du PNDD ont été atteints, le gouvernement se rend compte de la nécessité urgente de redoubler d'efforts. Cela inclut de se préoccuper des défis constants que posent le changement climatique, le dépeuplement rural, le développement économique et l'érosion culturelle qui menacent l'identité unique du Vanuatu et son intégrité environnementale.

Les priorités de la politique du gouvernement pour 2026 sont basées sur la feuille de route des priorités élaborée à l'issue du Sommet sur le PNDD en 2022.



2023

But : Réformes nationales et sous-nationales et partenariats

Résultats ciblés :

- Croissance économique et développement
- Résilience
- Renforcement des cadres de planification et de budgétisation

Stratégies : 4 (axées sur le rétablissement, la réhabilitation et les partenariats)

2024

But : Plans de développement nationaux, provinciaux, municipaux et de district

Résultat ciblé : Amélioration et bon dimensionnement de l'infrastructure et des services

Stratégies :

- Infrastructure adaptée et pertinente
- Prestation de services fiable et solide

2025

But : Population et environnement résilients

Résultat ciblé : Une société juste, en harmonie avec l'environnement

Stratégies :

- Croissance verte et inclusive
- Résilience climatique
- Protection de la biodiversité
- Partenariats novateurs pour cadres de développement

2026
But : Suivi et rapport de mise en œuvre du PNDD
Résultat ciblé : cibles du PNDD réexaminées
Stratégies :

- Rapport et suivi de la mise en œuvre du PNDD
- Pubication de rapports d'achèvement au cours des quatre années antérieures

Le gouvernement entrant a aussi introduit un Plan de 100 Jours. Celui-ci recadre les objectifs à court terme pour en faire des buts élargis, en cours.

Ces priorités se veulent promouvoir le développement durable, la croissance économique et une meilleure qualité de vie pour tous les citoyens.

1. Renforcement de la gouvernance et de l'efficacité du secteur public

But : Rehausser l'efficacité, la transparence et la responsabilité des activités des pouvoirs publics.

Initiatives clés :

- Raffiner les structures gouvernementales et optimiser les agences centrales.
- Mettre en œuvre des réformes électorales en vue de rehausser la responsabilisation et la supervision politique.
- Rationaliser l'administration publique, y compris la gestion des ressources et les jours fériés.
- Instituer une Commission des Services de Santé pour améliorer la prestation de services de santé.
- Aligner les cadres juridique et règlementaire avec les normes internationales (citoyenneté, affaires maritimes, gestion environnementale).
- Poursuivre la politique de développement de Santo comme plaque tournante économique.

2. Favoriser la reprise économique et la croissance durable

But : Promouvoir la résilience économique, la diversification et la croissance inclusive.

Initiatives clés :

- Se préoccuper des impacts économiques de catastrophes naturelles, en se focalisant sur la perception de recettes et la croissance.
- Soutenir la reconstruction de zones du centre-ville touchées par le tremblement de terre du 17 décembre 2024.
- Encourager une concurrence juste et la protection des consommateurs par une révision de la loi sur le contrôle des prix.
- Explorer les possibilités de nouvelles sources de recettes pour renforcer les finances de l'Etat.
- Mener des campagnes de marketing ciblées pour promouvoir le Vanuatu comme destination touristique.
- Se préoccuper du monopole sur le carburant et de la réduction des prix.

3. Investissement dans l'infrastructure et la résilience

But : Développer une infrastructure résiliente pour appuyer l'activité économique et améliorer le bien-être des communautés.

Initiatives clés :

- Démolir les bâtiments condamnés pour créer des espaces urbains plus sûrs.
- Obtenir des terrains appartenant à l'Etat pour une relocalisation stratégique des bureaux du gouvernement.
- Effectuer une évaluation complète des routes avec plan de remise en état en privilégiant les itinéraires routiers essentiels.
- Mettre à niveau l'infrastructure, dont la route autour d'Efate et la route de la côte est de Santo.
- Rehausser les systèmes d'évacuation des eaux et d'égouts à Port-Vila.
- Finaliser l'acquisition de terrains pour des projets cruciaux (cimetière à Eratap, subdivision de Lakatoro, aéroport de Whitegrass à Tanna, aéroport de Norsup).
- Rétablissement, reconstruction des infrastructures publiques touchées par des catastrophes, dont routes, ponts, écoles, dispensaires et bâtiments publics.

4. Transformation de l'éducation et développement des compétences

But : Améliorer la qualité, l'accessibilité et la pertinence de l'éducation et de la formation pour répondre aux besoins des travailleurs et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie.

Initiatives clés :

- Mettre en œuvre des réformes à la Commission du Corps enseignant pour relever l'efficacité et la responsabilité.
- Introduire un système de patente d'enseignant pour uniformiser les qualifications et rationaliser l'embauche.
- Mener des contrôles financiers afin d'améliorer la transparence dans le financement de l'éducation.
- Obtenir des financements pour la réparation des écoles et élargir les opportunités d'apprentissage en ligne.
- S'occuper de la pénurie d'enseignants par une collagtion avec les partenaires au développement.

5. Renforcement des relations étrangères et de la coopération internationale

But : Relever le statut du Vanuatu dans le monde et promouvoir des intérêts par des partenariat stratégiques et l'engagement international.

Initiatives clés :

- Renforcer les alliances régionales et internationales.
- Préconiser des actions contre le changement climatique et un engagement à l'égard des obligations internationales de financer les pertes et les dégâts.
- Obtenir des investissements étrangers qui cadrent avec les buts du développement national.

- Améliorer les accords de commerce et renforcer les missions diplomatiques.
- Nommer un Haut Commissaire en Inde pour renforcer la coopération économique et stratégique.
- Ratifier le Traité sur la haute mer (connu sous le nom de BBNJ Agreement) relevant du droit de la mer de l'ONU pour protéger la biodiversité marine.

Ces priorités directrices guideront les efforts du gouvernement pour bâtir un avenir plus prospère, résilient et équitable pour tous les citoyens du pays. Le gouvernement assurera régulièrement le suis des progrès et adaptera ses stratégies selon que de besoin pour parvenir à ces buts.

Le gouvernement est voué à faire avance une stratégie globale qui encourage une croissance économique durable et rehausse la qualité de vie tout en s'assurant que les institutions nationales sont solides et transparentes. Des initiatives axées sur l'agriculture, le changement climatique et les actions immédiates prévues dans le plan de 100 jours sont intégrées dans ces priorités.

Résultat prioritaire 1 : Croissance économique durable et résilience

Se lancer dans une trajectoire de développement économique durable qui privilégie la création d'emplois, une amélioration du niveau de vie et la diversification économique. L'accent sera mis sur le soutien aux entreprises locales, l'essor du tourisme et l'attraction d'investisseurs étrangers, notamment pour des investissements dans l'agriculture, le commerce et le tourisme.

Résultats ciblés : Revenus des ménages en hausse, économie diversifiée et résiliente et diminution de la dépendance à l'aide extérieure.

But : Parvenir à une croissance annuelle du PIB de 5% et une diminution du chômage de 2%.

Stratégie

- Lancer un programme de productivité agricole pour aider les fermiers avec des ressources et de la formation.
- Etablir des partenariats efficaces qui favorisent le développement du secteur privé dans le domaine des services et de l'industrie tertiaire.
- Augmenter les coopératives et les programmes de micro-financement pour la petite et moyenne entreprise.
- Mener des campagnes de marketing ciblées pour promouvoir le Vanuatu comme destination touristique.

Résultat prioritaire 2 : Education, formation et développement des compétences

Renforcer les systèmes d'enseignement et de formation professionnelle pour créer une main-d'œuvre capable de relever les défis du monde moderne. Elargir l'accès à un enseignement de qualité, améliorer la formation des enseignants et aligner les carrières professionnelles sur les besoins du marché.

Résultat ciblé : Davantage d'opportunités d'éducation et meilleur développement des aptitudes chez les enfants et les jeunes pour aboutir à une main-d'œuvre plus qualifiée et productive.

Buts :

- Relever le taux de littératie et de numératie des élèves à tous les niveaux d'éducation.
- Améliorer l'accès à un enseignement de qualité en milieu rural et dans les régions désavantagées.
- Rehausser les programmes de formation professionnelle pour les cadrer avec la demande de main-d'œuvre sur le marché.
- Augmenter le nombre d'enseignants et de formateurs qualifiés.
- Une main-d'œuvre qualifiée qui répond aux besoins du PNDD et favorise la croissance économique durable.

Stratégies :

- Appliquer des normes d'études mises à jour axées sur des aptitudes et des connaissances pratiques.
- Investir dans des programmes de formation des enseignants et de perfectionnement professionnel.
- Elargir l'accès à la technologie et à des ressources d'apprentissage numériques dans les établissements scolaires.
- Renforcer les partenariats entre institutions éducatives et entreprises pour proposer des opportunité de formation pertinentes.
- Identifier les besoins en termes d'aptitudes et de lacunes sur tous les secteurs et tous les niveaux des pouvoirs publics. Appliquer des programmes de formation ciblés pour combler les lacunes identifiées.
- Revoir et mettre en œuvre le plan de développement national des compétences des ressources humaines.

Résultat prioritaire 3 : Soins de santé et adaptation climatique

Améliorer les services de soins de santé tout en intégrant la résilience climatique dans la planification du secteur de la santé et de l'infrastructure. Cela comprend renforcer les soins de santé primaires, moderniser les structures hospitalières et évaluer l'impact du changement climatique sur la santé.

Résultats ciblés : Une santé et une résilience rehaussées parmi les citoyens et une diminution des problèmes de santé et des maladies.

But 1 : Réduire le taux mortalité infantile (TMI), le taux de mortalité chez les moins de 5 ans et le taux de mortalité maternelle (TMM) de 5%.

Stratégie

- Renforcer les interventions intégrées, y compris des services de santé mobiles et/ou d'extension à tous les niveaux en vue de réduire la maladie et la mort chez les mères, les nouveaux-nés, les bébés et les enfants
- Améliorer la qualité et la couverture des soins de santé pour les mères et les enfants en dotant les structures sanitaires et les installations de soins dans les communauté de ressources et d'effectifs et en donnant des moyens aux services sur place et d'extension.

But 2 : Réduire l'incidence des MNT (maladies non transmissibles) de 5% et de l'incidence parasitaire annuelle (IPA) du paludisme de 2%

Stratégie :

- Interventions intégrées renforcées à tous les niveaux pour réduire la morbidité et la mortalité causées par les MNT et les plus gros facteurs de risque à tous les niveaux du système de santé.
- Prévention, dépistage précoce et traitement immédiat des cas de paludisme.

But 3 : Elargir l'accès à des soins de santé en zone rurale dans la province de Torba et la province de Malampa de 10%.

Stratégie :

- Ameliorer et moderniser l'infrastructure sanitaire
- Améliorer la capacité et la disponibilté des ressources humaines dans les dispensaires.

Résultat prioritaire 4 : Infrastructure et développement adapté au climat

Investir dans l'infrastructure qui favorise la croissance économique et répond aux buts climatiques. Cela englobe l'amélioration des transports, les énergies renouvelables, l'eau et l'hygiène publique et la connectivité numérique.

Résultats ciblés :

- Accès accru à des infrastructures résilientes au climat.
- Accès accru à de l'eau propre.
- Accès accru à des énergies efficaces et abordables financièrement (y compris renouvelables).
- Diminutions du coût des transports.
- Accès accru à des services.
- Augmentation des opporutnités économiques en milieu rural.

Buts :

1. **Routes** : Développer 100 km de nouvelles routes résilientes (avec systèmes d'écoulement des eaux).

2. **Accès à de l'eau en milieu urbain** : Augmenter la capacité d'accès à de l'eau propre à 100% dans les zones de concession urbaine à Port-Vila et Luganville.

3. **Accès à l'eau en province** : Augmenter la capacité d'accès à de l'eau propre à 100% dans les centres / sièges provinciaux.

4. **Accès à l'eau à l'échelon national** : Augmenter la capacité d'accès à de l'eau propre à 85% dans toutes les communauttés au Vanuatu.

5. **Concessions électriques** : Augmenter jusqu'à 100% l'accès à l'électricité, l'abordabilité et l'efficacité dans toutes les zones sous concession.

6. **Energies pourles capitales provinciales** : Augmenter jusqu'à 100% l'accès à l'électricité, l'abordabilité et l'efficacité dans toutes les capitales provinciales.

Stratégies :

- **Routes :** Mettre en œuvre la stratégie 5 des voies publiques : "Construire un réseau routier essentiel durable et efficace."
- **Eau :** Mettre en œuvre la politique nationale de l'eau (2017-2030) pour garantir des sources d'eau sécurisées, sûres, accessibles, abordables et durables pour toutes les communautés au Vanuatu.
- **Energie :** Mettre en œuvre la feuille de route nationale sur l'énergie (2016-2030) pour parvenir à une énergie accessible, abordable et efficaceto grâce à des énergies renouvelables dans les réseaux de distribution sous concession, les bâtiments et l'infrastructure publics, les centres provinciaux, les plaques tournantes économiques, les mini-cités et les communautés rurales.

Résultat prioritaire 5 : Décentralisation et gouvernance locale

Faire avancer la décentralisation et soutenir des modèles de croissance proviciaux. Mettre en œuvre un cadre budgétaire équilibré dans toutes les provinces et habiliter les gouvernements locaux à assurer des services multiples et diversifiés de concert avec les agences sectorielles situées dans les provinces.

Résultats ciblés : Une gouvernance locale efficace, une croissance économique accrue, une distribution juste des ressources et prestation de services.

But : Faire progresser le processus de un plan/ un budget dans trois provinces et relever les capacité de gouvernance en province.

Stratégies :

- Mener des consultation et concevoir un système de un plan/ un budget par province dans des provinces présélectionnées.
- Renforcer les conseils de district pour faciliter la collaboration avec des agences opérationnelles en vue d'assurer des services diversifiés.
- Renforcer les Services généraux dans les gouvernements provinciaux, y compris développement des capacités et systèmes de gestion financière.
- Construire des infrastructures pour des bureaux pour les conseils de district et les équiper comme centres administratifs pour des cartes d'identité nationale, des passeports, les registres d'état civil et les processus de mobilité de la main d'œuvre.
- Construire des postes de police et des logements pour la police et le personnel des gouvernements provinciaux.
- Renforcer le maintien de l'ordre dans les communautés, relever la capacité des agents de police communautaires et étendre leurs responsabilités.
- Restructurer la Direction de l'Inspection du Travail et créer une entité distincte pour les programmes de mobilité de la main d'œuvre avec des services de recrutement étendus aux provinces.
- Etendre le système d'inscription pour les passeports à l'étranger pour rehausser l'accessibilité et faciliter les déplacements.

- Numériser et intégrer les informations d'identification personnelles pour favoriser le fonctionnement couplé de systèmes différents.
- Acquérir des terrains pour l'établissement de nouvelles communes dans les provinces.

Résultat prioritaire 6 : Renforcer les relations étrangères et la coopération internationale

Résultats ciblés : La souveraineté du Vanuatu est rehaussée ainsi que son intérêt dans le monde, engagement positif avec la communauté internationale et débouchés accrus sur les marchés internationaux

But : Rehausser le statut du Vanuatu dans le monde et promouvoir ses intérêts par des partenariats stratégiques et un engagement international.

Stratégies :

- Renforcer les alliances régionales et internationales.
- Préconiser des actions face au changement climatique.
- Obtenir des investissements étrangers qui cadrent avec les buts du développement national.
- Améliorer les accords de commerce et renforcer les missions diplomatiques.
- Nommer un Haut Commissaire en Inde pour renforcer la coopération économique et stratégique.
- Ratifier le Traité sur la haute mer dit BBNJ Agreement relevant du droit international de la mer de l'ONU afin de protéger la biodiversité marine.

Résultat prioritaire 7 : Sécurité nationale

Soutenir la sécurité nationale en vue d'anticiper des menaces et de renforcer les systèmes, les mécanismes, la législation et les ressources du pays comme indiqué sous le pilier Stratégie de sécurité nationale.

Résultats ciblés : Sécurité rehaussée, moins de risques de criminalité et intégrité nationale sécurisée. Diminution de la dépendance, amélioration des capacités et d'affectation des ressources.

But : Renforcer le système de sécurité du Vanuatu pour en rendre l'architecture plus robuste capable d'anticiper, de prévenir et de répondre à n'importe quelle menace pour la sécurité de manière efficace et opportune.

Stratégies:

- A partir des perspectives sécuritaires de 2026, mener des consultations et inventorier les lacunes en termes de ressources et les contraintes en termes de capacité ;
- Renforcer la collecte de données sur la sécurité, les bases de données et l'échange d'informations ;
- Maximiser la sensibilisation au manuel de classification pour renforcer la protection d'informations et de données souveraines secrètes ;

- Mener des consultations avec la Commission de la Fonction publique sur l'attribution de terrains publics à des entités critiques pour la sécurité telles que le DCTN, le Bureau de normalisation, les Pêches, l'AAC et les Ports et la Marine ;
- Créer un registre des infrastructures critiques pour protéger au mieux les infrastructures cruciales du Vanuatu ;
- Renforcer les moyens et le réseau de renseignements pour la promulgation d'un projet de loi sur le renseignement ;
- Renforcer les capacités et les ressources des systèmes de surveillance terrestre, maritime, sous-marine, de l'espace aérien et supérieur.

Résultat prioritaire 8 : Economie bleue durable

Objectif : Rehausser les secteurs de la pêche et maritime en exploitant les opportunités d'économie bleue et en mettant l'accent sur la protection marine, ce qui inclut le développement de plaques tournantes de pêche et l'amplification des infrastructures maritimes.

Résultats ciblés :

- Gains économique accrus.
- Meilleurs moyens d'existence pour les communautés côtières.
- Installations maritimes renforcées pour soutenir les économies locales.

Buts :

1. Développer un cadre intégré pour mettre en œuvre des politiques sur les océans et la pêche axées sur la durabilité tout en produisant un maximum de retombées économiques bénéfiques.
2. Introduire deux nouvelles sources de recettes et politiques adaptées tout particulièrement à l'économie bleue.
3. Parvenir à une hausse de 15% des recettes produites par les secteurs de l'économie bleue.

Stratégie :

- Mettre en œuvre la politique nationale sur les océans (2016-2030) et la politique nationale sur la pêche (2016-2031).
- Développer un cadre de gouvernance des océans pour uniformiser les missions directrices existantes concernant les actions nationales relatives aux ressources naturelles et marines. Ce cadre permettra de traiter d'affaires maritimes et océaniques sous l'économie bleue.

Résultat prioritaire 9 : Jeunesse, Justice et Services sociaux

Favoriser un cadre de gouvernance transparent et responsable. Renforcer les mesures de lutte contre la corruption, faire progresser les affaires en justice et améliorer l'aide sociale pour les membres vulnérables de la société.

But :

- Parvenir à réduire le nombre d'affaires en attente devant les tribunaux d'un certain pourcentage et à accroître de 25% la participation des jeunes et des femmes dans des initiatives de développement dans les communautés.
- Améliorer la place du Vanuatu dans l'Index de perception de la corruption de Transparency International de 5 points.

Résultats ciblés :

- La procédure pour des affaires de justice est rationalisée entraînant une résolution plus rapide des causes.
- Davantage d'initiatives menées par les jeunes pour promouvoir le développement et l'autonomie.
- Inclusivité sociale accrue pour les groupes marginalisés, notamment les femmes.
- Administration d'une justice accessible, pertinente, opportune et de qualité pour tous les citoyens.

Stratégies :

1. Mettre en œuvre des mécanismes pour résoudre des litiges par d'autres moyens (RLAM) :

    - Soutien accru pour des programmes structurés de RLAM offrant la médiation et l'arbitrage pour divers litiges et réduisant ainsi le nombre d'affaires devant les tribunaux.
    - Soutenir des organisations d'aide judiciaire pour améliorer l'accès à de tels services pour les groupes n'ayant pas d'avocat pour les représenter.

2. Amplifier l'accès à des informations et des services judiciaires :

    - Mettre au point des plateformes d'information faciles à utiliser (en ligne et dans des centres communautaires) pour que les citoyens aient accès à des ressources et des conseils judiciaires.
    - Créer des programmes de communication ciblant les communautés isolées ou marginalisées pour s'assurer qu'elles sont informées concernant leurs droits et les options à leur disposition.

3. Etablir un cadre national pour une institution des droits de l'homme et la lutte contre la corruption:

    - Promouvoir la responsabilité et la transparence au sein du système judiciaire pour bâtir la confiance du public.
    - S'assurer que les droits de tous les citoyens sont respectés, en ciblant les groupes marginalisés, dont les enfants, les femmes et les personnes vivant avec un handicap.

4. Soutenir le développement d'un système inclusif pour les sports

    - favoriser des dispositifs de partenariat pour entreprendre des initiatives visant à identifier et développer les talents dans les écoles, y compris par des activités physiques organisées dans les communautés et à l'échelon national.

En intégrant ces stratégies, le gouvernement cherche non seulement à rationaliser la justice, mais aussi à s'assurer qu'elle demeure accessible, pertinente, opportune et de grande qualité, favorisant une société plus équitable pour tous les citoyens.

Résultat prioritaire 10 : Poursuivre la mise en œuvre des réformes et maintenir les services essentiels et les engagements

Pour gérer les ressources et le développement de façon efficace et durable, le gouvernement va continuer à s'assurer que des ressources seront disponibles pour mettre en œuvre et maintenir des initiatives de développement et soutenir ses obligations, notamment pour réagir lors de catastrophes et favoriser un rétablissement en temps utile

- **Continuer à soutenir les priorités directrices de 2025** à savoir l'infrastructure, les plaques tournantes économiques et culturelles
- **Continuer à soutenir les efforts de rétablissement** pour appliquer des stratégies pour reconstruire le centre ville de Port-Vila, renforcer la résilience et la reprise économique du pays en **construisant des infrastructure résilientes pour les secteurs économique, social et environnemental** tant à l'échelon national que sous-national.
- **Continuer à rembourser les prêts** et remplir les obligations légales du gouvernement pour assurer une gestion financière efficace
- **Préparation et situation de crise** pour permettre au gouvernement de se préparer et de réagir en cas de menace de catastrophe naturelle ou autre sans toucher aux crédits affectés aux services.
- **2e réexamen des 10 ans de mise en œuvre du PNDD et 2e Sommet du PNDD** pour en constater les progrès, avec des recommandations pour les 4 prochaines années.
- **Attribution de l'espace financier aux résultats prioritaires (est.)**

Ainsi, la politique du gouvernement pour 2026 est axée sur le renforcement des 3 niveaux d'administration, national, provincial et conseil de district, en vue de les doter de ressources de qualité et ciblées, sur la base de 10 résultats essentiels.

Avec l'aide du SdF, la DPPSCA a examiné de près la tendance en termes de répartition de l'espace fiscal au cours des dernières années. Après l'avoir analysée, il est proposé que la CBM répartisse globalement l'espace fiscal pour les résultats directeurs de la façon suivante :

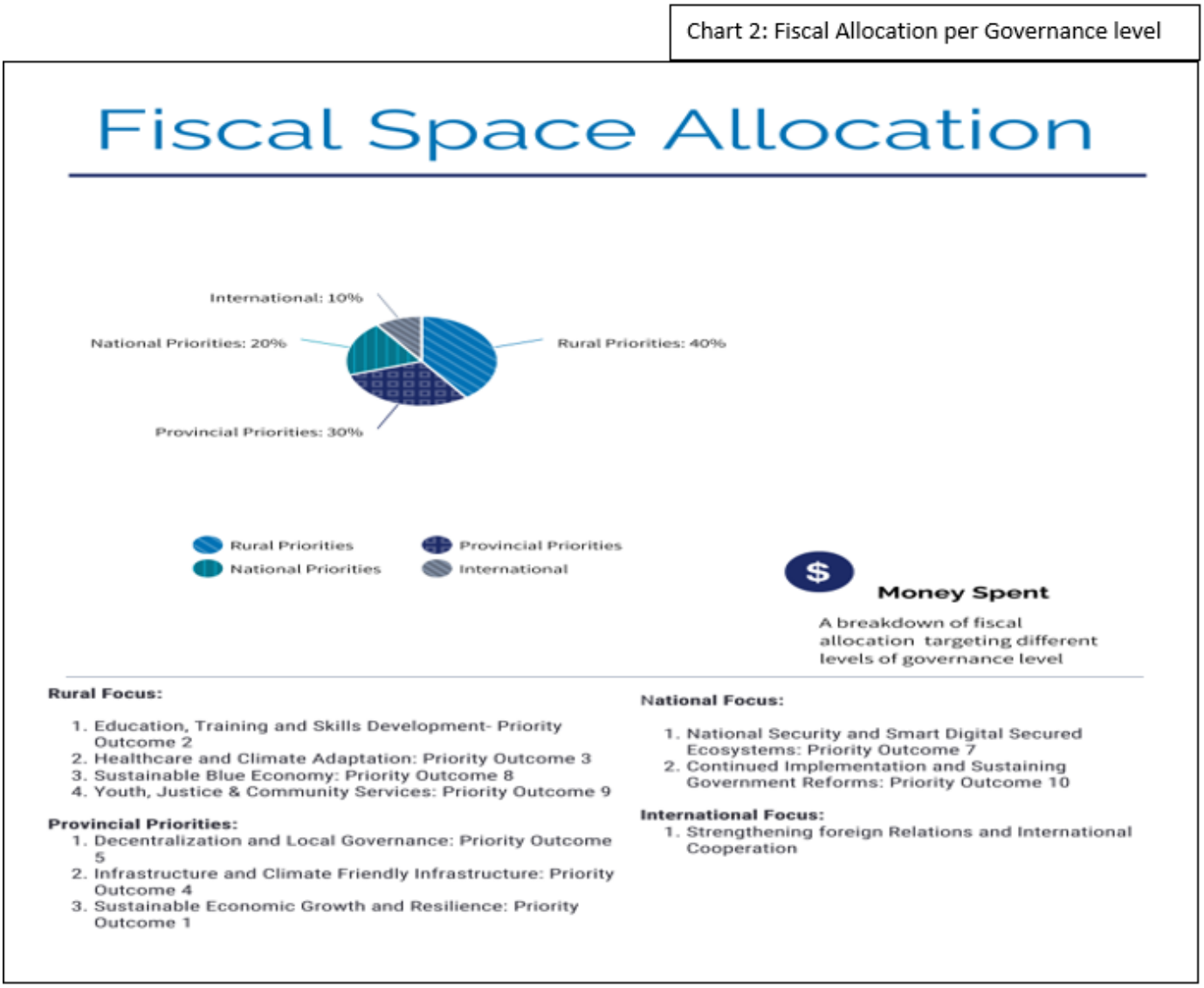
- **Résultat prioritaire 1 : Croissance économique durable et résilience : 10%**
- **Résultat prioritaire 2 : Education, Formation et Développement des compétences : 10%**
- **Résultat prioritaire 3 : Soins de santé et adaptation au climat : 10%**
- **Résultat prioritaire 4 : Infrastructure et développement adapté au climat : 10%**
- **Résultat prioritaire 5 : Décentralisation et gouvernance locale : 10%**
- **Résultat prioritaire 6 : Renforcement des relations étrangères et de la coopération internationale : 10%**
- **Résultat prioritaire 7 : Sécurité nationale et écosystèmes numériques sécurisés : 10%**

- **Résultat prioritaire 8 : Economie bleue durable : 10%**
- **Résultat prioritaire 9 : Jeunesse, Justice et services sociaux : 10%**
- **Résultat prioritaire 10 : Poursuivre la mise en œuvre des réformes et maintenir les services et les engagements du gouvernement : 10%**

Graphique 1 : Répartition de l'espace financier par secteur prioritaire



Graphique 2 : Répartition de l'espace financier par niveau de gouvernance



Les analystes de politique de la DPSPCA travailleront de concert avec les secteurs pour analyser leurs NPP et s'assurer qu'elles correspondent à l'un des dix (10) résultats prioritaires pour 2026 et atteignent les cibles du PNDD, avant d'œuvrer avec les analystes des dépenses au SFT pour préparer les mémoires destinés aux membres de la Commission budgétaire ministérielle (CBM). Cela aidera la CBM dans la prise de décision, surtout pour ce qui est de cibler les affectations, et permettra de comparer les affectations finales avec les affectations budgétaires prioritaires pour 2026 prévues dans le présent document.

Soutien apporté aux programmes par les partenaires au développement

Avec le soutien de ses partenaires au développement, le gouvernement va apporter de l'aide pour tous les résultats directeurs. Grâce à la mise en œuvre de la politique de gestion de l'APD et à la stratégie de mise en œuvre de la gestion de l'APD, le gouvernement continue de dialoguer avec tous les partenaires au développement pour veiller à la concordance de leurs programmes (en cours et nouveaux) avec les priorités du gouvernement telles qu'identifiées. Les pourparlers se poursuivront en 2026.

B. Politiques financières

La politique financière du gouvernement continuera d'être guidée par les principes de gestion fiscale responsable. De concert avec les réformes des pouvoirs publics et la bonne gestion des finances, les politiques financières continueront de mettre davantage l'accent sur la croissance de l'économie en augmentant les recettes de l'Etat et en couvrant les dépenses des programmes et des activités, tout en rehaussant la prestation de services pour améliorer le bien-être de toute la population du Vanuatu.

C Actualisation économique de l'année 2025

Perspectives économiques dans le monde (PEM)

Les perspectives économiques dans le monde du mois d'avril 2025 selon le Fonds Monétaire International (FMI) prédisent une économie mondiale aux prises avec un ralentissement de la croissance et des incertitudes croissantes en 2025 et 2026. La croissance mondiale du PIB, d'après les prévisions, diminuerait de 2,8 pour cent en 2025, une baisse de 0,5 point de pourcentage par rapport aux prévisions en janvier 2025, avant de se redresser modérément à 3,0 pour cent en 2026. Les marchés émergents et les économies en développement devraient connaître une croissance de 3,7 pour cent en 2025, avec l'Inde en tête à 6,2 pour cent, tandis que la croissance en Chine a été ramenée à 4,0 pour cent en raison des tensions commerciales et d'une demande intérieure terne. Les économies avancées font face à des perspectives plus faibles, avec une croissance de 1,4 pour cent en 2025, dont une chute à 1,8 pour cent aux Etats-Unis. La zone euro s'apprête à avoir une croissance de 0,8 pour cent en 2025, avec l'Espagne la plus performante à 2,5 pour cent.

Le FMI souligne une escalade des risques, par exemple des ruptures dans les échanges commerciaux et un volatilité financière qui compromet les perspectives pour la période 2025-2026. Pour 2025, les baisses de croissance traduisent l'impact des tarifs américains et l'incertitude politique, avec une croissance du commerce mondiale estimée à tout juste 1,7 pour cent. Les marchés émergents en Asie affichent de la résilience, mais l'Amérique Latine, le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne sont confrontés à des révisions à la baisse, avec le Mexique se contractant prévisionnellement à -0,3 pour cent en 2025 à cause de la politique commerciale américaine. En 2026, on s'attend à ce que la croissance se stabilise, soutenue par des réformes structurelles et une atténuation de l'inflation qui est pressenti être de 3,6 pour cent dans le monde. Le FMI enjoint les décideurs de politique à gérer avec soin la détente monétaire de façon à équilibrer croissance et inflation, à poursuivre une consolidation fiscale et mener des réformes pour relever la participation et la productivité de la main-d'œuvre. Il est crucial de renforcer la coopération commerciale multilatérale afin d'atténuer la fragmentation et de soutenir la reprise.

Tableau 13: Perspectives économiques dans le monde : PIB réel (évolution d'une année à l'autre ; pourcent)

	Perspectives économiques dans le monde								
	2022	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**	**2029**	**2030**
Production mondiale	**3.6**	**3.5**	**3.3**	**2.8**	**3.0**	**3.2**	**3.2**	**3.2**	**3.1**
Economies avancées	2.9	1.7	1.8	1.4	1.5	1.7	1.7	1.7	1.7
Etats-Unis	2.5	2.9	2.8	1.8	1.7	2.0	2.1	2.1	2.1
Zone Euro	3.5	0.4	0.9	0.8	1.2	1.3	1.3	1.2	1.1
Japon	0.9	1.5	0.1	0.6	0.6	0.6	0.6	0.5	0.5
Marchés émergents et économies en dév.	4.1	4.7	4.3	3.7	3.9	4.2	4.1	4.1	4.0
Chine	3.1	5.4	5.0	4.0	4.0	4.2	4.1	3.7	3.4

Source : Fonds Monétaire International, Perspectives économiques dans le monde (PEM), avril 2025

Les perspectives pour les économies avancées en 2025 et 2026 indiquent une croissance restreinte dans un contexte de troubles des échanges commerciaux et d'incertitude politique. Le FMI prédit un taux de croissance de 1,4 pour cent pour les économies avancées en 2025, une baisse par rapport aux attentes précédentes, avec une légère amélioration anticipée en 2026. Les Etats-Unis sont face à un ajustement abrupt de 1,8 pour cent de croissance en 2025, attribuable à des tarifs élevés et un recul de la demande, et le risque d'un nouveau ralentissement persiste jusqu'en 2026. On s'attend à ce que la zone euro connaisse une croissance de 0,8 pour cent en 2025. Une forte demande en Espagne devrait relever la croissance à 2,5 pour, tandis que l'Allemagne et la France sont à la traîne du fait d'une affaiblissement de la confiance chez les consommateurs. La croissance du Japon a été révisée à la baisse à 0,6 pour cent en 2025, entravée par des défis structurels, mais on prévoit une reprise modeste en 2026. Les économies avancées vont en outre être confrontée à des pressions inflationnistes induites par les tarifs, avec une inflation estimée à 2,5 pour cent 2025, ce qui va nécessiter un calibrage prudent de la politique monétaire pour équilibrer croissance et stabilité des prix.

Les prévisions pour les marchés émergents et les économies en développement en 2025 et 2026 montrent une croissance modérée dans un contexte de tensions commerciales et de défis dans la région. Le FMI prédit une croissance à 3,7 pour cent en 2025 et une légère hausse en 2026 sous l'effet de la résilience en Asie. La croissance de l'Inde demeure robuste à 6,2 pour cent en 2025 grâce à une forte demande intérieure, tandis que les prévisions en Chine sont tombées à 4,0 pour cent à cause de l'impact des tarifs de l'US et d'une faible consommation intérieure. L'Amérique Latine est confrontée à des perspectives en baisse, avec le Mexique pressenti se contracter à -0,3 pour cent en 2025 en raison des perturbations du commerce, alors que l'Argentine anticipe une reprise à 5,5 pour cent. Le Moyen-Orient et l'Asie Centrale sont aux prises avec des risques géopolitiques, tandis qu'une croissance terne est prévue pour l'Afrique sub-Saharienne en raison de contraintes d'endettement et du ralentissement du commerce mondial. Malgré tous ces défis, on pense que les marchés émergents sauront gérer les incertitudes par des mesures fiscales ciblées et des réformes structurelles pour relancer la croissance à moyen terme.

Il est prédit que l'inflation mondiale continue de diminuer en 2025 et 2026 bien que des gageures persistent à cause de pressions sur les prix induites par le commerce. Le FMI prévoit une inflation mondiale totale de 4,3 pour cent en 2025, une baisse moins forte que celle anticipée précédemment, et une nouvelle diminution à 3,6 pour cent en 2026. Dans les économies avancées, on s'attend à ce que l'inflation atteigne 2,5 pour cent en 2025 sous l'effet persistant des pressions sur les prix dans le secteur des services et de l'impact des tarifs US, surtout aux Etats-Unis où l'on prédit une inflation de 3,0 pour cent. Les marchés émergents et les économies en développement font face à une inflation plus élevée avec une convergence plus lente vers les cibles des banques centrales à cause des perturbations dans les échanges commerciaux et de la volatilité des prix des produits de base.

Les perspectives dans le monde pour 2025 et 2026 mettent en relief des risques de baisse plus marqués dans un contexte de tensions commerciale, d'incertitude politique, de volatilité de la demande et d'inflation persistante. Il existe un potentiel plus positif grâce à une accélération des réformes structurelles, telles que la stimulation de la participation de la main-d'œuvre et l'intégration des migrants, et une coopération commerciale multilatérale accrue, qui pourraient relever la productivité et favoriser des retombées bénéfiques. Toutefois, les risques de baisse dominent, avec la possibilité d'une escalade des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, assortie de pressions sur les prix induites par les tarifs pouvant mener à la désinflation et compromettre la performance de la croissance Une probabilité de récession aux USA en 2025 à 40 pour cent, un resserrement des conditions financières dans le monde et des incertitudes géopolitiques pourraient entraver encore davantage la croissance. L'incertitude politique élevée, indiquée par l'indice d'incertitude de la politique économique au plus haut niveau depuis un siècle menace encore plus

l'investissement et le commerce. Le FMI enjoint les décideurs de politique à gérer avec soin le rythme de la détente monétaire, à poursuivre une consolidation fiscale et à renforcer les cadres multilatéraux pour atténuer la fragmentation et soutenir la cadence de la croissance en 2025 et 2026.

Perspectives économiques dans la région (PER)

La croissance moyenne dans les Pays Insulaires du Pacifique (PIP) est prévu être de 3,1 pour cent, avec un léger ralentissement à 2,7 pour cent en 2026 en raison des perturbations du commerce mondial, notamment les tarifs US qui impactent le tourisme, les envois d'argent et les exportations. Les économies dépendantes du tourisme comme à Fidji sont confrontés à des prévisions à la baisse (2,6 pour cent en 2026), une demande mondiale faible touchant le nombre de visiteurs. La Papouasie Nouvelle-Guinée se détache avec une croissance de 4,6 pour cent en 2025, entraînée par la réouverture de la mine d'or de Porgera, mais elle ralentirait à 3,5 pour cent en 2026.

L'inflation dans la région devrait s'atténuer à 4,1 pour cent en 2025 et à 3,3 pour cent en 2026, ce qui reflète les tendances mondiales. Les retombées des tarifs et la volatilité des prix des produits de base dans le monde continuent d'affecter les prix à l'importation, particulièrement en PNG, qui enregistre 5,5 pour cen 2025, et Nauru avec 7,3 pour cent en 2025.

On s'attend à ce que la croissance économique prévisionnelle en Australie se situe à 1,6 pour cent en 2025 puis 2,1 pour cent en 2026. La croissance de la Nouvelle-Zélande est prédit s'accroître à 1,6 pour cent en 2025 et continuer à s'améliorer à 2,7 pour cent en 2026.

Des risques et des vulnérabilités peuvent être une entrave pour les économies des PIP, dont une escalade des tensions commerciales entre les USA et la Chine, un hausse des tarfis et des changements de politiques mondiales qui menacent le commerce, le tourisme et le financement public. Le climat et les catastrophes naturelles demeurent des menaces structurelles persistantes, surtout pour des petits états insulaires comme le Vanuatu, Tuvalu et Kiribati.

Tableau 14 : Perspectives économiques dans la région : PIB réel (évolution d'une année à l'autre ; pourcent)

Pays	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Pacifique (excl Aus&NZ)	***2.1***	***3.0***	***3.6***	***3.1***	***2.7***	***2.3***	***2.2***	***2.0***	***2.0***
Fidji	19.8	7.5	3.7	2.6	2.8	3.2	3.2	2.1	2.1
Kiribati	4.6	2.7	5.3	3.9	3.2	2.5	2.2	1.8	1.6
Iles Marshall	-1.1	-3.9	2.8	2.5	4.1	2.4	1.9	0.7	0.7
Micronésie	-2.9	0.5	0.7	1.1	1.5	0.8	0.7	1.8	1.8
Nauru	3.0	0.6	1.8	2.0	1.6	1.7	1.8	2.2	2.2
Palau	-0.8	1.4	7.1	5.7	3.5	2.7	2.3	2.2	2.2
Papouasie Nlle Guinée	5.7	3.8	3.7	4.6	3.5	3.1	3.1	3.1	3.1
Samoa	-5.4	9.2	9.4	5.4	2.6	2.0	2.0	2.0	2.0
Iles Salomon	2.4	2.7	2.5	2.7	2.8	2.9	3.0	3.0	3.0
Tonga	-2.3	2.1	2.1	2.7	2.3	1.8	1.6	1.2	1.2
Tuvalu	-2.4	7.9	3.3	2.8	2.3	2.2	2.0	1.9	1.7
Vanuatu	5.2	2.1	0.9	1.4	2.1	2.5	2.2	2.2	2.2
Australie	4.1	2.1	1.0	1.6	2.1	2.3	2.3	2.3	2.3
Nouvelle-Zélande	2.9	1.8	-0.5	1.4	2.7	2.7	2.3	3.2	3.2

Source : FMI et calculs du personnel

Perspectives économiques pour le Vanuatu (PEV)

Note: Les chiffres du PIB cités dans cette Déclaration de politique budgétaire 2026 ont été mis à jour (conformément au commentaire figurant au point 3.3 Perspectives économiques au Vanuatu (PEV) ci-dessus). Les perspectives économiques restent toutefois optimistes.

Aperçu d'ensemble

L'économie du Vanuatu a fait preuve d'une résilience remarquable suite au tremblement de terre dévastateur du 17 décembre 2024. Le Comité macroéconomique a révisé ses prévisions de croissance à la hausse, à 3,7 pour cent pour 2025, une légère progression par rapport aux prévisions de 3,6 pour cent en mars 2025. Cela correspond à une hausse significative de 1,5 point de pourcentage par rapport aux 2,2 pour cent de croissance relevés en 2024, ce qui indique un rebondissement économique solide, soutenu par les efforts de rétablissement post-tremblement de terre et l'arrivée d'un grand nombre de visiteurs.

Tableau 15 : Produit intérieur brut réel (évolution en %)

Sector	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Agriculture, Pêche et Sylviculture	-2.7	2.7	3.9	-0.8	2.2	2.7	3.1	3.4	3.5	3.2
Industrie	4.0	-1.3	-19.7	3.2	1.8	8.1	9.2	6.3	3.9	4.1
Services	-6.7	0.4	7.8	6.4	3.0	3.9	3.7	3.9	3.7	3.9
Croissance du PIB réel (prix 2006)	**-5.0**	**-1.6**	**5.2**	**4.0**	**2.2**	**3.7**	**3.9**	**4.0**	**3.9**	**4.1**

Source : Bureau des Statistiques du Vanuatu et estimations du T2 de 2025 du Comité macro-économique (CME)

La première moitié de 2025 a montré des signes encourageants de reprise économique, en dépit des défis initiaux. La performance financière a dépassé les attentes, les recettes de l'Etat atteignant 37 pour cent du budget annuel dès le mois d'avril 2025, entraînées avant tout par une forte perception de la TVA et par le programme de citoyenneté à titre honorifique. Les dépenses ont été supérieures de 7 pour cent à celles de la même période en 2024, correspondant à 29 pour cent de la cible des dépenses pour 2025.

La stabilité monétaire a été maintenue, avec une inflation chutant à -0,7 pour cent au trimestre à fin décembre 2024, au-dessous de la fourchette ciblée par la Banque de Réserve du Vanuatu de 0 à 4 pour cent. Les réserves officielles restent robustes à plus de 8 mois de couverture des importations prévisionnelles, bien au-dessus du seuil minimum requis de 4 mois. Le train de mesures de stimulation de l'économie lancé avec succès par le gouvernement, incluant des subsides pour les salaires, des subventionx à la petite entreprise et des garanties pour des emprunts, a apporté un soutien vital aux entreprises touchées à Port-Vila.

L'économie du Vanuatu continue de faire face à des vents contraires du fait de l'incertitude économique dans le monde, surtout en ce qui concerne la politique commerciale des Etats-Unis. En avril 2025, les USA ont imposé un tarif de 23 pour cent sur les exportations du Vanuatu, réduit à 10 pour cent par la suite durant une pause de 90 jours expirant en juillet 2025. Ces droits de douane présentent une menace directe pour les exportations de kava qui se sont élevées à 1.325 millions de vatu en 2024, les Etats-Unis étant le troisième plus gros importateur de marchandises avec 7,5 pour cent des exportations totales.

Les effets indirects d'une possible récession aux Etats-Unis et de la volatilité économique dans le monde pourraient avoir un impact considérable sur le Vanuatu à cause de la diminution du nombre de visiteurs et d'une baisse de la demande d'exportations sur l'ensemble des marchés mondiaux. D'autres défis persistent, notamment le manque de vols intérieurs suite à la liquidation d'Air Vanuatu, des retards dans le démarrage de projets d'investissement en capital, la menace de l'oryctère rhinocéros pour la production de coprah, des

manque-à-gagner en termes de recettes, les risques de cyclones tropicaux, la pénurie de main-d'œuvre, les litiges fonciers et les problèmes de relations avec des correspondants bancaires.

Secteur de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture

Le secteur de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture est pressenti croître de 2,7 pour cent en 2025, soit une révision à la hausse par rapport aux prévisions initiales de 2,4 pour cent. Ce secteur reste pivotal dans le paysage économique du Vanuatu, contribuant significativement à des activités tant commerciales que de susbistance. Bien qu'il soit confronté à de multiples défis, notamment la menace de l'oryctè rhinocéros, la pénurie de main-d'œuvre et les risques de catastrophes naturelles, ce secteur montre de la résilicence avec des développement mitigés mais généralement positifs dans les sous-secteurs.

La production de cultures commerciales continue d'être confrontée à des défis et des opportunités de toutes sortes selon les produits de base. La production de kava pour le commerce devrait croître de 2 pour cent en 2025, en baisse par rapport aux prévisions initiales de 3,5 pour cent, ce qui reflète la détérioration de la qualité et l'impact des tarifs des Etats-Unis. Le volume des exportations a diminué malgré l'amélioration des prix durant le premier trimestre de 2025, le facteur de déflation tombant de 1,0 pour cent à 0,5 pour cent du fait de la baisse des prix et de la qualité du kava, entraînant une diminution du volume exporté.

La production de cacao a affiché une forte performance avec une croissance prévisionnelle de 15 pour cent pour 2025, bien que le volume des exportations en tonnes ait chuté, aussi bien d'une année à l'autre que d'un trimestre à l'autre. Le secteur bénéficie d'efforts de réhabilitation en cours et de la plantation de greffons, avec des déflateurs qui restent inchangés.

La production de café affiche une croissance prévisionnelle robuste à 12 pour cent, bien que la performance reste étroitement liée à la reprise du tourisme. Le prix à l'exportation a augmenté, alors que le tonnage a diminué, ce qui montre la vulnérabilité du secteur face aux fluctuations du tourisme.

La production de noix de coco à des fins commerciales devrait parvenir à une croissance modeste de 1 pour cent, soutenue par une demande solide des marchés asiatiques, malgré des reculs antérieurs. Le déflateur reste inchangé, traduisant des conditions de marché stables. La production de coprah continue de faire face à des défis, avec des prévisions de croissance négative à -1,5 pour cent, alors que les prix sont remontés avec des redressements pour déflation de 0,1 à 0,5 pour cent. Le volume des exportations reste faible en dépit de la hausse des prix.

La production de cultures de subsistance affiche une performance exceptionnelle, avec des cultures en jardins potagers atteignant 3 pour cent de croissance grâce, tout particulièrement, à l'absence de cyclones depuis 2023. Cette performance solide montre la résilience de ce secteur quand il n'est pas touché par des catastrophes naturelles. Les fruits et les légumes maintiennent une croissance robuste à 20 pour cent, avec des redreseements de déflateur de 1 à 1,5 pour cent reflétant l'évolutions des prix dans les îles et l'impact de la relocalisation.

La production animale affiche une performance constante avec la production de viande de bœuf montrant une croissance de 2 pour cent malgré les défis dus à des pannes de matériel à l'abattoir qui ont limité la production à l'approvisionnement intérieur seulement et empêché les exportations. Le gouvernement

continue de soutenir le secteur par des programme d'amélioration des pâturages, le restockage de bétail et des initiatives de production de petits ruminants.

Le sous-secteur de la sylviculture a bénéricié d'une solide demande intérieure entraînée par le retour de travailleurs saisonniers, avec des prévisions de croissance de 3,2 pour cent pour 2025. Ce résultat montre l'aptitude du secteur à s'adapter à l'évolution des conditions sur les marchés et la disponibilité de la main-d'œuvre. Le sous-secteur de la pêche maintient une croissance de 3,1 pour cent malgré les défis résultant du coût élevé du carburant qui rend le poisson frais inabordable pour les ménages à faible revenu. Les prix du poisson localement ont augmenté de 1200 vatu le kilo à 1500 vatu, avec des redressements de déflateur de 1 à 1,5 pour cent traduisant ces changements dans les prix du marché local.

Secteur de l'industrie

Le secteur de l'industrie continue d'être le secteur qui croît le plus rapidement avec 8,1 pour cent de croissance prévisionnelle pour 2025, révisée à la baisse par rapport aux prévisions initiales de 8,9 pour cent. Cette forte performance est entraînée par des activités de reconstruction suite au tremblement de terre et le démarrage de projets d'investissement en capital du gouvernement, reportés de 2024, pour une valeur de plus de 10 milliards de vatu. La croissance dans ce secteur reflète les besoins de reconstruction immédiate après le tremblement de terre et l'engagement du gouvernement à développer l'infrastructure.

Les activités de construction connaissant une forte cadence avec 10,8 pour cent de croissance prévisionnelle pour 2025, révisée à la baisse par rapport aux prévisions initiales de 13,2 pour cent. Vu l'incertitude quant à la question de savoir quant les assurances commenceront à débloquer des fonds, il est anticipé que les travaux de reconstruction après le tremblement de terre au centre ville et aux alentours seront retardés et reportés à 2026 et 2027. On s'attend à ce que le sous-secteur du bâtiment croisse de 11 pour cent avec des projets s'étendant au-delà du budget d'investissement en capital et la croissance positive relevée au premier trimestre grâce au crédit au secteur privé destiné à soutenir des projets de construction dans le secteur privé. Les activités d'achèvement de bâtiments devraient croître de 13 pour cent selon les prévisions, soutenues par des projets déjà en cours qui avaient été retardés par le passé.

Les activités de rénovation et de réparation affichent une croissance exceptionnelle de 25,5 pour cent, attribuable surtout aux efforts de rétablissement après le tremblement de terre et aux réparations nécessaires pour les infrastructures endommagées. C'est le reflet des besoins immédiatement en termes de reconstruction suite au tremblement de terre au mois de décembre 2024 et de l'engagement du gouvernement à reconstruire les installations endommagées.

Parmi les gros projets d'infrastructure moteurs de croissance, citons la phase 2 des routes à Pentecôte, la phase 2 du projet de transport résilient au climat et la phase 3 des routes à Tanna. Le projet de remise en état de la route autour de l'île d'Efate et le projet de routes à Ambae ont démarré récemment, au deuxième trimestre de 2025, donnant un élan de plus au secteur de la construction.

Dans le sous-secteur de la manufacture, une croissance de 2,2 pour cent est prévu en 2025, une révision à la baisse par rapport aux prévisions initiales de 2,4 pour cent, traduisant une performance mitigée sur l'ensemble des diverses activités de fabrication. La croissance dans le sous-secteur de l'alimentaire a été revue à la baisse de 3 pour cent à 2,5 pour cent en raison du ralentissement de la capacité de production à Vanuatu Brewing Limited (VBL) résultant de dommages causés aux équipement par le tremblement de terre.

La croissance de la production artisanale a été ramenée 8,5 pour cent en raison de l'arrêt des visites de paquebots à Port-Vila et de la cessation des opérations de Malampa Handicraft. Cette révision montre la dépendance du secteur à la demande liée au tourisme et reflète les problèmes d'accès des touristes aux autres îles du pays.

Les activités d'exploitation de carrière affichent une forte croissance de 12 pour cent, soutenues par les projets de construction en cours et le développement des infrastructures. Cela reflète la demande accrue de matériaux de construction entraînée tant par les activités de reconstruction que par des projets d'infrastructure qui avaient été prévus.

Le sous-secteur de l'électricité et de l'approvisionnement en eau montre une croissance robuste de 10 pour cent révisée à la hausse par rapport aux prévisions initiales de 9 pour cent. Cette croissance est entraînée par une demande accrue d'activités de démolition et de reconstruction, une reprise graduelle du tourisme et une demande croissante des ménages pour l'énergie solaire, surtout dans les zones rurales, mais tendant aussi à s'étendre aux zones urbaines. Les redressements de déflateur Vanpower de 4 à 4,5 pour cent résultent de la hausse des coûts associés à l'électricité produite à partir du carburant, d'autant plus que la centrale de Brenwei à Malekula n'a toujours pas été mise en service.

Secteur des services

Le secteur des services maintient ses prévisions de croissance à 3,9 pour cent pour 2025, preuve de sa résilience en dépit des impacts du tremblement de terre de décembre 2024. Il a bénéficié d'un nombre de visiteurs plus élevé qu'escompté, de mesures de relance du gouvernement, d'une période de grâce sur les remboursements de prêts (qui a expiré en juin 2025) et d'une reprise graduelle des activités commerciales grâce à la réouverture du centre ville de Port-Vila. Il devient urgent de rétablir le système de réservation en ligne pour des vols intérieurs, cela permettrait de relancer les activités touristiques dans les îles éloignées. Le nombre de visiteurs à l'arrivé a dépassé les attentes, avec janvier 2025 affichant une croissance de 7,5 pour d'une année à l'autre et février marqué par une croissance exceptionnelle de 58,5 pour cent. Cette forte performance s'explique par l'entrée de nouvelles compagnies aériennes sur le marché, dont Qantas et Jetstar, les initiatives de marketing du tourisme par le gouvernement, financées par le train de mesures de relance, et l'afflux de travailleurs pour aider à la reprise suite au tremblement de terre.

La croissance pour l'hébergement et la restauration a été ramenée à 11,2 pour cent par rapport aux prévisions initiales de 14,7 pour cent, essentiellement à cause des problématiques de connectivité aérienne intérieure qui continuent d'affecter le tourisme à Santo, Tanna et d'autres îles lointaines. Malgré tout, le secteur a pu bénéficier de la reprise du tourisme centré sur Port-Vila et de la demande accrue de travailleurs pour la reconstruction et de visiteurs. De plus, le lancement à plus grande échelle du train de mesures de relance du gouvernement a eu un impact positif sur le commerce de détail ce qui a, indirectement, stimulé les dépenses de consommation dans ce secteur.

Les activités dans le commerce de gros et de détail affichent une forte performance, soutenues par les mesures de relance du gouvernement et une amélioration de la conjoncture. Le secteur conjugué du commerce de gros et de détail prévoit une croissance de 3 pour cent, assortie d'une forte perception de la TVA et soutenue par le lancement des mesures de relance qui ont stimulé la demande de consommation.

Prévisionnellement, les autres activités de commerce de gros devraient connaître une croissance de 1,9 pour cent grâce à l'impact positif des changements à la politique sur la TVA et à l'augmentation de l'activité économique. Le commerce détail, lui, affiche une croissance de 3,5 pour cent, une révision à la hausse par

rapport aux prévisions initiales de 3 pour cent, entraînée par l'effet de la TVA et des initiatives de la Commission de la Fonction publique qui ont soutenu les dépenses de consommation.

Le secteur des transport maintient les prévisions de croissance à 1,3 pour cent, bien que certains secteurs spécifiques montrent différentes tendances en termes de performance. Selon les prévision, le transport aérien devrait croître de 1,5 pour cent en 2026, avec des redressements de déflateur de 2,2 à 3,5 pour cent du fait de l'acquisition de nouveaux appareils Twin Otter et de l'augmentation des prix des billets pour des vols intérieurs.

Les services de télécommunications affichent un augmentation de déflateur de 2 à 2,5 pour cent suite à des changements dans la structure tarifaire de Vodafone, notamment l'arrêt des ventes à crédit de 150 vatu, ce qui a affecté la dynamique des tarifs dans le secteur.

Les banques commerciales affichent une meilleure performance avec une croissance de 2,1 pour cent, en hausse par rapport aux prévisions initiales de 1,8 pour cent, soutenue par une diminution des prêts défaillants, ce qui indique une amélioration de la santé du secteur financier. La croissance prévisionnelle pour le secteur des finances et des assurances serait de 3,2 pour cent contre 3 pour cent initialement, le secteur bénéficiant des programmes de garantie des emprunts par le gouvernement en attendant le déblocage de fonds des assurances en lien avec le tremblement de terre.

Les activités dans l'immobilier continuent d'afficher une forte performance avec les habitations occupées par leurs propriétaires en hausse de 2,5 pour cent et les locations à 3,5 pour cent. Cela reflète les nouvelles subdivisions à nord Efate, en partie associées au projet de Lelepa pour les croisiéristes, et les déménagements suite au tremblement de terre. Les agences immobilières affichent une croissance solide à 8,5 pour cent, soutenue par l'activité accrue sur le marché tant résidentiel que commercial.

Pour les services professionnels, scientifiques et techniques, la croissance prévisionnelle est solide à 7,3 pour cent, en hausse par rapport aux prévisions initiales de 6,5 pour cent. Cette croissance est entraînée par une demande croissante d'ingénieurs, de géomètres et de spécialistes pour les activités de reconstruction et le démarrage de projets d'investissement en capital qui avaient été reportés. Le secteur bénéficie à la fois des besoins de rétablissement après le tremblement de terre et des projets d'infrastructure prévus.

L'administration publique affiche une croissance de 2 pour cent, soutenue par la situation financière du gouvernement qui s'est améliorée et le soutien accru de donateurs suite au tremblement de terre. Les services d'éducation montrent pour 2026 une forte progression prévisionnelle de 5,5 pour cent, entraînée par les projets de la Banque asiatique de Développement pour INTV, la création de nouvelles écoles, le règlement des salaires des enseignants et la croissance démographique sous-jacente.

Le secteur des services au Vanuatu, dont la croissance prévisionnelle pour 2025 était de 3,9 pour cent, est confronté à des risques cruciaux en dépit de la résilience actuelle résultant d'un tourisme solide et des mesures de relance du gouvernement. L'insuffisance des liaisons aériennes intérieures continue d'être un obstacle majeur à la reprise du tourisme dans son ensemble, surtout dans les îles au large. Par ailleurs, une trop forte dépendance aux mesures de relance temporaires, une tarification volatile des télécommunications et l'exposition à des catastrophes naturelles et aux mouvements de l'économie mondiale présentent de sérieux défis. Il faudrait donc que la politique privilégie l'expansion des moyens de transport intérieurs, favorise une croissance durable sous l'impulsion du secteur privé, renforce la règlementation dans certains domaines essentiels des services et prenne des mesures solides pour la réduction des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique.

Actualisation monétaire

La Banque de Réserve du Vanuatu (BRV0 a maintenu sa position en matière de politique monétaire en gardant son taux directeur à 2,75 pour cent en mars 2025 sur fond de stabilisation de la croissance économique mondiale et d'allègement des conditions financières internationales, dans le but de soutenir le redressement économique du pays. Qui plus est, le ratio de suffisance de capital (RSC) reste à 12,0 pour cent, le dépôt de réserve légale (DRL) à 5,50 pour cent et le ratio d'avoirs liquides (RAL) à 5,0 pour cent. La BRV continue ses opérations sur le marché ouvert pour peser sur le niveau de liquidités excessives dans le système bancaire. Elle va continuer à surveiller l'évolution de la situation dans le monde et dans le pays jusqu'au prochain bilan en juin 2025.

Pour ce qui est des objectifs de la politique monétaire, les réserves officielles restent supérieures au seuil minimum avec 7,5 mois de couverture des importations à fin mars 2025. L'inflation annuelle reste inférieure à la cible minumum de la RBV, affichant -0,7 pour cent au trimestre à fin décembre 2024. De manière générale, le régime des taux de change du Vanuatu continue d'agir comme ancrage nominal de l'inflation intérieure.

Les conditions monétaires ont continué à soutenir la croissance. On estime que la masse monétaire s'est amplifiée de 8,7 pour cent au cours des trois premiers mois de 2025. Cette amplification est attribuée aux avoirs nets étrangers et au crédit intérieur. Les ANE ont gonflé de 11,2 pour cent en raison des rentrées nettes de devises étrangères relevées par les banques commerciales comme par la RBV. De même, la hausse du crédit intérieur de 7,6 pour cent est attribuée tout particulièrement au crédit dans le secteur privé. On s'attend à ce que la tendance annuelle du crédit au secteur privé soit entraînée tant par les entreprises que par les particuliers et les ménages. Sur l'année jusqu'en mars 2025, la position de crédit nette du gouvernement s'était améliorée, résultant de l'accumulation de dépôts du gouvernement à la BRV dont la majeure partie est constituée de fonds pour le rétablissement.

Concernant les composants de la masse monétaire, son amplification sur l'année jusqu'en mars 2025 est attribuée à la monnaie étroite (+7.2%) et aux quasi-espèces (+13.2%). La tendance au plan de la monnaie étroite indique que le flux monétaire dans l'économie restait significatif pour soutenir la reprise économique. En parallèle, les résidents ont augmenté leurs dépôts producteurs d'intérêts auprès des banques, ce qui est reflété dans l'amplification de la monnaie étroite.

Le secteur bancaire est suffisamment capitalisé, car le ratio de suffisance de capital (RSC) global correspondait à 23,3 pour cent sur l'année à fin décembre 2024, au-dessus du minimum de 12 pour cent. Le crédit au secteur privé remonte, avec une croissance de 7,1 pour cent au trimestre à fin décembre 2024, bien qu'une part importante (56,2 pour cent) provienne du secteur personnel. De manière générale, la valeur des emprunts défaillants a diminué de 16,5 pour cent pour tomber à VT 12,8 milliards au trimestre à fin décembre 2024, même si des augmentations ont été relevées dans des catégories à plus haut risque (emprunts douteux et irrecouvrables). La liquidité dans le secteur bancaire se maintient à des niveaux satisfaisants, car le ratio d'avoirs liquides (RAL) se situait à 48,6 pour cent le 4 mars 2025, bien au-dessus du seuil minimum règlementaire de 5,0 pour cent.

Pour ce qui est des perspectives, la masse monétaire serait, prévisionnellement, entraînée par les ANE et le crédit intérieur en 2025. Le crédit intérieur est pressenti se modérer puisque les rentrées sous forme de virements du gouvernement devraient contre-balancer l'augmentation anticipée de l'emprunt intérieur. De plus, on s'attend à ce que la croissance du crédit au secteur privé soit modeste cette année. La croissance prévisionnelle des avoirs nets étrangers devrait se modérer en 2025 car les rentrées massives attendues pour le rétablissement après le tremblement de terre seront compensées par de gros paiements à l'importation pour des matériaux de construction. La BRV va continuer à surveiller l'amplification de la masse monétaire et appliquera des mesures adaptées pour s'assurer qu'elle reste soutenable.

On s'attend à ce que le secteur bancaire intérieur reste sain, profitable et suffisamment capitalisé à court et moyen terme, bien que certaines banques continuent de connaître des défis.

Inflation

Le taux annuel de l'inflation de base était de -0,7 pour cent au trimestre à fin décembre 2024 (contre +7,0% pour le même trimestre fin 2023), en dessous de la fourchette minimum ciblée par la RBV. L'inflation a reculé par rapport aux pointes atteintes en 2023, car les conditions financières dans le monde se sont relâchées, la désinflation s'est poursuivie dans le monde, la moyenne annuelle des cours des produits de base a diminué et l'inflation dans les principaux pays partenaires commerciaux du Vanuatu (Australie et Nouvelle-Zélande) a chuté. Dans le pays, l'absence de chocs (cylones) en 2024, ajoutée à la prise de position de resserrement de la politique monétaire et un renforcement de la valeur du vatu par rapport aux dollars australien et néo-zélandais, entraînant une baisse des prix des importations en provenance de ces deux pays, ont tous contribué à ralentir l'inflation.

Les principales catégories de dépenses ayant contribué à la chute de l'inflation d'une année à l'autre sont les aliments (-1,6%), reflétant une baisse des prix des fruits et légumes, des boissons et du tabac (-0,6%), résultant d'une diminution des prix des vins et spiritueux ; le logement et les services d'utilité publique (-3,3%), s'expliquant par un allègement des charges de distribution d'eau et d'électricité ; et les communications (-9,4%), grâce à la réduction du prix de nouvelles cartes sim. Le taux d'inflation annuel moyen pour 2024 a été relevé à 1,2 pour cent, considérablement moins que les 11,3 pour cent enregistrés en 2023. Le taux de l'inflation sous-jacente a diminué de 0,1 pour cent, suggérant que le prix des biens et services en général, exclusion fait de l'énergie et des produits alimentaires, a diminué par rapport à l'année antérieure.

Vu l'évolution de la situation à présent, l'inflation de base au Vanuatu devrait, selon les prévisions, passer au-dessus de la barre de zéro pour cent au cours des deux prochains trimestres tout en restant dans la fourchette ciblée par la BRV de 0 à 4 pour cent tout au long de 2025. Les principales hypothèses étayant ces prévisions sont : i) une hausse constante des prix alimentaires, résultant de la baisse prévisionnelle (-5,0%) de l'approvisionnement en produits alimentaires dans le monde en 2025, bien que les prix sur les marchés locaux demeurent volatiles en raison de la saisonnalité des cultures ; ii) une stabilité des prix pour les boissons et le tabac, reflétant la reprise de la production intérieure et l'approvisionnement local en boissons alcooliques et non alcooliques produites sur place et une baisse des prix hors énergie dans le monde ; iii) une hausse des prix du logement reflétant la hausse des loyers due à la forte demande suite à la destruction de bâtiments privés et publics dans le centre-ville causée par le tremblement de terre, en partie compensée par un déclin des cours mondiaux de l'énergie ; et iv) le coût des transports qui reste élevé, reflétant les coûts élevés des transports maritimes et du fret dans le monde, les prix des billets d'avion restant élevés, les frais de transport maritime, eux, devraient rester stables selon toute attente, là encore partiellement compensés par la baisse des cours

mondiaux de l'énergie, et une diminution continuelle des prix du carburant sur les marchés intérieurs. Le prix du carburant, en moyenne, avait baissé de 7,4 pour cent au trimestre à fin mars 2025 par rapport au même trimestre de 2024. Les cyclones tropicaux, l'intensification de la guerre au Moyen-Orient et des conflits en Europe ont entraîné une hausse des coûts des expéditions par bateau, ce qui représente un gros risque pour les prévisions.

Balance des paiements

On estime que le solde du compte courant du Vanuatu s'est amélioré de 21,8 pour cent au trimestre à fin décembre 2024. Le moteur principal en a été un nette amélioration de la balance nette des revenus secondaires, l'emportant sur la dégradation de la balance commerciale des marchandises, de la balance commerciale des services et des balances des revenus primaires. Les comptes de capital et financiers se sont tous deux améliorés, reflétant les opérations associées aux projets d'infrastructure financés par l'Etat et les efforts de rétablissement après le tremblement de terre.

Les réserves officielles en devises étrangères de la BRV se montaient à VT 75.095 millions en mars 2025, soit une augmentation de 7,4 pour cent d'une année à l'autre. La majorité de ces rentrées était composée d'aide au développement pour le gouvernement et de recettes de l'étranger à la BRV. Des sorties de devises étrangères ont été relevées pour les remboursements de prêts extérieurs du gouvernement, les sorties de banques commerciales et les paiements à l'étranger de la BRV. Le niveau actuel des réserves en devises étrangères devrait, selon les estimations, couvrir au moins 7,5 mois d'importations en mars 2025.

Pour ce qui est des perspectives, les rentrées d'argent dans le cadre d'initiatives de rétablissement après le tremblement de terre et les envois d'argent devraient, selon tout attente, maintenir le niveau des réserves en devises étrangères en 2025. Compte tenu de l'évolution de la situation récemment, on s'attend à ce que le niveau des réserves en devises étrangères finance à peu près 8,3 mois d'importations. Côté négatif, le risque pour cette perspective inclut des paiements plus élevés pour remplir les obligations du gouvernement à l'étranger et une augmentation des paiements pour les importations si le processus de rétablissement s'accélère durant l'année.

On s'attend à ce que le solde en compte courant se dégrade en 2025 (-VT7,8 milliards), même si c'est un peu mieux qu'en 2024. Le facteur principal en est l'amélioration anticipée de la balance commerciale des services, entraînée par la reprise des arrivées par avion. On s'attend à ce que la balance commerciale des marchandises se creuse encore davantage en raison d'une augmentation estimée des importations pour des matériaux de construction post-rétablissement. On s'attend à ce que la balance des revenus secondaires affiche une montée soudaine du fait de rentrées de fonds via des projets de rétablissement après le tremblement de terre et d'infrastructure publique, y compris des remboursements d'assurances hors assurance-vie. La balance des revenus primaires devrait rester stable en 2025, reflétant des taux d'intérêts mondiaux stables ou fléchissants sur les investissements, soutenue par la forte demande de travailleurs saisonniers à l'étranger.

Taux de change

Les mouvements du vatu vis-à-vis des principales devises étrangères utilisées pour les échanges commerciaux reflètent l'évolution des conditions économiques et financières chez les principaux partenaires commerciaux du Vanuatu. Le vatu s'est apprécié par rapport au dollar américain et australien de 1,0 pour cent et 0,1 pour cent respectivement, tandis qu'il s'est déprécié par rapport au dollar néo-zélandais et à l'euro de 0,5 pour cent

et 3,1 pour cent respectivement relativement à février. En moyenne, le VUV s'est apprécié par rapport à l'USD et l'AUD de 0,5 pour cent respectivement en mars 2025.

D. Gestion budgétaire

Le budget 2026 sera mis au point et appliqué alors que l'économie se remet encore des effets du tremblement de terre de magnitude 7,3 en décembre 2024. Indépendamment des efforts de rétablissement en cours, le gouvernement va continuer à renforcer sa mise en conformité concernant les recettes et en même temps encouragera les agences opérationnelles à lever des recettes additionnelles en 2025 par une mise en conformité rigoureuse avec l'administration fiscale et l'application des taxes, tant existantes que nouvelles. Cela permettra de garantir que le gouvernement couvre ses programmes et activités de dépenses tout en gérant sa dette. A ce propos, le gouvernement continuera de s'assurer qu'un budget équilibré est présenté et adopté par le Parlement cette année pour exécution l'année prochaine, en conformité avec les conditions requises de la loi sur FPGE [CAP 244].

En outre, le gouvernement continue de remercier ses partenaires au développement et compte sur leur aide financière l'année prochaine pour parvenir aux résultats prioritaires de sa politique budgétaire qui sont alignés sur le PNDD, c'est-à-dire le Plan du Peuple 2030.

E. Dette publique et financement du gouvernement

Une gestion efficace et effective de la dette publique est essentielle pour la viabilité financière du Vanuatu, surtout compte tenu des défis économiques récents. Le gouvernement reste voué à équilibrer les besoins de financement pour le développement avec le maintien de la dette à des niveaux soutenables, guidé par la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SGDMT) 2025-2028. Cette stratégie permet au gouvernement de bien identifier et gérer les risques et d'être transparent dans la comptabilisation de la dette publique, tout en favorisant la collaboration avec des parties prenantes et des partenaires au développement pertinents.

Telles qu'arrêtées en juin 2025, les premières estimations indiquent que la dette publique du Vanuatu se montait au total à VT 58.793,4 millions, soit 42,7% du PIB. Elle est composée de VT 41.034,9 millions sous forme de dette extérieure (29,8% du PIB, basé sur des valeurs nominales prévisionnelles) et de VT 17.758,4 millions sous forme de dette intérieure (12,9% du PIB). En 2026, il est prédit que la dette totale augmente à VT 63.397,5 millions, ce qui accroît le ratio d'endettement au PIB à 43,3%, avec une dette extérieure à VT 42.836,4 millions (29,3% du PIB) et une dette intérieure à VT 20.861,0 millions (14,3% du PIB).

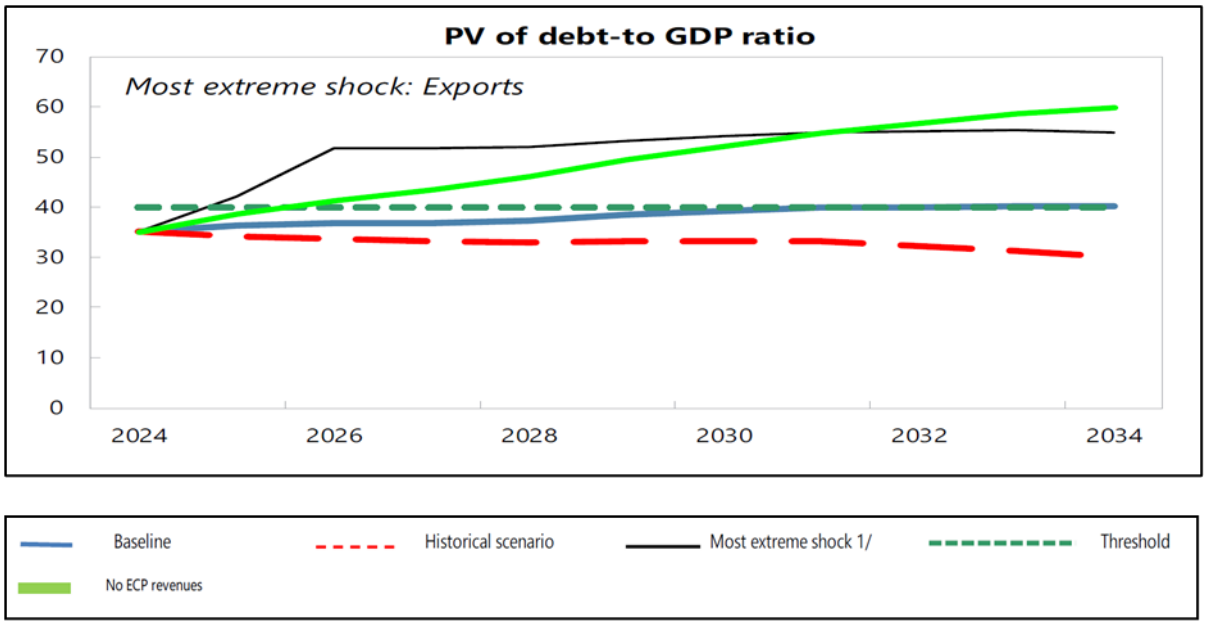
Les besoins de financement net pour l'exercice financier (EF) 2026 selon le budget national sont estimés à VT 64.148,91 millions au total et le gouvernement anticipe de rechercher un mélange d'emprunts intérieurs pour financer le budget 2026. Cela inclut VT 3.300,0 millions pour de nouveaux emprunts intérieurs qui proviendront de l'émission de bons du Trésor à long terme et de bons du Trésor à court terme.

Viabilité de la dette et risques

Au plan de la viabilité de la dette, le Vanuatu est confronté à des défis considérables en raison de chocs économiques et d'incertitudes concernant les recettes. La dernière analyse de la viabilité de la dette (AVD)

menée par le Fonds Monétaire International (IMF) indique un risque élevé de détresse d'endettement, car la valeur actuelle (VA) du ratio de la dette public au PIB dépasserait prévisionnellement le seuil des 55% à partir de 2033 et au-delà, une année plus tard que prévu précédemment. Le risque de détresse d'endettement extérieur s'est aggravé, passant de modéré à élevé, la VA du ratio d'endettement extérieur au PIB dépassant le seuil des 40% en 2024 et 2025, et potentiellement plus tard (2033-2034) d'après les scénarios de référence de base. Un autre scénario, où il n'y aurait pas de rentrées d'argent provenant du programme de citoyenneté économique (PCE), indique que la VA du ratio de dette publique au PIB pourrait dépasser le seuil dès 2027, ce qui fait ressortir le rôle crucial de ce programme pour la stabilité financière.

Graphique 3 : Prévisions de ratio d'endettement du Vanuatu au PIB en termes de valeur nette actuelle



Le risque de surendettement extérieur a empiré pour le Vanuatu, passant à élevé (contre modéré selon l'AVD de 2023). Bien que, prévisionnellement, le ratio d'endettement nominal au PIB reste au-dessous des seuils critiques à court terme (42,1% en 2026), l'analyse du FMI souligne les risques au long terme, tout particulièrement dans des scénarios de diminution des rentrées provenant du PCE ou de chocs économiques supplémentaires. La vulnérabilité élevée du Vanuatu à des catastrophes naturelles, classée parmi les plus élevées du monde, nécessite des investissements en continu dans des infrastructures résilientes, ce qui complique encore davantage la dynamique de l'endettement.

Pour atténuer ces risques, le gouvernement poursuit plusieurs stratégies :

- **Consolidation financière** : Rehausser la mobilisation de revenus et l'efficacité des dépenses pour réduire les besoins en termes d'emprunts.
- **Autre solution de financement** : Explorer la possibilité de financements par subventions auprès des partenaires internationaux tels que la Banque Mondiale et la Banque asiatique de Développement, qui fournissent des trains de mesures de financement pour une valeur d'environ USD 74,0 millions chacune, renouvelés tous les cinq ans. Des consultations ont réussi à transformer les dispositifs de subvention-crédit à 50/50 en vigueur en subventions pures.

- **Diversification des recettes** : Etudier d'autres sources de revenus pour réduire la dépendance au PCE qui a fait l'objet d'investigations internationales et de suspensions de l'exemption de visas d'entrée.

Dans le cas où le FMI relèverait le risque de surendettement à élevé, le gouvernement pourrait mettre fin aux nouveaux emprunts et compter uniquement sur des subventions pour financer des projets en appelant au soutien des partenaires au développement pour préserver l'espace fiscal.

Développement du marché de l'emprunt intérieur et viabilité

Le gouvernement reconnait l'importance de développement un marche de l'emprunt intérieur résilient et viable dans le cadre de bonnes pratiques de gestion des finances publiques. A présent, les principaux participants sur le marché incluent deux banques commericales, Bank of South Pacific (BSP) et National Bank of Vanuatu (NBV), ainsi que la Caisse nationale de Prévoyance (CNPV) et un petit groupe d'investisseurs composé de sociétés et de particuliers. Certes, les bons du Trésor à long terme continuent d'être l'instrument premier en circulation, il existe une demande croissante de titres à court termes, ce qui a incité à prévoir l'introduction de bons du Trésor à court terme en 2026. Le gouvernement est aussi en train d'étudier la faisabilité d'émettre des instruments thématiques comme les obligations bleues et vertes pour diversifier ses sources de financement et soutenir les buts de développement durable.

Malgré des contraintes structurelles, dont l'envergure limitée du secteur financier et la vulnérabilité macroéconomique, le gouvernement reste voué à renforcer la viabilité de la dette. Parmi les mesures envisagées, il y a le renforcement de la capacité institutionnelle, l'amélioration de la transparence de la dette et l'alignement de la souscription à l'emprunt intérieur sur le cadre financier à moyen terme et les objectifs macroéconomiques. Ces efforts sont compatibles avec les principes énoncés dans les cadres de viabilité de la dette (CVD) du FMI et de la Banque Mondiale, qui mettent l'accent sur l'importance de maintenir de la dette à des niveaux gérables, d'assurer un accès adéquat aux marchés et de minimiser les risques financiers.

Dans l'immédiat, le gouvernement va adopter une approche graduelle et flexible à l'égard du développement du marché, en privilégiant la mise en place de cadres juridiques et règlementaires solides, en relevant la confiance des investisseurs et en favorisant la collaboration avec des parties prenantes essentielles. Ces mesures visent à veiller à ce que l'emprunt intérieur reste compatible avec la viabilité de la dette à long terme et la résilience économique.

F. Recettes et Taxes

Parmi toutes les autres priorités, les rentrées de recettes sont absolument cruciales pour toutes les opérations du gouvernement et il est important que les politiques de recettes soient favorables pour encourager des rentrées constantes de revenus sans quoi le gouvernement ne pourra pas faire face aux demandes toujours croissantes de dépenses publiques et garantir la continuité de la prestation de services sur l'ensemble de la fonction publique.

Les prévisions initiales de recettes pour l'exercice financier 2025 s'élevaient au total à VT 39,2 milliards, mais elles ont désormais été révisées à la hausse à VT 41 milliards, moins que les recettes prévisionnelles beaucoup plus élevées pour l'EF 2024 (VT 47 milliards). Cette diminution des prévisions budgétaires s'explique par

l'intention du gouvernement de ne pas financer les dépenses prévisionnelles du budget de capital pour l'EF 2025 par les recettes de fonctionnement. En d'autres termes, le financement des projets d'investissement en capital en 2025 ne proviendra pas des recettes de fonctionnement, mais d'autres sources de revenus telles qu'approuvées par le gouvernement.

Le ministère des Finances et de la Gestion économique, par l'intermédiaire de sa cellule de politique fiscale et le Comité technique d'examen des recettes qui vient d'être établi, prévoit de s'entretenir avec tous les ministères et les départements pour discuter et convenir de leurs prévisions de recettes pour l'EF 2026. Ces prévisions ont toutes été approuvées par la Commission budgétaire ministérielle. De manière générale, il y a davantage de certitude les concernant car chaque secteur a indiqué que les prévisions sont plus réalistes que celles établies pour l'exercice 2024.

La plupart des ministères et agences constitutionnelles ont indiqué une hausse de leurs prévisions de recettes pour l'exercice 2025. Quelques autres n'ont pas indiqué de changements dans leurs prévisions mais ont été invités à explorer des options pour générer des recettes. Certes, la nécessité d'élargir la base fiscale existante reste d'actualité, mais le gouvernement n'a pas encore donné son accord pour d'autres réformes de la politique qui pourraient être mises en œuvre à moyen terme. La possibilité d'introduire éventuellement une taxe sur les traitements et les salaires au Vanuatu a fait l'objet de discussions, mais le gouvernement n'a pas encore décidé s'il va donner suite à cette proposition ou non. Il y a encore le point de vue que le gouvernement pourrait percevoir davantage de recettes de ses sources existantes si elles étaient bien gérées et que la mise en conformité était efficace.

Les recettes prévisionnelles pour l'EF 2026 s'élèvent à VT 39 milliards. A charge pour les ministères de redoubler d'efforts pour mettre en œuvre de nouvelles initiatives ou améliorer leurs initiatives existantes pour garantir une bonne perception des recettes en 2026.

La TVA continuera d'être la principale source de recettes pour le gouvernement dans le budget de 2026. Le Service de la Douane et des Contributions indirectes a bénéficié d'un financement en 2025 pour renforcer ses efforts de mise en conformité et on escompte une meilleure perception de la TVA et des autres taxes qu'il administre. De plus, la CBM a demandé au SDCI d'accélérer l'acquisition d'un nouveau système de contrôle de la TVA. Le projet a été retardé depuis plus d'un an et la CBM a demandé au SDCI de veiller à accorder la priorité à cette réforme de la politique.

En ce qui concerne le programme de citoyenneté, les prévisions de recettes pour 2025 ont été révisées à la baisse de VT 10 milliards (qu'il était prévu de percevoir en 2024) à VT 7 milliards, montant qui va probablement être maintenu en 2026. Depuis 2021 les rentrées provenant de ce programme n'ont pas cessé de diminuer en raison de problèmes en rapport avec le système de correspondant bancaire et des changements aux règlements sur la citoyenneté. Ces préoccupations ont été évoquées au plus haut niveau et le gouvernement vient d'apporter quelques modifications nécessaires au programme qui, si elles sont appliquées comme prévu, pourrait générer des rentrées satisfaisantes en 2025. Toutefois, l'avenir de ce programme sur le moyen terme reste encore incertain.

Réformes en cours concernant la politique en matière de recettes

Le ministre responsable des Finances et de la Gestion économique a établi récemment un Comité de gouvernance des recettes et un Comité technique des recettes pour aider le gouvernement dans ses efforts d'expansion de sa base de recettes intérieures. Les ministères sont invités aussi à constituer leurs propres

comités de gouvernance des recettes pour assurer l'appropriation et la réussite de l'application de nouvelles initiatives de recettes.

Les engagements du Vanuatu à l'égard du Forum Mondial de l'OCDE et du Groupe Code de conduite de l'UE

Le Vanuatu poursuit ses efforts pour se conformer aux normes internationales de bonnes pratiques fiscales, y compris celles fixées par le Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange d'information à des fins fiscales (Forum mondial) et le Groupe Code de conduite de l'Union Européenne (GCC UE).

Le Vanuatu est sur la liste des juridictions non coopératives en matière fiscale de l'UE parce qu'il facilite des structures et des dispositifs délocalisés qui engendrent des bénéfices sans substance économique réelle. Il a introduit deux projets de loi qui sont en attente d'être adoptés au Parlement, à savoir :

- le projet de loi sur les entités résidentes (substance économique) et
- le projet de loi sur les entités résidentes (modifications en conséquence).

S'ils sont adoptés par le Parlement, ces projets de loi devraient aider le Vanuatu dans ses démarches auprès du Groupe Code de conduite de l'UE pour être rayé de la liste.

Recettes en souffrance

Les préoccupations concernant le non paiement de recettes dans les ministères et agences opérationnels continueront d'exister jusqu'à ce que tous les paiements en souffrance soient acquittés. Des politiques adaptées doivent être mises en place pour contrôler l'accumulation de taxes impayées à leur échéance. A présent, le montant des recettes non fiscales en souffrance s'élève à VT 2,5 milliards et les impayés de TVA vont probablement dépasser VT 3 milliards.

Les principales raisons de ce que le gouvernement n'a pas encore entièrement résolu la problématique des recettes en souffrance sont les suivantes :

I. Une grande partie des dettes actuelles constituées par des impayés ont dépassé la date limite de prescription ;
II. L'accumulation de pénalités et l'absence d'efforts rigoureux de mise en conformité de la part des Services ; et
III. Des sociétés qui ont fermé ou ont été liquidées et des propriétaires de sociétés qui ont peut-être déjà quitté le pays ou sont décédés sans avoir payé des taxes continuent d'être constatés dans les paiements en souffrance.

La Commission nationale de passation par pertes et profits est actuellement en sommeil, mais le Ministère a l'intention de la remettre en activité pour qu'elle puisse continuer à travailler avec d'autres autorités pour s'occuper de l'ensemble des arriérés de recettes impayées. Cela permettra d'effectuer une évaluation approfondie des soldes d'arriérés afin de mieux renseigner les décisions quant à la passation par pertes et profits selon que nécessaire de façon à ce que les soldes des impayés représentent un aperçu juste et fidèle des créances du gouvernement.

La réalisation de tous les programmes et activités de dépenses du gouvernement qui ont été approuvés dans le budget de l'exercice dépend de la perception des recettes. Le gouvernement va continuer à relever sa perception des recettes en renforçant l'administration, la mise en conformité et l'exécution des lois fiscales en vigueur ainsi que des frais et charges qui viennent d'être introduits.

G. Programmes et politiques des dépenses

Les affectations budgétaires pour 2026 seront financées par une conjugaison de mécanismes de génération de recettes en vigueur et nouveaux, par des rentrées de fonds de la part des principaux partenaires au développement du gouvernement et, s'il y a lieu, par l'émission de bons du Trésor pour combler des déficits éventuels. Le budget intègrera des financements du gouvernement et de donateurs pour poursuivre efficacement et réaliser les buts et objectifs directeurs nationaux, en alignant l'affectation de ressources sur les dix priorités de la politique budgétaire énoncés dans la déclaration de politique budgétaire pour 2026. Cette approche a pour but d'éviter le chevauchement de programmes et le double emploi de ressources et aussi de favoriser une mise en œuvre efficace des programmes et politiques de dépenses. Dans le cadre de son engagement à l'égard d'une bonne gestion financière et d'une discipline fiscale, le gouvernement va s'efforcer de parvenir à un budget équilibré en 2026 tout en améliorant la prestation de services et en favorisant la croissance économique par une affectation stratégique des ressources financières.

4. Nouvelles propositions de politique (NPP)

L'attribution d'espace financier pour les NPP en 2026 correspondra aux dix résultats prioritaires de la politique budgétaire définis au point 3.A. Les NPP ne seront prises en considération que si elles ont été validées par le responsable de l'agence et saisies dans le système de gestion financière du gouvernement avec les pièces justificatives à l'appui.

De plus, les NPP doivent :

- pouvoir être prises en compte dans le cadre de l'enveloppe financière totale ;
- être accompagnées de propositions bien étudiées et détaillées susceptibles de renforcer les orientations, les programmes et les activités essentielles du gouvernement ;
- s'inscrire dans la capacité du ministère de les mettre en œuvre dans les délais suggérés ;
- être susceptibles d'amplifier et de développer la capacité et le taux de croissance économique du pays ;
- être financièrement viables (si l'activité est pressentie devenir récurrente) ; et
- être susceptibles de générer davantage de recettes pour le gouvernement.

5. Cibles économiques et financières pour l'exercice 2026

Les politiques, objectifs et cibles économiques, financiers et fiscaux suivants sont cruciaux pour l'attribution de ressources financières et en même temps pour parvenir à un budget équilibré en 2026.

Tableau 16 : Cibles de la politique économique et financière

Cibles de la politique économique et financière	Objectifs de la politique économique et financière à long terme
Balance budgétaire Budget équililbré	Balance du budget de fonctionnement positive à moyen terme
Recettes Recettes de fonctionnement prévisionnelles à 30,0 pour cent au moins du PIB	Recettes suffisantes pour satisfaire à l'objectif d'équilibre budgétaire
Dépenses Dépenses de fonctionnement prévisionnelles à 30,0 pour cent au moins du PIB	Dépenses compatibles avec l'objectif de budget équilibré
Endettement Maintenir la valeur actuelle nette (VAN) de la dette extérieure par rapport au PIB en-dessous du seuil de 40 pour cent du PIB	Le rapport d'endettement - dette nominale publique et dettes garanties par l'Etat – au PIB reste inférieur à 60 pour cent associé aux risques liés aux catastrophes et au changement climatique
Croissance économique Taux de croissance prévisionnelle du PIB réel à 3,7 pour cent	Le taux moyen de croissance économique annuel est supérieur au taux de croissance démographique
Inflation Inflation prévisionnelle doit se situer dans la fourchette ciblée de 0-4 pour cent	Le taux d'inflation annuel reste inférieur à 4,0 pour cent

6. Conclusion

La présente déclaration de politique budgétaire a été mise au point et est présentée en conformité avec les articles 9, 10 et 22 de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [CAP 244] et servira de principe directeur de base pour l'attribution et la finalisation des affectations budgétaires pour 2025 qui seront approuvées par le Parlement avant la fin de l'exercice en cours. A ce propos, le budget 2026 sera financé à la fois par le gouvernement et par ses partenaires au développement pour couvrir les programmes de dépenses, les objectifs et cibles directeurs qui sont énoncés dans la présente déclaration de politique budgétaire de même que dans le Plan national de Développement durable (PNDD) – le Plan du Peuple 2030, en vue de relever la croissance économique, la prestation de services et le bien-être de tous les habitants au Vanuatu.

6 Annexe 1 : Details des affectations de crédits complémentaires dans le budget 2025

Tableau 17: Affectation complémentaire de montants additionnels en 2025 conformément aux articles 34 et 34C de la loi sur les Finances publiques et la Gestion économique [CAP 244], en VT

Agence	Désignation	Centre de coût, programme et activité	Montant
Cabinet juridique de l'Etat	Litige sur la justice climatique - Menant à l'avis consultatif de la CIJ sur le changement climatique	4-11AA-CFAA-OVER	100,000,000
Total Cabinet juridique de l'Etat			**100,000,000**
Ministère du Premier ministre	Donation de matériel et de fournitures agricoles	4-42AA-MPBA-OVER	8,500,000
Totoal Ministère du Premier ministre			**8,500,000**
Ministère de l'Agriculture, Elevage, Sylviculture et Biosécurité	Rétablissement de l'écosystème et gestion durable des terres à Tongoa	4-72FD-MAFA-OVER	231,144,120
	Programme de renforcement du partenariat sur la biosécurité dans le Pacifique	4-49DA-MADA-OVER	689,070
Total Ministère de l'Agriculture, Elevage, Sylviculture et Biosécurité			**231,833,190**
Ministère de l'Education et la Formation	Mobilité en Polynésie Française pour perfectionner les gestionnaires du tourisme du Vanuatu	4-88AB-MEDA-OVER	6,450,000
	Enseignement sur la vie de la famille pour encourager des choix de mode de vie sain et des comportements attentifs à la santé et améliorer la santé et le bien-être de la population	4-53AA-MECA-OVER	17,428,185
	RERIPA CALL 3 : Labos vivants – change-ment climatique et avenir des communau-tés côtières : transformation de la socialité, des moyens d'existence et des modes de vie dans le Pacifique Sud	4-53AB-MECA-OVER	11,879,066

	Réseau régional pour la recherche	4-53AA-MEHA-OVER	6,713,805
	Atelier sur les habitations / abris traditionnels (échange de connaissances traditionnelles et d'expertise)	4-54AA-MEIA-OVER	2,858,568
	Collecte et publication de costumes traditionnels	4-54AA-MEIA-OVER	3,168,674
	Subvention au système de capacité	4-53AB-MECA-OVER	19,404,739
	Rétablissement après tremblement de terre – NZ – infrastructure scolaire	4-53AA-MEHA-OVER	494,229,000
Total Ministère de l'Education et de la Formation			**562,132,037**
Ministère des Finances et de la Gestion économique	Caisse de développement de l'agriculture	2-3512 -MFEC-OVER	100,000,000
	Fonds pour la délimitation maritime	2-3512- MFEC-OVER	500,000,000
	Crédits complémentaires d'urgence financière pour efforts de réponse et de rétablissement	2-3518-MFKB-OVER	1,164,342,129
Total Ministère des Finances et de la Gestion économique			**1,764,342,129**
Ministère du Tourisme, Industrie, Commerce et Entreprise Ni-Vanuatu	Etude et développement de la communication sur l'égalité des genres et formation pour améliorer la production bovine chez les petits exploitants au Vanuatu	4-97AI-MTDG-OVER	6,777,773
	Progresser les ODD en améliorant les moyens d'existence, la protection sociale, les droits humains et la résilience des communautés vulnérables via la diversification économi-que et la transformation numérique	4-97AI-MTDG-OVER	4,447,900

Total Ministère du Tourisme, Industrie, Commerce et Entreprise Ni-Vanuatu			**11,225,673**
Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et du Commerce extérieur	Complément de budget d'exploitation pour les missions à l'étranger	2-41AB- MOBA - OVER	116,851,998
	Engagements internationaux à des réunions de haut niveau	2-41AB- MOBA- OVER	20,000,000
	Factures médicales impayées pour l'ancien ambassadeur John Licht	2-41AB -MOBA - OVER	27,698,741
Total Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et du Commerce extérieur			**164,550,739**
Ministère des Affaires intérieures	Gouvernance pour un développement résilient dans le Pacifique	4-2404-MIEF-OVER	34,534,372
	Renforcement de la capacité du Corps de Police du Vanuatu	4-2602-MIDC-OVER	25,124,128
	Donation de matériel de police	4-2602-MIDC-OVER	40,000,000
	Plan stratégique de rétablissement pour Port-Vila	4-2402-MICB-OVER	211,812,000
Total Ministère des Affaires intérieures			**311,470,500**
Ministère des Terres, Mines et Ressources hydriques	Financements en souffrance et acquisi-tion de nouveaux ouvrages	2-6601- MLED - OVER	15,000,000
	Achat d'un appareil de mesure de débit des rivières	2-6904- MLGB- OVER	3,000,000
	Renforcer l'adaptation et la résilience des communautés en améliorant la salubrité de l'eau au Vanuatu	4-6904-MLGA-OVER	94,769,538
Total Ministère des Terres, Mines et Ressources hydriques			**112,769,538**

Ministère de la Santé	Renforcement de la planification de la famille et programmes sur la santé sexuelle et de reproduction	4-61UI-MHCC-OVER	17,569,128
	Programme de directives diététiques cliniques dans les provinces de Shefa et Sanma	4-61UB-MHCC-OVER	5,500,000
	Renforcement des programmes et pratiques pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène au Vanuatu	4-61UK-MHCC-OVER	1,818,696
	Mise en place d'un programme de formation en épidémiologie sur le terrain au Vanuatu	4-61VA-MHCC-OVER	7,646,817
	Soutien au ministère de la Santé du Vanuatu pour qu'il accélère l'objectif d'éliminer le paludisme dans tout le pays	4-61UC-MHCC-OVER	3,600,000
Total Ministère de la Santé			**36,134,641**
Ministère de l'Infrastructure et des Services publics	Aéroport de Pekoa	2-78B3- MUFB - OVER	398,000,000
	Réparation de cinq bâtiments essentiels financés par la Chine : Bureau du PM, Affaires étrangères, MFGE, Palais présidentiel et Palais des Congrès	4-78A2-MUFA-OVER	300,000,000
	Aide par subvention pour fourniture d'engins lourds pour le rétablissement après une catastrophe	4-78A2-MUFA-OVER	320,000,000
	Remise en état de Kumul Highway	4-78A2-MUFA-OVER	296,742,670
Total Ministère de l'Infrastructure et des Services publics			**1,314,742,670**
Ministère de la Jeunesse, de la Justice et des Services sociaux	Vanuatu Australia Policing and Justice Program (VAPJP) III	4-30AA-MJAB-OVER	216,000,000

	Vanuatu Australia Policing and Justice Program (VAPJP) III	4-30AA-MJAB-OVER	234,000,000
	Privilégier les années de la tendre enfance dans le développement humain du Vanuatu : Développement de la petite enfance (DPE)	4-30AA-MJAB-OVER	8,000,000
	Aide apportée par le gouv. de la République populaire de Chine	4-2501-MJCA-OVER	3,000,000
	National Arts Festival	2-30AA-MJAB-OVER	61,350,000
Total Ministère de la Jeunesse, de la Justice et des Services sociaux			**522,350,000**
Ministère de l'Adaptation au changement climatique, des risques géophysiques, de la météorologie et de l'énergie	Station d'observation conjointe – Coopération entre le DMRG et NOTC, State Oceanic Administration, République populaire de Chine	4-75DC-MGCA-OVER	61,616,505
	Modernisation des systèmes de prévisions météorologiques et de pré-alerte au Vanuatu - DMRG	4-75DC-MGCA-OVER	197,156,770
	Modernisation des systèmes de prévisions météorologiques et de pré-alerte au Vanuatu - DMRG	4-75DC-MGCA-OVER	179,995,570
	Rehausser les systèmes de surveillance sismique / volcanique et de pré-alerte à Tanna	4-75DD-MGCD-OVER	7,000,000
	Faire la part des distorsions et erreurs dans des études sur les émissions de gaz volcaniques	4-75DD-MGCD-OVER	7,500,000

	Renforcement des capacités dans les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la sylviculture et d'autres secteurs d'exploitation des sols pour une transparence rehaussée dans l'application et la surveillance des contributions du Vanuatu fixées nationalement	4-98BA-MGHA-OVER	23,310,940
	Service régional de soutien à la gestion d'espèces envahissantes dans le Pacifique [Pacific Regional Invasive Species Management Support Service (PRISMSS)] – Projet de rétablissement de la résilience dans les îles	4-6401-MGEA-OVER	1,415,192
Total Ministère de l'Adaptation au changement climatique, des risques géophysiques, de la météorologie et de l'énergie			**477,994,977**
Total pour TOUTES les agences			**5,618,046,094**

Source : *Ministère des Finances et de la Gestion économique*